

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe 1
- La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (I) 19
- La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte 34
- Histoire et condition de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre 75

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du
Parti Communiste International

ISSN - 0033 - 037 X

Administration et diffusion:
Ed. Programme, 17 rue René
Leynaud, 69001 Lyon, France

Abonnement:

- Souscription de soutien pour
4 numéros: France: 160FF; Suis-
se: 80FS; Italie: 80000LI;
Belgique: 1000FB; U.S.A: 35\$;
Grande-Bretagne: 25£; Espagne:
3500PTS; R.F.A: 70DM.

Prix au numéro:

25FF; 10FS; 10000LI; 140FB;
4\$; 3£; 450PTS; 8DM.

Paiement par chèque à l'ordre
de Dessus ou coupons-réponses.

La correspondance doit être
adressée aux Ed. Programme

Imprimerie

"IMP'ACT", 10 rue A. Grammont
69800, St Priest.

Commission Paritaire des Pa-
piers de Presse no 53116.

Directeur de la publication:
Dessus.

PROGRAMME COMMUNISTE
Theoretical Review of the
International Communist Party

Editorial office:
Ed. Programme, 17 rue René
Leynaud, 69001 Lyon, France

Subscription:

- 4 issues closed mail (first
class in the U.S.A)
- G.B: £16; U.S.A: \$24

Payment by check or interna-
tional money order to Dessus.

All correspondance should be
sent to the above address.

FRANCE: Ed. Programme; 17 rue
René Leynaud; 69001
Lyon.
ITALIE: Il Comunista; C.P.
10835; 20110 Milano.
SUISSE: Ed. Programme; 12 rue
du Pont; 1003 Lausanne.

**LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE
DU PARTI EN LANGUE FRANCAISE
ET ITALIENNE !**

Commande à Ed. Programme et
Il Comunista

le prolétaire

N° 2016 - 307 - SF organe du parti communiste international
JULIET-AOÛT 1968 SEPTEMBRE 1968 N° 397

**La menace
de l'anti-fascisme
démocratique**

La menace de l'anti-fascisme démocratique est une menace réelle et grave. Elle se manifeste sous diverses formes: la déformation de l'histoire, la négation des crimes fascistes, la glorification des résistants, la promotion de la "gauche démocratique". Cette menace vise à diviser la classe ouvrière et à empêcher la prise de conscience de la nécessité d'une révolution sociale.

Dans ce numéro
Comment combattre le fascisme
PROBLÈMES POLITIQUES: MURPHY L'ÉCRIVAIN GARCERAN
INOUÏTES BOURGEOISES
MEETING MAI 68
SUR LA VOIE DE LA
REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE
POLOGNE: Du puissant
mouvement de 1980 à la chausse-trappe
démocratique de l'Union Nationale
Gare aux faussaires!
LES BARRAGES DANS LE TAIWAN DE FEN DE L'IMPÉRIALISME
SÉVERIN PLATTI, PROBLÈME DE CARTELISME AMÉRICAIN.

**LA QUESTION
OUVRIÈRE**

La question ouvrière est une question centrale de la révolution sociale. Elle concerne les conditions de travail, les salaires, les droits sociaux. La lutte ouvrière est une lutte de classe qui vise à transformer la société.

La menace de l'anti-fascisme démocratique est une menace réelle et grave. Elle se manifeste sous diverses formes: la déformation de l'histoire, la négation des crimes fascistes, la glorification des résistants, la promotion de la "gauche démocratique". Cette menace vise à diviser la classe ouvrière et à empêcher la prise de conscience de la nécessité d'une révolution sociale.

il comunista
organo del partito comunista internazionale

Programma di lavoro per il 1968 - 1969
Il Comunista
Programma di lavoro per il 1968 - 1969

**Riabilitazioni
democratiche**
Dopo le spregiate polemiche e dell'erroneità
del capitalismo in Russia,
una rivista della democrazia borghese

**E la Fiat
detta ancora legge...**
La lotta di classe
nella "autogestione"
jugoslava

**Dalla Francia
mitterrandiana**

DOVE VANNO LE BR?

La lotta di classe
nella "autogestione"
jugoslava

NELL'INTERNO
Il viaggio ungherese di papa Paolo
Aspettando il grande scontro della democrazia
ANTIRIFORMISMO DI CLASSE E CENSURA
Dalla Francia mitterrandiana
Messico e morte
Comunisti Perù
propaganda del capitalismo in USA
Cine: controllo della stampa
e la nuova Costituzione
Integri, integrali
L'ACQUA E LA SUA MEDICINA

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe

L'IMPERIALISME DES "ENRICHISSEURS" DU MARXISME

L'impérialisme est la phase extrême et ultime du capitalisme. Il n'y a pas un militant ou un intellectuel "de gauche" qui ne soit disposé à reprendre cette affirmation les yeux fermés, et la reprennent aussi des politiciens et des intellectuels liés à des courants ouvertement libéraux et bourgeois.

Contre la toute puissance de l'impérialisme U.S. se lèvent non seulement les nationaux-communistes, mais aussi les bourgeois défenseurs de leur propre impérialisme national quand ses intérêts sont brimés ici ou là par Washington. Contre la super-puissance moscovite on ne trouve pas seulement les démocrates et les prêtres, mais aussi, en particulier dans les pays soumis directement à l'impérialisme russe, les fractions bourgeoises les plus liées au développement de leur capitalisme national.

En réalité l'idée que l'impérialisme, la domination du monde par une petite poignée de grandes puissances, est une phase "extrême" du capitalisme a beaucoup plus de partisans que celle qui y voit la phase (ou stade de développement) **ultime** du capitalisme.

Dans le premier cas on sous-entend que cet "extrémisme" peut être corrigé au sein même du processus de développement du capitalisme, en combattant les excès, en contrôlant les exagérations, en dosant et en équilibrant les appétits des Etats ou des groupes capitalistes "individuels", grâce à un mécanisme d'intérêt commun pour le développement de toutes les nations - et donc du marché mondial - que la démocratie économique et politique, aidée évidemment par la conscience civique des pays avancés, devait élaborer.

A son époque le théoricien social-démocrate allemand Kautsky avait déjà formulé une théorie du "super-impérialisme" où une organisation étatique couvrirait le monde entier, englobant dans une espèce d'intégration de forces opposées, des puissances impérialistes autrefois séparées; ces puissances, à la suite d'un "saut qualitatif" favorisé par une victoire militaire d'un groupe impérialiste, arriverait à **dépasser** les contradictions qui avaient conduit à la guerre et garantiraient ainsi au monde une extension pacifique du progrès et de la civilisation.

Le second cas signifie que cette phase de la société capitaliste sera nécessairement suivie d'une série de phase différentes, d'une autre société dite "socialiste", où les exagérations, les contradictions et les déséquilibres de la phase impérialiste seront radicalement éliminés et ne pourront plus réapparaître. Lénine, avec Marx et Engels, démontre qu'après l'impérialisme il ne peut y avoir que le socialisme. Il faudra une interminable série de renégats pour qualifier le passage historique inévitable de la dictature de l'impérialisme à la dictature du prolétariat (selon le titre d'un puissant texte de Boukharine de 1917) par une ribambelle immonde de "découvertes", "d'interprétations" et "d'enrichissements".

Nous n'avons cessé de combattre dans notre travail de parti ces enrichisseurs, ces "marxistes-léninistes" de toute espèce qui, dans le sillage de la victoire de la contre-révolution, n'ont cessé d'infester le milieu prolétarien.

Il y eut le courant du "post-capitalisme" qui n'est pas encore le socialisme, comme un serpent en mue continuelle; le courant du socialisme fondé sur les particularités locales, sur les "traditions historiques et culturelles" ou "nationales"; le courant du socialisme "démocratique et populaire" sur la vague de la lutte anti-fasciste. Toutes ces positions existent encore, quoique avec une importance différente de ce qu'elles avaient hier.

Dans l'Occident "libre" et "avancé" ces courants se rattachaient à l'ingrédient essentiel que constitue le principe démocratique et à son mécanisme, ainsi qu'à la trouvaille des "voies nationales au socialisme" permettant toutes les interprétations possibles.

Le développement économique et social du capitalisme qui avait débouché sur une concentration économique et politique maximum du pouvoir bourgeois, synthétisée dans les méthodes fascistes du gouvernement, remet à l'ordre du jour les méthodes démocratiques comme moyen irremplaçable pour surmonter la crise de guerre et réamorcer de nouveau cycles d'accumulation avec un prolétariat pieds et poings liés - et tête soumise - à l'ordre bourgeois.

Dans l'Orient "arriéré" entraîné dans l'enfer de la guerre impérialiste et du marché mondial, secoué par les contradictions d'un capitalisme déjà présent mais encore peu développé, la tendance historique au développement économique accéléré réclamait la plus grande concentration des forces productives et des méthodes de gouvernement totalitaires. La "victoire sur le fascisme" ne permettait pas d'utiliser et de déclarer ouvertement les méthodes fascistes de gouvernement. La victoire de la contre-révolution stalinienne sur la Russie bolchévique et sur le mouvement communiste révolutionnaire international four-

nit la couverture politique et idéologique nécessaire. C'est ainsi que des superstructures absolument et exclusivement capitalistes purent se camoufler en "socialisme" ou "dictatures prolétariennes", des Républiques démocratiques populaires de l'Est européen jusqu'à la Chine et qu'un soit-disant "camp des pays socialistes" se forma en opposition au "camp des pays capitalistes". Qu'il s'agisse de pays retardataires éprouvés par la guerre (comme la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie ou la Pologne), de pays pleinement développés mais vaincus dans le partage de Yalta (Tchécoslovaquie, R.D.A.), ou de pays qui avaient à en finir avec le féodalisme (comme la Chine), tous étaient économiquement, socialement et politiquement capitalistes et bourgeois.

Les "enrichisseurs" du marxisme ont su depuis longtemps exploiter le retentissement de la victoire bolchévique d'Octobre 17 et de la période révolutionnaire, communiste et prolétarienne, ouverte en Europe par la guerre de 1914 (et en Russie par la guerre russo-japonaise de 1905) au cours de laquelle d'énormes masses prolétariennes se mirent en mouvement, tandis que dans les colonies et "semi-colonies" de gigantesques populations paysannes et plébéiennes voyaient dans les mots d'ordre et le programme du communisme la voie de leur émancipation. Ces "enrichisseurs", dont l'existence est le fruit de la contre-révolution, n'ont en réalité rien en commun avec le marxisme, ni avec Lénine, même et surtout quand ils présentent le "léninisme" comme le premier grand "enrichissement" de la théorie marxiste, qui légitimerait évidemment tous les autres.

LA VOIE REVOLUTIONNAIRE DES MARXISTES

Lénine ne s'est pas contenté de définir le dernier stade de développement capitaliste, l'**impérialisme**. Pas plus que Marx et Engels, il n'était mû par des prurits académiques d'analyse des détails des mécanismes économiques et sociaux. Le but était l'application précise de la théorie de la révolution prolétarienne à la période historique en cours, de combattre toute déviation et toute révision du marxisme, de renforcer théoriquement l'avant-garde du prolétariat, c'est-à-dire son parti de classe, de la préparer à la guerre de classe que l'aggravation des contradictions du capitalisme dans cette période mettait objectivement à l'ordre du jour.

La phase ultime du capitalisme, l'impérialisme, sera suivie historiquement de la **longue et non pacifique phase de la dictature du prolétariat** qui, après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique sous la direction du parti communiste, après la destruction de l'Etat bourgeois, qu'il soit démocratique ou autoritaire, aura la tâche d'organiser la vie économique, politique et sociale dans le sens de la transformation du mode de production capitaliste en mode de production socialiste. La **transition du capitalisme au socialisme** ne peut être réalisée selon le marxisme que par la dictature du prolétariat exercée par son parti de classe. En effet l'impérialisme (les grands

pays capitalistes qui dominent la planète) ne cèdera jamais spontanément le pouvoir et les armes. Au contraire, il décuplera ses forces, il fera taire ses contradictions internes, il s'alliera avec toutes les forces en opposition au pouvoir prolétarien et s'appuiera sur le fait historiquement inévitable que la transformation économique et sociale, même dans le pays ou le groupe de pays le plus développé, ne peut se faire du jour au lendemain.

La dictature du prolétariat, avec ses interventions despotiques sur les plans économique, politique et social, a besoin de la direction d'un parti révolutionnaire unique, puissant et homogène qui trace la voie de la révolution internationale, qui puisse rassembler et organiser les forces du prolétariat mondial contre le capitalisme.

La dictature du prolétariat est la première phase de la société future; elle est essentiellement **politique**, car son objectif principal n'est pas de "construire le socialisme" dans le ou les pays arrachés à la bourgeoisie; il est de mener à la victoire la guerre de classe et avant tout dans les grands pays capitalistes, dans les pays impérialistes où se trouvent les forces les plus puissantes de la contre-révolution en même temps que les fondements les plus développés et les plus mûrs pour la transformation socialiste.

Pour les marxistes révolutionnaires, l'anti-impérialisme ne peut se concevoir que dans le sens de **la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat**. Il n'existe pas d'autre conception qui ait sa place dans le programme des communistes.

LE DEVELOPPEMENT INEGAL DU CAPITALISME

Pour le marxisme, le développement inégal du capitalisme est une loi historique. Elle explique qu'il existe des pays arriérés qui présentent des formes économiques pré-capitalistes des pays retardataires où le capitalisme est cependant la forme dominante de l'économie, enfin des pays capitalistes développés jusqu'au stade ultime, impérialiste.

En considérant ce développement inégal le marxisme n'en conclut cependant pas à la nécessité d'élaborer des programmes (minimum ou maximum) différents selon que le pays soit ou non économiquement développé. Mais il ne tombe pas dans la position défaitiste qui se désintéresse des mouvements sociaux des pays arriérés sous le prétexte que là le prolétariat moderne ne constitue pas la majorité de la population laborieuse et qu'il n'a donc pas de tâche propre à accomplir.

Le marxisme a toujours une **vision internationale et historique** des conflits sociaux comme des conflits inter-étatiques et militaires, même quand ils semblent n'avoir qu'un rayon et qu'un intérêt local. Le marxisme est aussi une conception maté-

rialiste et dialectique de l'histoire qui lui permet de comprendre, d'expliquer et de prévoir le développement des rapports de force entre les classes, le développement des contradictions économiques et sociales, qui caractérisent l'économie et la société bourgeoise, ainsi que la voie que doit suivre historiquement le prolétariat pour s'émanciper, et émanciper l'espèce humaine, du capitalisme et de toute société de classes.

Cette voie historique est **unique**. A l'époque du capitalisme développé, à l'époque où le mode de production dominant dans le monde entier est le capitalisme - même si continuent à exister de vastes zones où celui-ci est peu développé, voire où il n'est pas vraiment implanté - le programme communiste est donné par des revendications politiques majeures du prolétariat: organisation en classe, donc **en parti**, organisation en classe dominante, donc **en dictature de classe**, c'est-à-dire conquête révolutionnaire du pouvoir dans les pays où le mouvement prolétarien est mûr pour la révolution **même quand** l'infrastructure économique et sociale est peu développée (cas de la Russie bolchévique), guerre de classe pour maintenir ce pouvoir politique et pour "exporter" la révolution, interventions despotiques dans l'infrastructure économique et sociale des Etats de dictature prolétarienne **en fonction de la victoire révolutionnaire internationale** qui est la condition pour la transformation économique et donc sociale du capitalisme au socialisme puis au plein communisme.

Cette voie historique, ce programme révolutionnaire décrivent tout le chemin que doit parcourir le prolétariat - et les classes opprimées par le capitalisme - pour arriver à la révolution sociale. Le bolchévisme en a fait la démonstration pratique en Russie et il nous l'explique par la bouche de Lénine:

"La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations sous-développées, retardataires et opprimées.

Pourquoi? Parce que le capitalisme se développe de façon inégale, et que la réalité nous montre, à côté des nations capitalistes hautement évoluées, toute une série de nations très faiblement et pas du tout développées au point de vue économique" (1).

Ensuite, Lénine précise qu'en parlant de "mouvement démocratique et révolutionnaire", il entend parler de mouvements de lutte armée, de mouvements insurrectionnels contre les classes réactionnaires et contre l'oppression coloniale des pays impérialistes. Et dans les thèses sur la question nationale et coloniale de l'Internationale Communiste en 1920, rédigées par sa main et exposées par lui-même à Moscou et par Zinoviev quelques mois après à Bakou, il insiste sur le concept d'appui aux insurrections armées et non aux blocs avec la bourgeoisie nationale et avec ses partis. On établit ainsi de ne pas parler des mouvements **démocratiques bourgeois**, mais de mouvements **nationalistes insurrectionnels**, parce que l'I.C. ne peut admettre d'alliance avec les classes bourgeoises, mais seulement avec les mouvements qui se placent sur le terrain de l'insurrection armée.

Pour Lénine comme pour tout les marxistes véritables, la phase impérialiste n'élimine ni l'existence de toute une série de pays non évolués, arriérés et de nations opprimées, ni l'action de toute une série de mouvements démocratiques révolutionnaires par exemple de libération nationale. En effet s'il domine le monde, l'impérialisme n'a pas pour autant résolu tous les problèmes du développement économique et social; il a en fait contrecarré ce développement par le maintien de sa domination totalitaire et à cause des contradictions qui opposent les divers impérialismes dans leur concurrence effrénée sur le marché mondial. Lénine rapelle que:

"La révolution sociale ne peut être l'action unie des prolétaires de tous les pays pour la raison bien simple que la majorité des pays et de la population du globe n'en sont même pas encore au stade du capitalisme ou ne se trouvent qu'au début de ce stade".

Nous sommes alors en 1916; 72 ans plus tard le paysage mondial a changé.

En plus de la Russie, tout l'Extrême-Orient et une bonne partie de l'Afrique ont été secoués de révolutions et de mouvements de libération nationale qui ont conduit à la formation d'Etats et de marchés nationaux s'insérant dans un processus irréversible de développement capitaliste. Un jeune et nombreux prolétariat s'est formé dans l'immense Chine, dans le Sud-Est asiatique, en Inde, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et du Sud... Beaucoup de ces pays sont passés d'une économie pré-capitaliste tribale au début du développement capitaliste; certains sont au stade d'un capitalisme retardataire, déséquilibré, associant des caractères de capitalisme développé (banques) à des caractères de capitalisme en développement (industries minières, pétrolières) à des caractères arriérés (surtout dans l'agriculture, la production artisanale, le bazar). Un au moins - la Russie - quoique moins développé que les USA est devenu pleinement **impérialiste**. D'autres, comme la Chine ou le petit Vietnam, en dépit de leur arriération économique tendent à développer dans leur aire au moins une politique impérialiste.

Le cadre international a profondément changé, mais pas au point de faire perdre sa valeur à l'indication de Lénine. Le développement inégal reste une caractéristique essentielle du capitalisme qui ne disparaît pas même quand le niveau général du développement s'est accru.

A propos des thèses de la gauche de Zimmerwald sur la question nationale et coloniale, Lénine écrit:

"Dans nos thèses, il est dit qu'il faut distinguer, pour être concret, au moins trois types différents de pays dans la question de la libre disposition (autodétermination, NDLR) (...) Le premier type, ce sont les pays avancés de l'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique), où le mouvement national appartient au passé. Le second type, c'est l'Europe de l'Est où il appartient au présent. Le troisième, ce sont les semi-colonies et les colonies où il appartient, dans une large mesure, à l'avenir."

Plus loin, en définissant les tâches des communistes dans les diverses situations, selon la même analyse historique, il précise:

"Seuls les pays avancés d'Occident et d'Amérique du Nord sont mûrs pour le socialisme (...) Le socialisme sera réalisé (attention au verbe: il signifie mené à bonne fin, accompli, sur les plans économique et social, NDLR) par l'action unie des prolétaires non de tous les pays, mais d'une minorité de pays, parvenus au stade de développement du capitalisme avancé (donc impérialiste, NDLR)".

Il en va autrement dans les pays non développés, dans les pays que nous avons classés (au § 6 de nos thèses) dans les deuxième et troisième rubriques, c'est-à-dire dans tout l'Est de l'Europe et dans toutes les colonies et semi-colonies. Là existent encore, en règle générale, des nations opprimées et non développées du point de vue capitaliste. Dans ces nations, il existe encore objectivement des tâches nationales d'ensemble, plus précisément des tâches démocratiques, consistant à renverser le joug d'une nation étrangère".

Aujourd'hui, le cycle des luttes anti-coloniales et de libération nationale, initié avec les bouleversements de la deuxième guerre mondiale et qui a connu son maximum au tournant des années 50 et 60, a de façon générale épuisé ses potentialités progressives. Le réveil de l'Asie a profondément influencé le lent mais irrésistible réveil de l'Afrique. La distinction que faisait alors Lénine entre les différents types de pays ne s'applique plus. Par exemple dans tout l'Orient européen (rubrique 2) le progrès capitaliste sur la société féodale est désormais un fait accompli; et ceci vaut en grande partie pour nombre de pays de l'aire nord-africaine (comme l'Egypte, l'Algérie), moyen-orientale (voir par exemple l'Iran ou Israël) et asiatique. Mais il existe cependant encore beaucoup de pays complètement dominés par l'impérialisme, selon une formule raffinée de colonialisme qui s'accomplit par l'intermédiaire du capital financier et du contrôle du marché international des matières premières. Enfin il est indéniable que subsiste encore dans quelques pays le problème de la libération nationale contre une oppression étrangère (par exemple en Namibie ou en Nouvelle-Calédonie), le problème de l'auto-détermination, du "droit à la libre disposition", comme en Erythrée ou au Sahara Occidental.

CE QUI RESTÉ VALABLE DANS L'INDICATION DE LENINE

Première thèse: seule l'action unitaire des prolétaires des pays avancés peut conduire à la réalisation du socialisme car les bases économiques y sont tout à fait présentes.

Deuxième thèse: les tâches économiques et politiques des pays arriérés (2) (capitalisme arriéré ou pré-capitalisme) se présentent objectivement comme des tâches nationales, démocratiques, en raison de l'insuffisance du développement des bases économiques et sociales. En conclusion, quand on réalise des

tâches nationales et démocratiques, on ne réalise pas le socialisme, mais le capitalisme. Une autre question est la nature du pouvoir politique qui réalise ces tâches.

Le socialisme ne peut être réalisé que par le prolétariat des pays avancés, c'est-à-dire par la dictature du prolétariat dirigée par le parti de classe.

Le capitalisme peut être réalisé, développé et implanté, dans les pays non développés évidemment, par la bourgeoisie nationale, mais aussi par le prolétariat qui a conquis le pouvoir politique: cela a été le cas en Russie, comme Lénine n'a jamais cessé de le répéter jusqu'à sa mort.

La différence fondamentale est alors dans quel sens est utilisé le développement économique et social et le pouvoir d'Etat. Si l'objectif est seulement le développement et le renforcement du capitalisme national, alors on peut conclure à la nature bourgeoise des forces qui dirigent l'Etat. Si l'objectif est le développement et l'extension de la révolution mondiale, alors nous avons véritablement une direction prolétarienne et communiste.

Ce fut le cas pour la Russie bolchévique des premières années du pouvoir révolutionnaire et de la guerre civile déchâinée par l'impérialisme allié aux forces réactionnaires russes.

Ce fut l'inverse pour la Russie stalinisée, intéressée, sous la formule du "socialisme dans un seul pays", au développement et au renforcement du capitalisme national.

Pour ce qui est des pays où le problème du développement capitaliste par rapport au féodalisme et le problème de la libération de l'oppression étrangère, de l'organisation d'un Etat national se posent encore, la position marxiste authentique, celle qui sera systématisée dans les thèses de l'Internationale Communiste est exprimée ainsi par Lénine:

"Si nous revendiquons la liberté de séparation pour les Mongols, pour les Persans, les Egyptiens et pour toutes les nations opprimées sans exception, ce n'est nullement parce que nous sommes pour leur séparation, mais seulement parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion libres, de plein gré, et non sous la contrainte. Uniquement pour cela!"

Le programme révolutionnaire du prolétariat ne peut se borner à la revendication nationale, à la revendication démocratique. Au contraire, comme l'objectif est le renversement du pouvoir bourgeois et de l'oppression des masses laborieuses du monde, il lance aux opprimés la perspective de l'union avec le prolétariat révolutionnaire.

"Si nous exigeons de nos gouvernements qu'ils évacuent les colonies - c'est-à-dire, pour ne pas user d'un slogan d'agitation, mais d'une expression politique précise, qu'ils accordent aux colonies la liberté complète de séparation, le droit effectif à la libre disposition - si nous entendons réaliser nous-mêmes à coup sûr ce droit et accorder cette liberté dès que nous aurons conquis le pouvoir, précisons que nous l'exigeons du gouvernement actuel et que nous le ferons quand nous serons nous-même le gouvernement nullement pour "recommander" la séparation, mais

au contraire pour faciliter et accélérer le rapprochement et la fusion démocratique des nations".

Notre perspective **n'est pas** la séparation des nations, des peuples, l'éternisation des Etats nationaux. Parce que nous sommes partisans de l'unité et de la fusion démocratique - c'est-à-dire sans coercition ou oppression coloniales ou impérialistes - des nations, nous luttons contre toutes les oppressions nationales sans exception; et nous pouvons démontrer après la prise du pouvoir en traduisant dans les faits la liberté de séparation, que nous ne cherchons pas à imposer une nouvelle oppression. Lénine explique:

"Nous déploierons tous nos efforts pour nous rapprocher des Mongols, des Persans, des Indiens; des Egyptiens et et fusionner avec eux; nous considérons qu'il est de notre devoir et de notre intérêt de le faire, sinon le socialisme sera fragile en Europe".

Il est de l'intérêt de la révolution prolétarienne, du pouvoir prolétarien conquis dans les pays développés - alors concentrés surtout en Europe - que les mouvements anti-coloniaux et de libération nationale s'unissent à la lutte révolutionnaire du prolétariat; **ce qui ne signifie pas une fusion des programmes mais une fusion des luttes contre les ennemis communs**, la bourgeoisie impérialiste et les classes réactionnaires. Pourquoi le socialisme, c'est-à-dire le pouvoir prolétarien serait-il instable si cette union ne se réalisait pas?

Parce que les pays impérialistes non encore touchés par la révolution utiliseraient contre lui non seulement leur propre force, mais aussi celles des classes réactionnaires et bourgeoises des nations opprimées, qui comprenaient l'immense majorité de la population de la planète à l'époque où écrit Lénine.

"Nous avons toujours été, nous sommes et serons toujours pour le rapprochement le plus étroit et la fusion des ouvriers conscients des pays avancés avec les ouvriers, les paysans, les esclaves de tous les pays opprimés. Nous avons toujours conseillé et nous conseillerons toujours à toutes les classes opprimées, y compris des colonies, de ne pas se séparer de nous, mais de se rapprocher de nous en vue de la fusion la plus étroite possible".

Cette perspective fut celle de l'Internationale non encore stalinisée envers les peuples non blancs et opprimés du monde entier et elle reste totalement valable aujourd'hui, par delà les gigantesques modifications dans le degré d'évolution économique et sociale des différents pays.

CE QUI DISTINGUE LES VERITABLES MARXISTES

La ligne de démarcation entre véritables et pseudo-marxistes passe à travers quelques points fondamentaux. Les marxistes révolutionnaires poussent à la lutte de classe prolétarienne

jusqu'à la dictature du prolétariat, à la guerre révolutionnaire internationale, inévitables pour la réalisation du socialisme. Les faux marxistes se limitent à la lutte entre les classes et prétendent réaliser le socialisme de manière graduelle, pacifique, démocratique, pluraliste et nationale. La seule guerre qu'ils peuvent accepter est la guerre bourgeoise et impérialiste, camouflée bien sûr derrière la "défense contre l'agression".

Pour les marxistes, la révolution sociale est un mouvement de transformation radicale à l'échelle mondiale qui nécessite la défaite de la résistance bourgeoise organisée pour défendre sa domination autour des grandes concentrations impérialistes et contre-révolutionnaires dont les U.S.A sont aujourd'hui le chef de file. La conquête du pouvoir politique passe par le renversement révolutionnaire de l'ordre bourgeois; elle est indispensable au moins dans un certain nombre de grands pays impérialistes pour que puisse être commencée la transformation économique.

Les pseudo-marxistes soutiennent qu'il est possible de commencer la transformation économique morceau par morceau, usine par usine, par la démonstration dans les faits que les ouvriers savent "gérer" directement la production et l'économie d'entreprise, et indépendamment du pouvoir politique central qu'ils prétendent "conquérir" lui aussi petit à petit, député ou municipalité par municipalité.

Le programme des marxistes contient des indications pour toute la période qui va depuis l'apparition de la lutte de classe moderne et la formation du parti communiste (1848) et pour toute la planète car le mode de production capitaliste est mondial et le socialisme sera universel. Connaissant le développement inégal du capitalisme et sa phase ultime, le marxisme centre son action sur le coeur du capitalisme, les pays "avancés" impérialistes; mais il appuie les mouvements insurrectionnels de nationalistes contre l'oppression étrangère et agit en même temps pour que se crée aussi dans les pays "arriérés" les conditions d'un lien étroit - la "fusion" de Lénine - entre les **ouvriers conscients des pays impérialistes et les ouvriers, paysans et esclaves des pays opprimés.**

Les faux marxistes, qui ont réduit en pièces le programme communiste, suivent la voie des programmes minimums et des programmes maximums. L'histoire a montré que cela aboutit à ne pas dépasser les programmes minimums, démocratiques et nationaux.

Dans les pays développés cela revient à passer dans le camp adverse, le camp de la conservation sociale bourgeoise. Dans les pays non développés cette voie conduit à reprendre dans le meilleur des cas le programme bourgeois révolutionnaire qu'ils cherchent à faire passer pour socialiste.

Les faux marxistes des pays avancés, riches et puissants ne tiennent guère à se lier et encore moins à fusionner avec les ouvriers et les opprimés des pays moins développés. Au mieux ils se contentent de condamner les "excès" barbares dont se rendent coupables certains Etats dans la défense de l'ordre et du pouvoir bourgeois (comme Israël ou l'Afrique du Sud). Ou bien ils se répandent en lamentations impuissantes sur la démocratisation ou les "droits de l'homme". Pour les faux marxistes l'important n'est pas que se constitue un lien solide

entre les prolétaires de tous les pays contre le capitalisme, mais que chaque prolétariat et surtout chaque peuple, trouve "avec ses propres forces" et dans ses propres traditions la voie du développement et du progrès capitaliste.

Les marxistes mettent au premier plan l'organisation du prolétariat en classe, donc en **parti**, et la lutte **anti-capitaliste** permanente. Comme l'impérialisme est un stade du capitalisme, pour les marxistes révolutionnaires il ne peut y avoir d'anti-impérialisme conséquent en dehors de la lutte anti-capitaliste. Lénine rappelle que:

"L'impérialisme est notre ennemi tout aussi "mortel" que le capitalisme. C'est juste. Toutefois aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré-monopoliste". Et il en déduit: "nous n'avons pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre le capitalisme et l'impérialisme."

Utilisation magistrale de la dialectique: le cadre est toujours historique et international; par rapport au féodalisme, le capitalisme est **progressif** et l'impérialisme lui-même l'est par rapport au capitalisme pré-monopoliste.

Dans la Russie arriérée, le prolétariat qui mène sa lutte contre la bourgeoisie et contre l'aristocratie, et qui dirige la lutte des masses paysannes se trouve à cheval sur deux époques: celle du mode de production asiatique et féodal qui se meurt, entraînant dans sa tombe la classe réactionnaire qui le représente; et celle du mode de production capitaliste, destiné à se développer et à développer avec lui tant la classe bourgeoise que la classe ouvrière. L'impérialisme est l'ennemi du prolétariat, avec une force bien supérieure à celle de l'aristocratie tsariste. Mais jamais le prolétariat ne soutien, par exemple dans la guerre, l'aristocratie contre l'impérialisme. Guidé par son parti révolutionnaire, il se bat sur **deux fronts, contre l'insurrection des classes réactionnaires et contre l'impérialisme qui n'est autre que le capitalisme à sa puissance maximum.**

La tâche du prolétariat révolutionnaire dans les pays non développés ne se règle pas sur le passage, indéniablement progressiste, du féodalisme au capitalisme. Elle va bien au-delà, vers l'instauration du socialisme. Etre contre l'impérialisme est donc pour les marxistes, être contre le capitalisme comme mode de production et comme superstructure politique correspondante.

Seuls les socialistes réactionnaires et petits-bourgeois, déjà fustigés par Marx, peuvent rêver de faire revenir en arrière la roue de l'histoire sous prétexte que l'ancienne société ne connaissait pas les horreurs de l'accumulation primitive du capitalisme avec la spoliation d'entières communautés paysannes ou de population entières.

COMMENT SE POSE AUJOURD'HUI LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

Quand Lénine affirme qu'on ne peut pas soutenir n'importe qu'elle lutte contre l'impérialisme, il ne tombe ni dans le pacifisme, ni dans une forme voilée de soutien à une bourgeoisie ou un bloc impérialiste. L'objectif est toujours la lutte prolétarienne anti-capitaliste, en tenant compte du développement inégal du capitalisme. Nous ne soutenons pas les classes réactionnaires, féodales, contre le capitalisme et l'impérialisme. Partisans de la lutte révolutionnaire du prolétariat, nous sommes pour le progrès historique, incarné au suprême degré par la classe ouvrière. Nous ne sommes pas indifférentiste; il nous faut donc tenir compte des diversités de situations des pays dans lesquels se déroule la lutte des classes. Dans les pays où existe encore le problème de la lutte armée de libération nationale ou de la constitution de nationalités opprimées en Etats nationaux, les marxistes cherchent toujours à faire en sorte que cette lutte armée soit la plus radicale possible et élimine au maximum les scories de l'ancienne société qui font obstacle au développement de la nouvelle société, même si cette société ne peut être que bourgeoise, en l'absence d'une victoire de la révolution socialiste dans les pays développés et d'une liaison étroite avec celle-ci.

Dans la mesure où la lutte anti-impérialiste, contre l'oppression étrangère, dans les pays non développés se déroule dans une période où n'existe pas encore de puissant **pôle prolétarien** capable d'attirer dans son orbite les forces révolutionnaires de ces pays; où n'existe pas une forte organisation communiste internationale qui puisse rassembler et orienter les forces des classes ouvrières de ces pays; où n'a pas pu encore se solidifier une expérience de lutte prolétarienne anti-capitaliste en particulier dans les pays développés, la lutte des masses opprimées des colonies ou semi-colonies est inévitablement catalysée et orientée par des forces bourgeoises, même quand existe une classe ouvrière combative. L'influence de ces forces bourgeoises est d'autre part souvent renforcée par le soutien qu'elles trouvent auprès d'Etat bourgeois rivaux de l'impérialisme combattu.

C'est pourquoi la position marxiste authentique ne peut jamais être: pour ou contre l'OLP, pour ou contre l'ANC; ou du type: pour ou contre la constitution d'un Etat national kurde, pour ou contre la constitution d'un Etat national palestinien.

Les marxistes défendent une solution prolétarienne, communiste, à la question nationale. Ils sont partisans de la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir dans le ou les pays où se déroule la lutte. De la même façon que Lénine, ils ne soutiennent pas tel ou tel parti bourgeois, mais le droit à l'autodétermination des nations opprimées - composées en majorité de masses laborieuses et exploitées - exactement de la même façon qu'ils soutiennent la lutte révolutionnaire anti-capitaliste sous n'importe quel régime sans exception.

Pour mieux nous faire comprendre, prenons un exemple concret.

Les palestiniens ont droit à leur autodétermination, à leur constitution en Etat national; et c'est l'absence de lutte révolutionnaire dans les pays impérialistes, l'absence de l'Internationale communiste qui a empêché toute perspective communiste prolétarienne à leur lutte dans toute la période de guerre civile que connaissent les masses palestiniennes depuis 1948: c'est-à-dire toute perspective de prise du pouvoir par le prolétariat en Palestine et dans les pays voisins qui traduirait en actes le droit à l'autodétermination, **sans pour autant cesser un seul instant** la lutte acharnée contre les forces contre-révolutionnaires, bourgeoises et réactionnaires déchaînées avec l'appui de l'impérialisme contre le bastion révolutionnaire.

Le fait que la voix des marxistes révolutionnaires ne soit pas aujourd'hui entendue par les travailleurs des pays sous-développés, ni par ceux des pays développés, ne peut modifier en rien notre ligne: reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et de son droit à la constitution d'un Etat national; lutte du prolétariat palestinien contre sa propre bourgeoisie qui trahit et trahira les aspirations à l'émancipation des masses laborieuses et qui n'attend que son Etat pour pouvoir mieux les exploiter. A ce moment la lutte des classes pourra se développer plus clairement car le terrain sera déblayé des résidus de la "question nationale".

Il ne faut pas fermer les yeux devant la réalité. Les groupes révolutionnaires qui existent à l'échelle internationale ne peuvent se développer en adoptant la position abstraite et indifférentiste dans la pratique de ceux qui mettent en avant l'unité d'action des prolétariats juif et palestinien comme condition de la "véritable" lutte révolutionnaire. C'est en effet faire abstraction du **privilège juif** dont jouit en Israël le prolétariat juif par rapport au prolétariat arabe, qui le lie à sa propre bourgeoisie, qu'il défend en défendant l'Etat sioniste et qui est donc un obstacle à la lutte commune des prolétaires juifs et arabes.

Conseiller au prolétariat palestinien de ne pas lutter pour l'autodétermination et l'émancipation nationale contre l'oppression israélienne (à laquelle contribue la répression des Etats arabes voisins) et d'attendre que le prolétariat hébreu rompe avec le privilège juif afin de "lutter ensemble pour la révolution socialiste au Moyen-Orient" ou, ce qui revient au même, lui conseiller de se démarquer des revendications "bourgeoises" anti-sionistes des masses populaires pour "ne pas heurter" les travailleurs juifs et "faciliter" leur rupture avec la bourgeoisie en avançant des revendications "exclusivement socialistes" et prolétariennes revient en fait, malgré toutes les proclamations, à capituler devant l'ordre établi et à faire le jeu de l'impérialisme et de toutes les bourgeoisies de la région. La seule conséquence de ce type de "conseils" serait d'**affaiblir** la lutte anti-coloniale et de libération nationale réelle en la privant de sa force la plus combative et la plus radicale, en la condamnant à rester définitivement dirigée par la bourgeoisie sans faire avancer d'un pas la lutte socialiste. Ce n'est pas en renonçant à lutter contre l'oppression nationale qu'il serait possible de convaincre les prolétaires juifs de renoncer à tirer des avantages de cette oppression.

Mais le prolétariat palestinien ne peut pas ne pas lutter

contre cette oppression; il ne peut pas ne pas soutenir la revendication nationale. Il ne peut pas non plus ne pas lutter pour ses propres revendications immédiates de classe: salaire, temps de travail, droit d'organisation politique et syndicale, droit de circulation de ses représentants, de ses journaux, de son argent, etc. Beaucoup de ces revendications touchent aussi d'autres classes et font partie des "droits démocratiques". Le prolétariat peut-il renoncer à lutter pour ces droits, même si, parce que la classe ouvrière internationale n'a pas encore la force d'initier la lutte pour le communisme, ces droits sont accordés et "garantis" par un Etat bourgeois?

Les circonstances historiques ont conduit à la tête de la "Résistance" palestinienne des partis démocratiques et nationaux, modérés ou radicaux, mais tous bourgeois qui sont réunis dans l'OLP. Il ne pouvait en être autrement.

S'il est extraordinairement difficile au vaste prolétariat des pays impérialistes de se remettre de la contre-révolution et d'échapper à la collaboration de classes qui en a été la conséquence, il est tout aussi difficile au jeune et inexpérimenté prolétariat des pays peu développés, des colonies et des semi-colonies, de découvrir la voie révolutionnaire, dans une situation encombrée de tous les résidus du passé non éliminés par l'impérialisme ou la bourgeoisie indigène (ou dans d'autres cas, avec le facteur négatif de l'inertie historique de luttes anti-coloniales menées sous l'étroite dépendance de forces bourgeoises).

Le prolétariat palestinien (et celui d'Afrique ou d'ailleurs) devrait-il attendre que le prolétariat bien nourri des pays impérialistes se décide à rompre avec sa bourgeoisie et lui montre la voie, avant de chercher à conquérir des améliorations même limitées de son sort?

Les prolétaires et la grande majorité de la population palestinienne subissent une colonisation et une oppression particulière: ils ne sont pas opprimés seulement sur les "territoires palestiniens" (à Gaza, en Cis-Jordanie ou en Israël), mais aussi dans les pays arabes voisins où ils ont été dispersés et où ils mènent la vie précaire des camps de réfugiés. Cela n'a pas fait disparaître, mais cela renforce au contraire les aspirations nationales. Lénine déclare carrément que **"les européens oublient même que les peuples coloniaux soient des nations, mais tolérer cet "oubli", signifie tolérer le chauvinisme"**.

Et c'est dans le chauvinisme que tombent, en dépit des déclarations d'internationalisme prolétarien les plus bruyantes, tous ceux qui nient la réalité historique qu'ils ont sous leur nez.

EN GUISE DE CONCLUSION

Nous sommes pour l'unité et la fusion des prolétaires conscients des pays développés avec les prolétaires et les opprimés - **non** avec les bourgeoisies et les classes réactionnaires - des pays non développés et des colonies, nous, prolétaires des pays impérialistes qui exploitent, oppriment et répriment les masses des pays plus faibles.

Il nous faut, **avant tout**, démontrer dans notre programme, dans nos revendications, et dans notre action pratique une **opposition nette** avec "notre" bourgeoisie. C'est pourquoi nous revendiquons que notre bourgeoisie reconnaisse le droit à l'autodétermination des peuples coloniaux et des nations opprimées. Et cette revendication ne peut s'exprimer que par la lutte anti-capitaliste, en droite ligne avec la lutte immédiate pour les libertés politiques et syndicales, pour le salaire, l'organisation ouvrière, contre les discriminations envers les travailleurs immigrés, pour l'égalité des droits, etc.

Si le prolétariat des pays développés n'est pas capable de lutter pour ses intérêts immédiats, indépendamment de sa propre bourgeoisie, il ne sera pas non plus capable de lutter pour ses intérêts historiques et révolutionnaires de classe. Il restera prisonnier du chauvinisme, du racisme, de la collaboration de classe et il ne pourra être d'aucune aide ni à sa propre lutte d'émancipation ni à la lutte des exploités et des opprimés des pays développés.

Il revient aux communistes révolutionnaires des pays impérialistes de défendre l'orientation léguée par les générations révolutionnaires précédentes qui fût gravée pour les prolétaires du monde entier par les premières années de l'Internationale Communiste. Cette orientation n'a pas "oublié" la question nationale, mais y répond pour toute la période qui va jusqu'au prochain cycle de la révolution prolétarienne.

Il revient aux communistes révolutionnaires des pays impérialistes d'assimiler, de défendre et de propager le programme communiste invariant et d'agir en cohérence absolue avec lui dans la pratique quotidienne, en contribuant à la réorganisation de classe du prolétariat pour la lutte immédiate et à la reconstitution du parti de classe, organe indispensable à l'issue révolutionnaire de la lutte de classe. Mais cette activité ne doit jamais être séparée du mouvement historique des forces sociales et de la dynamique de la lutte entre les classes qui l'expriment.

Les mouvements de libération nationale des pays coloniaux et les mouvements démocratiques révolutionnaires des nations opprimées sont objectivement inscrits dans le processus historique du développement des forces productives dans le monde. Ils ont pu être et sont encore dirigés dans la majorité des cas par des partis bourgeois qui ne sont pas à la hauteur des tâches de progrès social (sur le plan économique en relation avec le progrès technique et productif, sur le plan social par rapport au niveau de vie des masses prolétaires et paysannes, sur le plan politique par rapport à la participation des grandes masses à la vie et à la lutte politique), et de la radicalité dont ils sont porteurs. Effrayés par ces potentialités radicales, ces partis, après une brève phase d'attitude "révolutionnaire", passent à un programme et à une politique de compromis qui lèsent les masses en lutte.

C'est là une conséquence de la situation de permanence encore actuelle de la contre-révolution.

Nous disons donc aux palestiniens, aux masses déshéritées

et aux prolétaires que nous soutenons, sans condition, leur droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant. Avec Lénine, nous disons que le parti communiste révolutionnaire - après avoir conquis le pouvoir politique dans la région - **traduirait ce droit en acte**, sans aucune exception, cela vaudrait aussi pour les masses juives si leurs aspirations allaient dans ce sens. Mais nous disons aussi que l'objectif de la révolution prolétarienne n'est pas de séparer les palestiniens des juifs, les druzes du reste des libanais ou les kurdes des turcs, des irakiens et des iraniens. L'objectif de la révolution prolétarienne est l'**union des prolétaires de tous les pays**, de **toutes** les nationalités, ou comme le dit Lénine, des ouvriers conscients des pays les plus avancés avec les ouvriers, les paysans, les esclaves de tous les pays opprimés.

C'est pourquoi nous disons aux prolétaires palestiniens que l'obtention d'une patrie palestinienne, d'un Etat indépendant, ne les préserve pas de l'exploitation capitaliste, parce que **les intérêts de classe** de la bourgeoisie palestinienne sont pareils à ceux de n'importe quelle autre bourgeoisie nationale.

Nous disons aux prolétaires palestiniens que le vrai progrès historique réside dans le développement de la **lutte de classe**, de la lutte du prolétariat palestinien non seulement contre la bourgeoisie "étrangère" qui l'opprime - qu'elle soit israélienne, syrienne, jordanienne, libanaise, tunisienne ou autre - mais aussi contre cette même bourgeoisie palestinienne qui défend et affirme au mieux ses propres intérêts de classe dans un Etat national, dans la "patrie" palestinienne.

Nous disons que le vrai progrès historique **n'est pas** la séparation en nationalité diverses, mais la **fusion des luttes** des prolétaires de toutes nationalités, dans l'unité de classe entre les prolétaires de tous les pays.

C'est la seule perspective - cette unité - qui puisse faire levier à l'émancipation de toutes les oppressions et de toutes les formes d'exploitation bourgeoise. **Les prolétaires n'ont pas de patrie**, déclare avec force le marxisme, et le tourment de leur vie de salariés, de chômeurs, d'exclus démontre que seuls les bourgeois ont une patrie, un territoire dans lequel ils puissent développer un marché national, exploiter avant tout son "propre" prolétariat, un territoire délimité de frontières, réglé par les lois du capital et doté d'une police, d'une armée, de prisons et de casernes.

Il y a des situations historiques dans lesquelles la bourgeoisie nationale n'a pas encore conquis sa propre patrie, ou en a été privée par une bourgeoisie nationale rivale plus forte. Dans le cas des palestiniens il est arrivé que la bourgeoisie juive, appuyée par les plus puissants impérialismes du monde, et à leur service, a réussi à s'emparer du territoire et du pouvoir, qui étaient pour la plus grande part arabo-palestiniens, et à fonder Israël.

La lutte armée tenace du prolétariat et des masses paysannes contre Israël a constitué et constitue toujours, la base pour la défense des revendications nationales de la bourgeoisie palestinienne, et tant que cette lutte ne sera pas dirigée et organisée

par les communistes révolutionnaires et orientée vers la chute du pouvoir bourgeois israélien et des pouvoirs bourgeois arabes de toute cette région, elle sera nécessairement dirigée, organisée, limitée et trahie par la bourgeoisie palestinienne. Aujourd'hui il n'existe malheureusement pas d'alternative réelle.

Seul le prolétariat conscient, communiste, organisé internationalement, appuyé sur un mouvement de classe effectif, peut fournir une direction alternative. Cette alternative existait à l'époque de l'Internationale de Lénine, avant d'être détruite par la contre-révolution bourgeoise, mais elle reste un objectif fondamental pour les communistes, parce que nous savons qu'en l'absence du guide révolutionnaire qu'est le parti de classe, aucun mouvement, aucune révolution ne pourra réaliser effectivement les tâches de progrès historique que le mouvement des classes et l'histoire ont mis à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, la tâche principale des prolétaires conscients de tous les pays, mais surtout des pays développés, est de travailler à la formation de cette alternative organisée et internationale, à la formation du parti de classe du prolétariat mondial, dont les bases théoriques ont été fixées dans les années 20 par l'Internationale Communiste et ont été défendues ensuite contre les dégénérescences et les déviations de tout type par la poignée de militants de la Gauche communiste.

Et cette tâche ne peut être entreprise en dehors du contact avec la classe ouvrière, ses luttes et ses problèmes de classe; elle ne peut être réalisée par une répétition abstraite et littéraire des "grandes thèses" et des grandes phrases révolutionnaires; elle ne peut avoir de résultat en courant après les "nouvelles situations", les "nouvelles" classes, en élaborant de "nouvelles" théories. Elle ne peut réussir sans un effort continu, permanent et tenace pour s'insérer dans la vie sociale du prolétariat, pour y importer la théorie marxiste et pour repérer, identifier les lignes de fractures entre le mouvement de classe et les intérêts bourgeois.

En faisant le bilan des révolutions, mais surtout des contre-révolution, la Gauche communiste d'Italie a pu travailler à l'oeuvre gigantesque de restauration théorique après Lénine, dans l'effort même de formation du Parti Communiste International dans lequel Amadeo Bordiga était au plus haut degré la représentation vivante de la continuité historique. Et c'est sur cette ligne, sur ce même fil du temps que nous travaillons aujourd'hui.

La question nationale et coloniale, la question de "l'anti-impérialisme" prolétarien et bourgeois ont toujours été des questions épineuses et ardues, comme le démontre toute l'oeuvre de Lénine, de l'Internationale Communiste et de la Gauche communiste elle-même. Et nous sommes convaincus que dans les pays impérialistes l'obstacle majeur rencontré par les révolutionnaires est le **chauvinisme**, cette forme moderne de participation au privilège bourgeois et aux avantages économiques que l'impérialisme abandonne aux prolétaires pour les rendre solidaires de l'exploitation des prolétaires et des masses déshéritées des nations opprimées.

(1) Cf Lénine, "Une caricature du marxisme et à propos de "l'Economisme Impérialiste", oct. 1916. Oeuvres, tome 23, p.27. Toutes les citations qui suivent sont tirées du même texte.

(2) Dans l'acception marxiste le terme de "pays arriérés" ne comporte rien de péjoratif quant au jugement que l'on porte sur les masses prolétarisées et plébéiennes qui y vivent. Pour le bourgeois des grandes nations impérialistes, il est évident que du point de vue de sa position dominante et de sa responsabilité directe dans cette arriération, ces masses représentent une sous-catégorie humaine, bonne seulement à subir son exploitation, son oppression et à supporter sa misérable charité. En ce qui concerne les marxiste, l'épithète "arriéré" ne mesure qu'objectivement le stade de développement des rapports de production capitalistes (ou pré-capitalistes) et ne reflète pas un jugement moral sur un soit-disant stade de "civilisation" des masses! C'est d'ailleurs de ces "pays arriérés" qu'éclosent les luttes de classes les plus **avancées**, bien plus en avant dans leur puissance, leur radicalité que dans les métropoles impérialistes où la lutte de classe souffre par contre de terribles **arriérations**. De ce point de vue de la lutte de classe, s'il devait y avoir un satisfecit à attribuer, il le serait aux masses de ces pays arriérés dont les luttes magnifiques sont un exemple pour le prolétariat des pays avancés (Cette remarque sur le sens du terme "arriéré" est consécutive à une discussion avec des contacts d'Afrique noire, se réclamant du marxisme, mais incapables de s'arracher à l'idéologie nationaliste et bien évidemment vexés dans leur amour propre chauvin par cette terminologie de "pays arriérés").

**"FACTEURS DE RACE ET DE NATION
DANS LA THEORIE MARXISTE"
(Amadeo Bordiga - 1953)
Editions Prométhée**

215 pages - 80FF/35FS/400FB/13\$

"La prédominance du fait national et des luttes nationales depuis quelques décennies pose une série de questions importantes aux révolutionnaires. Ne relègue-t-elle pas définitivement à l'arrière-plan les luttes de classe et n'impose-t-elle pas le ralliement pur et simple au mouvement national? Ou bien à l'inverse, n'appelle-t-elle pas une opposition totale des révolutionnaires à tout mouvement national? Existe-t-il en fin de compte une doctrine arrêtée du marxisme dans le domaine national, et peut-elle expliquer le phénomène national dans ses diverses manifestations historiques? Est-on en droit d'annoncer la fin du cycle national et le retour en force de la lutte de classe?"

**Facteurs
de race et de nation
dans la théorie marxiste**

Reproduction de l'espèce et économie productive.
Digression sur Staline et la linguistique.

Le poids du facteur national dans les différents modes historiques de production.

Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations.

Annexe : articles des années 1951-1953.

La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (I)

INTRODUCTION

La lutte contre le militarisme bourgeois est pour les communistes révolutionnaires une préoccupation permanente.

Elle ne devient toutefois un terrain fondamental de l'activité du parti que dans des situations historiques bien précises, déterminées par le cours général de l'économie capitaliste et par sa chute périodique dans des crises toujours plus catastrophiques.

Même dans des périodes où les conflits sociaux semblent se dissoudre dans la bouillie tiède d'une paix qui est en même temps amortissement de la lutte entre les classes, et atténuation des conflits entre les Etats, les communistes ne se désintéressent pourtant pas de la question du militarisme. Pour quelle raison ?

Parce que le parti ne renonce jamais à son travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux engendrés par le cycle historique de l'économie et de la politique bourgeoise, au tout premier plan desquels se trouvent le développement et le renforcement des appareils de plus en plus gigantesques de guerre et de répression; et parce que le parti ne renonce jamais à ses tâches de démolition critique des mythes créés par les classes dominantes pour s'assurer la soumission pacifique de la masse des salariés, mythes dont peut-être le plus atroce, en tout cas le plus stupide, est celui du dépasement progressif et pacifique des conflits et des guerres entre les Etats.

Le parti du reste ne renonce jamais à son travail de dénonciation des forfaits perpétrés par le capitalisme, et lui faut donc montrer la bestialité du régime de caserne pour ce qu'il est, un despotisme d'usine sous une forme concentrée,

même dans les moments où l'horizon semble dégagé de toute nuée de guerre et quand les armées paraissent n'être que des vestiges d'une autre époque.

Il ne suspend jamais son opposition intransigeante au capitalisme national et aux entreprises impérialistes de sa propre bourgeoisie, opposition qui ne fait qu'un avec une solidarité inconditionnelle avec les populations opprimées par l'impérialisme. Et il ne se laisse jamais aller, même dans les situations les plus noires d'apathie du mouvement prolétarien, à atténuer sa propagande de la guerre de classe révolutionnaire comme seule alternative aux guerres entre les Etats et à l'orgie de militarisme qui en est tout à la fois la prémisse et la conséquence.

Il serait cependant illusoire, et en définitive défaitiste, de vouloir mener une action sérieuse d'orientation de couches significatives de la classe vers l'antimilitarisme révolutionnaire et donc de vouloir développer une action pratique d'organisation et d'encadrement anti-militariste avec une influence effective parmi les ouvriers indépendamment des possibilités objectives, c'est-à-dire indépendamment de l'existence des "brèches" dans la réalité sociale ouvertes à l'action des révolutionnaires par les conditions historiques.

I. MARXISME ET GUERRE

L'opposition des marxistes au militarisme et aux guerres bourgeoises ne découle pas de préjugés esthétiques ou moraux comme ceux qui font condamner en bloc toutes les guerres et toutes les armées, position plutôt caractéristique du courant anarchiste.

Le marxisme est complètement étranger aux formules vides et abstraites qui font de "l'anti-bellicisme" un principe supra-historique et qui voient de façon métaphy-

sique dans les guerres le Mal absolu.

Notre attitude se fonde sur une analyse historique et dialectique des crises guerrières en liaison avec la naissance, le développement et la mort des formes sociales.

Nous distinguons donc:

a) les guerres de progrès (ou de développement) bourgeois dans l'aire Européenne de 1792 à 1871.

b) les guerres impérialistes, caractérisées par le choc réciproque entre nations au capitalisme ultra-développé. Pour les puissances européennes cette phase s'ouvre à partir de 1871.

c) les guerres révolutionnaires prolétariennes.

Par rapport aux premières les marxistes n'adoptent pas une attitude "d'opposition de principe"; ils soutiennent la nécessité historique de ces guerres, en reconnaissant leur rôle fondamental de levier de l'épanouissement de la forme sociale bourgeoise moderne et donc dialectiquement, de la lutte de classe moderne. La première Adresse du Conseil Général de l'Internationale (23/7/1871) "à la veille de la guerre franco-prussienne, tout en répétant les principes de solidarité ouvrière internationale, parle d'une guerre de défense à laquelle les ouvriers allemands participent par la force des choses". Ce n'est pas là une soumission opportuniste à une "donnée de fait", mais la conscience lucide que l'agression Napoléonienne menace "la formation d'une libre Allemagne moderne".

"De 48 à 70, une série de guerres de mises en place consolident la formation des puissances capitalistes modernes et à un rôle essentiel dans la formation de la structure sociale européenne dans laquelle se profilent toujours davantage la lutte ouvrière de classe et le mouvement socialiste".

Il s'agit sans doute d'une guerre de défense contre l'agresseur Napoléon; mais le mouvement ouvrier ne l'accepte pas sur la base du critère contingent et superficiel de la "défense de la patrie", mais en tant que guerre de développement de la forme capitaliste :

"Ce n'est donc pas avec le critère moraliste de la défense, qui lui est antithétique, que le marxisme a analysé les guerres qui se sont déroulées entre le classique 1792 et 1871, mais avec le critère de leurs conséquences sur le développement général. Et bien souvent sa critique a jugé utiles et bénéfiques des guerres d'offensive militaire, par exemple la guerre bonapartiste de 1859 et la guerre prussienne de 1866".

Le deuxième type de guerre, la guerre impérialiste, loin d'en accélérer la naissance, recule au contraire la mort de la forme-capital. Les marxistes répondent donc à ce type de guerres par la formule du sabotage de tous les blocs militaires en conflit, quel que soit celui qui semble

l'agresseur. Les guerres se livrent maintenant entre capitalismes développés, entre nations où existent la domination de grands monopoles et du capital financier, l'exportation de capitaux et le partage du monde entre grands monstres étatiques, comme l'a décrit Lénine dans son "Impérialisme".

"Les directives marxistes déclarent close la phase de la lutte pour l'antithèse féodalisme-capitalisme", jugent donc comme une trahison toute concession à la "défense nationale" et toute offre d'alliance du mouvement prolétarien à tel ou tel bloc impérialiste. Dans toutes les grandes puissances le capital s'est affirmé dans sa forme extrême par définition ultra-totalitaire, anti-pacifique, super-militariste. Aucun des blocs en conflit ne se trouve du côté du progrès social, tous sont du côté de la potence.

Cela n'empêche cependant pas qu'après 1871 ont continué à exister dans les aires extra-européennes des guerres du premier type, comme les vagues de luttes et de guerres anti-coloniales de ce siècle, que nous avons saluées avec enthousiasme, dont nous avons exalté la valeur historique positive, au delà de leurs idéologies. En effet, au cours de ce long cycle, désormais terminé, elles ont exprimé la lutte pour la naissance et l'implantation de formes bourgeoises et pour la destruction de rapports pré-capitalistes et de modes de production archaïques, tout en assénant des coups formidables aux métropoles impérialistes et à leur orgueilleuse stabilité.

Le troisième type de guerre, (la guerre révolutionnaire prolétarienne) est préconisé par nous non seulement dans le cas de l'attaque armée des Etats bourgeois contre le pouvoir prolétarien qui a réussi à s'instaurer sur les ruines de l'appareil d'état bourgeois; mais aussi dans l'éventualité que la classe ouvrière, victorieuse dans un pays isolé, puisse fournir par son intervention militaire un soutien aux mouvements insurrectionnels dans les autres pays et ainsi une aide à la révolution mondiale.

L'histoire de la révolution Russe nous a laissé un magnifique exemple de guerre révolutionnaire défensive, menée et gagnée par le pouvoir prolétarien communiste seul contre tous. Il s'agit de la grande épopée qui s'est déroulée pendant 4 ans, d'Octobre 17 jusqu'à fin 22 et qui a en réalité condensé 10, 20 guerres contre tout autant de corps d'expédition équipés et armés par tous les Etats impérialistes menacés par l'exemple russe et désireux d'en finir avec un péril communiste menaçant (1).

Il n'y a pas eu, au contraire, de véritables exemples de guerre offensive conduite par le prolétariat victorieux qui représente le mieux le concept de "guerre révo-

lutionnaire", la révolution étant au fond une attaque contre les pouvoirs constitués.

Nous n'excluons pas en effet ce type de guerre: faire de la défense du pouvoir prolétarien un espèce de fétiche finirait par substituer à la dialectique vivante des affrontements historiques entre les classes, l'opposition entre agresseur et agressé, d'origine pacifiste.

Nous avons rappelé les conditions bien précises pour que cette éventualité soit positive pour la révolution mondiale: l'existence de mouvements insurrectionnels prolétariens à l'extérieur des frontières à l'intérieur desquelles la révolution a remporté sa première victoire.

"Si aujourd'hui il y avait un Etat prolétarien, et si ce dernier avait une armée d'une efficacité comparable à celle des Etats bourgeois, dans le cas où le rapport de force le suggérait, il n'excluerait pas de l'utiliser pour franchir les frontières en aide à une révolution ouvrière. Mais il ne faut pas faire un fétiche non plus de "l'agression révolutionnaire", en oubliant les conditions que nous avons rappelées, pour la transformer en une recette bonne pour toutes les saisons. A l'époque de Brest-Litovsk, la guerre révolutionnaire préconisée par Boukharine aurait joué contre la révolution internationale. Aux yeux des ouvriers et des soldats allemands qui ne tendaient pas encore à rompre le Front, elle n'aurait pas été perçue comme une aide à leur lutte contre la bourgeoisie allemande, mais comme la poursuite par l'Etat ouvrier russe de la guerre impérialiste. Elle les aurait poussés en définitive à faire cause commune avec leurs propres officiers.

Ce fut au contraire la politique de la paix à tout prix, ce fut l'acceptation "sans même les lire" des conditions draconiennes imposées par les Allemands à Brest qui donna une puissante impulsion à la désintégration du Front germanique d'abord, puis aux mouvements révolutionnaires spartakistes de fin 18. Le prolétariat allemand avait entendu le message révolutionnaire lancé de Russie à travers la "paix honteuse".

La mythification de "l'agression révolutionnaire" conduit au bellicisme bourgeois: même sans le vouloir on est absorbé dans le malström de la guerre impérialiste. L'armée prolétarienne finit en effet par verser son sang sous le fouet des bourgeois étrangers.

Le fétichisme de la défense de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire le refus par principe de l'agression est lui-même un crime contre la révolution mondiale. Il revient à refuser aux ouvriers "étrangers" insurgés l'appui des armes, au nom d'une métaphysique végétarienne, régurgitation du pacifisme bourgeois, qui dissimule mal un myope repli de la révolution dans un "cadre national"

qui ne peut être que sa tombe.

Le rappel de tous ces points de caractère général, auxquels notre parti a dans le passé consacré d'amples analyses (cf la série de "Fils du temps" publiés dans les **Programme Communiste** n°79 et 80 dont sont tirées les citations faites jusqu'ici) ne répond pas à un souci académique, mais à une nécessité pratique.

Nous sommes en effet convaincus que les conditions de la renaissance de l'antimilitarisme prolétarien de demain se préparent aussi à travers la polémique contre les tendances qui guident la sarabande des mobilisations anti-guerre actuelles.

Et ces tendances sont représentées par un pacifisme évangélique qui nie les guerres du premier et du troisième type, en se limitant à déplorer celles du second type;

Par un radicalisme anti-yankee qui ne voit pratiquement dans le monde qu'un seul impérialisme et qui tend à englober les guerres du 2^{ème} type dans la catégorie des guerres "progressistes", de "libération nationale", préparant ainsi les pré-supposés idéologiques de la future croisade "anti-ploutocratique" ou "anti-impérialiste".

Par enfin une fausse gauche de matrice libertaire qui se proclame "communiste" mais prête à s'insurger pour défendre les libertés nationales dans l'hypothèse d'une guerre révolutionnaire en maudissant le socialisme "exporté à la pointe des baïonnettes, et en excitant les prolétaires contre les méfaits supposés des partis révolutionnaires.

Les points que nous avons rappelés ne sont donc pas à ranger au magasin d'antiquités; ce sont les armes dont nous devons nous servir dans les batailles qui nous attendent, même si dans l'immédiat, ces batailles ne pourront être qu'idéologiques. Nous en sommes encore à l'arme de la critique, il ne faut pas le cacher, et nous le resterons tant que ce seront des mouvements des classes moyennes qui tiendront le haut du pavé.

Mais ces batailles sont tout à la fois la prémisse et l'anticipation des affrontements physiques de demain entre l'antimilitarisme prolétarien et toutes ces tendances qui, en s'agitant sur des bases a-classistes et anti-classistes, se préparent à se fondre, devant un conflit imminent, dans la poussée guerrière. Ainsi l'ont toujours fait les oppositions bourgeoises et petites-bourgeoises à la guerre.

Notre opposition à la guerre est au contraire une conséquence de notre position anti-bourgeoise.

Quel est en effet le sens de la distinction que fait le marxisme entre les divers types de guerre ? Quelle est la signification de la différence d'attitude des communistes révolutionnaires envers ces guerres ?

L'orientation fondamentale est de prendre position pour les guerres qui poussent en avant le développement général de la société et contre les guerres qui y font obstacle ou qui le retardent. En conséquence nous sommes pour le sabotage des guerres impérialistes, non parce qu'elles sont plus cruelles et plus épouvantables que les précédentes, mais parce qu'elles se mettent en travers du devenir historique de l'humanité; parce que la bourgeoisie impérialiste et le capitalisme mondial ne jouent plus aucun rôle "progressiste", mais sont devenus au contraire un obstacle au développement général de la société; si de guerres encore pires que les massacres impérialistes pouvaient résulter un progrès social, nous serions pour ces guerres. Nous y sommes en fait opposés parce qu'elles prolongent la vie de la charogne puante du capitalisme.

2. CAPITALISME ET GUERRE

Dans toute une série de textes et de prises de position de la Gauche et de la tradition marxiste en général, on répète, contre le pacifisme bourgeois, que le capitalisme n'est pas "victime" de la guerre, provoquée par tel ou tel énergumène, ou par des "esprits malins" reliquats d'époques barbares contre lesquels il lui faudrait périodiquement se défendre.

Si on se souvient qu'une propagande triviale a identifié ces "esprits du mal" dans le Kaiser Guillaume II et dans Hitler (et de l'autre côté dans le démo-ploutocrate Roosevelt et dans Churchill, incarnation de "la perfide Albion"), on comprend facilement le fait que le pacifisme bourgeois doit nécessairement déboucher dans le bellicisme. Le rêve idyllique d'un capitalisme pacifique n'est en effet pas innocent. C'est un rêve taché de sang.

Si l'on admet que capitalisme et paix peuvent aller ensemble de façon non contingente et momentanée, mais de façon permanente, on est alors obligé, quand montent les cris de guerre, de reconnaître que quelque chose d'étranger à la civilisation menace le développement pacifique, humanitaire du capitalisme; et que celui-ci doit donc se défendre, **y compris avec les armes si les autres moyens ne suffisent pas** en regroupant autour de lui les hommes de bonne volonté et les "amoureux de la paix". le pacifisme accomplit alors sa pirouette finale et se convertit en bellicisme, en facteur actif et agent direct de la mobilisation guerrière.

Il s'agit donc d'un processus obligé, qui dérive de la dynamique interne du pacifisme. Celui-ci tend naturellement à se transformer en bellicisme, indépendamment du fait que les représentants des classes moyennes soient conduits, non en raison de la faibles-

se morale d'individus, mais par la conséquence de déterminations de classe, à se prosterner devant les "seigneurs de la guerre" quand le conflit est imminent, après s'être contentés de protestations insuffisantes quand il était lointain. Même s'ils avaient la force (que le marxisme leur nie) de dire non, les pacifistes petits-bourgeois finiraient quand même par se rallier à la guerre.

Nous nous sommes attardés à décrire la "contre-thèse" du pacifisme bourgeois dans le seul but de mettre bien en relief ses conclusions politiques inévitables. Nous avons donc anticipé un des points fondamentaux de notre dénonciation du pacifisme, la démonstration qu'il fait corps avec la guerre impérialiste.

Il s'agit maintenant de montrer que toute concession aux formules hypocrites du pacifisme implique la démolition de fond en comble de la conception critique marxiste de la société actuelle et de son avenir.

En nette opposition avec les positions pacifistes bourgeoises et petites-bourgeoises, notre thèse établit sans ambiguïté que le capitalisme de sa naissance à sa mort engendre inévitablement la guerre, et que son développement est inséparable du développement du militarisme.

Niant tout caractère de "nouveau" à l'intervention de l'Etat, nous avons réaffirmé avec Marx que "le capitalisme ne serait jamais apparu si l'Etat n'avait pas investi de capitaux et dirigé des investissements de capitaux"(2). Et pas seulement: le capitalisme naît monopolisateur et l'accumulation initiale de capitaux reçoit "une grande impulsion de la conquête commerciale et coloniale du monde, et des méthodes bestiales de rapine, de pillage et d'extermination des populations d'outre-océan" (3).

"Le capital argent qui s'est constitué par l'usure et le commerce, écrit Marx dans "Le Capital", Livre I, section VII, chapitre XXIV, était entravé dans sa transformation en capital industriel par la constitution féodale dans les campagnes et par la constitution corporative dans les villes". Le système colonial et les compagnies qui détenaient le monopole des trafics avec la mère patrie agissaient, avec les interventions des pouvoirs publics, comme de puissants leviers de la concentration capitaliste.

Mais il faut ajouter un autre élément, tout aussi important: le capitalisme ne serait jamais apparu s'il n'y avait pas eu guerres et militarisme.

Ce n'est pas là une découverte récente; c'est un coup de fouet lancé du lointain 1857 par Marx qui vient frapper le groin de ceux qui exaltent la paix en 1988.

"Nota bene: il ne faut pas oublier de traiter aussi les points suivants:

1) **La guerre.** Elle se pratique avant la paix; certains rapports économiques, tels que le travail salarié, le machinisme, etc., se sont développés dans l'armée avant de se développer au sein de la société bourgeoise. En outre, l'armée illustre le mieux le rapport entre les forces productives et les modes d'échange et de distribution"(4).

Le développement du capitalisme présuppose la conquête commerciale et coloniale du monde; mais elle présuppose l'épée pour défendre les marchés et les colonies de la convoitise des concurrents, les canons et les canonniers qui font respecter le monopole des Compagnies de traite. Le commerce suit les armes.

Mais ce n'est qu'un aspect de la question; Marx ajoute que la guerre et les armées ont été la serre chaude dans laquelle ont pu mûrir machinisme et travail salarié avant de s'imposer à toute la société.

Né de la guerre et du militarisme, le capital est contraint dans le cycle de son développement à les produire et à les reproduire continuellement et sur un plan toujours plus élevé. L'impérialisme n'est pas une phase nouvelle, imprévue ou différente du capitalisme, qui en aurait modifié les traits originellement pacifiques; il en est simplement la phase extrême, celle où les caractères présents dès sa naissance s'affirment de la façon la plus nette et la plus virulente.

Et voici donc la thèse marxiste qui apparaît dans toute sa puissance critique: si guerre et militarisme ont veillé le capitalisme encore dans ses langes, dans sa période soit-disant pacifique et harmonieuse, il est d'autant plus absurde et insensé d'essayer aujourd'hui de marier capitalisme et paix. Contre toutes les illusions pacifistes, "l'impossibilité de mettre fin aux guerres sans l'abolition de la société de classes et sans la victoire de la révolution socialiste" (Lénine) est d'autant plus incontestable.

Il nous faut maintenant revenir sur le mécanisme qui lie de façon causale capitalisme et guerre et qui montre la paix bourgeoise pour ce qu'elle est, la matrice où sont en gestation les conflits militaires. Le point central de notre position est que les guerres sont une nécessité économique pour le capitalisme et non un choix politique, peut-être déterminé par la volonté diabolique de briser la menace révolutionnaire du prolétariat, comme le prétendent certains pseudo-révolutionnaires (5), sans se rendre compte que cette position conduit au pacifisme social: "prolétaires, si vous vous laissez exploiter jusqu'au bout sans réagir, il n'y aura pas de guerre !"

3. ACCUMULATION - CRISES - GUERRE

Depuis que le mode de production bourgeois est devenu dominant, la guerre est liée de façon déterministe à la loi établie par Marx de la baisse du taux de profit moyen, qui est la clé de la tendance du capitalisme à la catastrophe finale.

"La loi se fonde sur le processus historique général (que personne ne nie et dont tous font l'apologie) d'augmentation incessante de la productivité du travail grâce à l'application au travail manuel d'instruments, d'outils, de machines, de dispositifs et de ressources scientifiques toujours plus complexes. Pour une masse donnée de produits, il faut toujours moins d'ouvriers. Le capital que l'on a dû avancer et investir pour obtenir cette masse déterminée de produits modifie continuellement ce que Marx appelle la composition organique du capital: il contient toujours plus de capital-matières et toujours moins de capital-salaires. Un nombre réduit d'ouvriers suffit désormais pour donner une énorme "valeur ajoutée" aux matières travaillées, car ils peuvent en travailler des quantités beaucoup plus grandes que par le passé. Même cela tout le monde l'admet. Et alors admettons même que le capital augmente l'exploitation, c'est-à-dire le taux de la plus-value, en payant moins les ouvriers (cela arrive souvent, mais ne vaut comme loi nécessaire qu'aux yeux du révolutionnaire d'opérette, et non du marxiste) dans ce cas, la plus-value et le profit augmenteront. Pourtant, du fait que la masse des matières premières achetées et travaillées aura augmenté dans une proportion encore plus grande pour un même emploi de main-d'oeuvre, le taux du profit continuera à baisser. En effet, si la quantité de profit a bien augmenté, son taux est donné par le rapport de cette quantité à la totalité du capital avancé en matières et en salaires, qui a augmenté bien davantage" (6).

Produire davantage pour un même nombre d'heures de travail signifie incorporer par unité de marchandise produite moins de surtravail et plus de capital constant. Mais le capital recherche la plus-value totale, la masse de profit réalisée par la vente des produits.

"Le capital recherche le profit maximum ? Mais certainement; il le cherche et il le trouve, mais il ne peut pour autant empêcher la baisse du taux de profit. La masse de profit augmente, puisque la population augmente, le prolétariat plus encore, la quantité de matières travaillées devient plus importante et la masse de production toujours plus grande" (7).

Et voilà dévoilé le mystère du délire productif, de cette orgie de production qui mar-

que le capitalisme et que Marx a synthétisé dans la formule "production pour la production". C'est la baisse inexorable du taux de profit qui contraint au gonflement de la production pour assurer au capital investi les conditions nécessaires à sa rentabilité, c'est-à-dire une extorsion de plus-value dont la masse totale compense la diminution de la fraction de travail non payé par unité de produit.

"On a au départ de petits capitaux appartenant à un très grand nombre et investis à un taux élevé; à l'arrivée ce sont de très grands capitaux, appartenant à un petit nombre (voilà l'effet de la concentration parallèle à l'accumulation) investis à un taux réduit, mais avec comme résultat l'augmentation incessante du capital social, du profit social, du capital et du profit d'entreprise, jusqu'à des hauteurs vertigineuses"(8).

Les indices de la production croissante scandent donc la folle course du capitalisme vers la catastrophe de la crise, vers l'alternative historique: Guerre ou Révolution.

"L'appel à un effort productif frénétique, qui fait retentir aujourd'hui les échos, ne peut signifier autre chose qu'une résistance désespérée à la loi marxiste de la baisse du taux de profit. La rhétorique réactionnaire-progressive intervient de toutes ses forces pour empêcher que cette baisse n'entraîne la diminution de la plus-value et du profit, réclamant à l'humanité désemparée plus de travail, plus de produits. Et si, étant donné leur rémunération, les travailleurs du pays ne peuvent acquérir le surproduit, il faut trouver un moyen d'exporter en conquérant des marchés extérieurs"(9).

La progression géométrique de la production impose à chaque capitalisme national d'exporter, de conquérir sur les marchés extérieurs des débouchés adéquats pour leur production. Et comme chaque pôle national d'accumulation est soumis à la même règle, la guerre entre les Etats capitalistes est inévitable.

De la guerre économique et commerciale, des conflits financiers, des disputes pour les matières premières, des affrontements politiques et diplomatiques qui en découlent, on en arrive finalement à la guerre ouverte. Le conflit latent entre Etats éclate d'abord sous forme de conflits militaires limités à certaines zones géographiques, de guerres localisées où les grandes puissances ne s'affrontent pas directement, mais par personnes interposées; mais il débouche finalement sur une guerre généralisée, caractérisée par le choc direct des grands monstres étatiques de l'impérialisme, lancés les uns contre les autres par la violence de leurs contradictions internes. Et tous les Etats mineurs sont entraînés dans le conflit, dont le théâtre s'étend nécessairement à toute la planète.

Accumulation-Crises-Guerres locales-Guerre mondiale.

4. LA GUERRE, ALPHA ET OMEGA DU CYCLE D'ACCUMULATION

La lutte à couteaux tirés entre les divers brigands impérialistes pour une nouvelle répartition du marché mondial, donc pour assurer aux vainqueurs le droit d'imposer ses marchandises et de contrôler les matières premières nécessaires à leur fabrication est une donnée de fait, évidente en elle-même. Mais elle est aussi la manifestation d'un processus plus profond qui fait de la guerre un élément inévitable de l'économie impérialiste, en tant que point de départ et point d'arrivée du cycle économique.

La crise donc, en tant que crise de surproduction, pousse chaque capitalisme sur le terrain de la conquête des marchés extérieurs.

"Tel est le cycle infernal de l'impérialisme qui a trouvé dans la guerre sa solution inévitable et dans la reconstruction de l'équipement séculaire que cette guerre a détruit une issue provisoire à la crise suprême" (10).

Le système capitaliste mondial, entre vieux dans la guerre, mais y trouve un bain de jouvence dans le bain de sang qui lui donne une nouvelle jeunesse et il en ressort avec la vitalité d'un robuste nouveau-né.

"Le capitalisme moderne, qui a besoin de consommateurs parce qu'il lui faut produire toujours plus, a tout intérêt à rendre au plus vite inutilisables les produits du travail mort: cela lui permet de se mettre à les remplacer par du travail vivant, le seul dont il "succe" du profit. Voilà pourquoi il se saute de joie quand vient la guerre et voilà pourquoi il est tant habitué à la praxis de la catastrophe" (11).

La crise tire son origine de l'impossibilité de poursuivre l'accumulation, impossibilité qui se manifeste quand l'accroissement de la masse de production ne réussit plus à compenser la chute du taux de profit. La masse du surtravail total n'est plus à même d'assurer du profit au capital avancé, de reproduire les conditions de rentabilité des investissements.

En détruisant du capital constant (travail mort) à grande échelle, la guerre joue alors un rôle économique fondamental: grâce aux épouvantables destructions de l'appareil productif, elle permet en effet une future expansion gigantesque de la production pour remplacer ce qui a été détruit, donc une expansion parallèle du profit, de la plus-value totale, c'est-à-dire du surtravail dont est friand le capital.

Les conditions de reprise du processus d'accumulation sont rétablies. Le cycle économique repart.

Dans un de nos "Fil du temps", on explique, en citant Marx, que:

"La **faim de surtravail** (Le Capital, Livre 1, chapitre 10, 2: Le capital affamé de surtravail) aboutit non seulement à extorquer aux vivants la plus grande quantité possible de force de travail, au point d'abrèger leur existence, mais fait de la destruction du travail mort une bonne affaire, dans la mesure où elle permet de remplacer les produits encore utiles par un nouveau travail vivant. Comme l'aventurier Maramaldo, le capitalisme, oppresseur des vivants, assassine aussi les morts.

"Dès que les peuples, dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés sur un marché international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent se greffer sur la barbarie de l'esclavage et du servage"

Le titre original du paragraphe cité est: **Der Heissunger nach Mehrarbeit**, littéralement: "la faim ardente de surtravail".

La faim de surtravail du capital encore enfant, telle qu'elle est définie par notre puissante doctrine, contient déjà toute l'analyse de la phase moderne du capitalisme hyper-développé: **la faim féroce de surtravail est une faim de catastrophes et de ruines**" (12).

5. LA PUISSANCE DESTRUCTRICE DU MONSTRE-CAPITAL

"Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable en raison de l'ouverture de la période où son expansion n'exalte plus l'augmentation des forces productives, mais **en fait dépendre l'accumulation d'une destruction encore plus grande**(13).

Ce point, qui a une valeur scientifique et politique de première importance, éclaire la signification de la lutte inter-impérialiste pour la répartition des marchés.

Si à la base de la guerre il n'y avait pas la faim de surtravail, le sinistre besoin d'une économie nécrophage de redémarrer à travers la destruction massive du travail mort, la compétition entre les Etats pourrait se dénouer pacifiquement, par le simple calcul des forces en présence et de leur développement prévisible, peut-être sans tirer un coup de feu; ou alors l'affrontement pourrait se limiter à un bref engagement, limité à une petite région du globe.

Dans un "Fil du temps" datant de 1950, "Sa Majesté l'Acier", nous avons étudié la croissance de la production de ce métal et son rapport avec les guerres; nous y revien-

drons plus loin. Après avoir comparé les chiffres de l'acier allemand par rapport à l'acier franco-anglais et russe, puis avec la masse gigantesque de l'acier américain, nous écrivions:

"Hitler, avec son état-major de gens extraordinairement compétents, était-il fou au point de ne pas avoir pris en compte l'acier américain (...) ? Même un fou aurait levé les mains en l'air et baissé ses pantalons. Mais un Dieu inflexible veillait, et la guerre fût" (14).

Contre toute logique humaine, le monstre-capital exige que les millions de tonnes d'acier soient consommés dans la guerre. Il exige le déchaînement des énergies destructrices potentielles des blocs rivaux et l'anéantissement en masse des marchandises déjà produites et des marchandises dont la production se renouvelle de jour en jour: la force de travail humaine.

C'est là le motif réel, la raison profonde de l'inévitabilité des guerres et du passage inévitable des guerres locales à la guerre mondiale. L'impérialisme ne peut s'arrêter aux "expériences" des guerres locales; mais pour satisfaire sa taim, c'est la planète toute entière qui sert de champ d'expérience.

Il faut aussi souligner que la guerre est la conséquence de la nécessité du capitalisme international de relancer le processus d'accumulation, parce que cela démontre le caractère anti-social de l'accumulation par l'anéantissement des richesses humaines et sociales qu'elle entraîne; en bref, cela démontre de la façon la plus claire que, pour reprendre le mot de Marx, le mode de production capitaliste "n'est vraiment plus de notre époque".

Il faut voir enfin que l'examen du lien entre guerre et accumulation nous permet d'éliminer certaines formules limitées et fausses qui font porter la responsabilité des guerres à certains groupes de capitalistes, liés directement à l'industrie militaire, les classiques "marchands de canons". Le résultat de ces formulations fausses est d'opposer encore une fois les capitalistes "pacifiques" aux capitalistes "fauteurs de guerre", en cachant que la responsabilité du sale boulot repose sur tout le système capitaliste, et que **tous** les capitalistes, producteurs de canons ou de cosmétiques, ont intérêt à la guerre pour se précipiter dans les bonnes affaires de la reconstruction.

Nous pouvons aussi éviter l'erreur de ne considérer comme facteur et condition de la guerre que la concurrence impérialiste.

Cette vérité partielle, comme toutes les vérités partielles, risque de conduire à des conclusions erronées, en l'occurrence à des théorisations de type "super-impérialisme" liant la paix à une conciliation des contradictions inter-impérialistes.

Notre position détruit à la racine cette illusion qui refléurait périodiquement chez ceux qui voient dans la multiplicité de pôles nationaux d'accumulation en conflit la cause ultime des guerres. Un super-impérialisme est impossible; si par extraordinaire l'impérialisme réussissait à supprimer les conflits entre les Etats, ses contradictions internes le contraindraient à se diviser de nouveau en pôles nationaux d'accumulations concurrents et donc en blocs étatiques en conflits. La nécessité de détruire d'énormes masses de travail mort ne peut pas en effet être satisfaite par les seules catastrophes naturelles. Ce sont des volontés humaines, des masses humaines qui doivent faire les choses, des masses humaines dressées les unes contre les autres, des énergies et des intelligences tendues pour détruire ce que défendent d'autres énergies et d'autres intelligences.

6. LES AFFRONTEMENTS INTER-ETATIQUES PRODUIT NECESSAIRE DE LA DYNAMIQUE DE L'IMPERIALISME MONDIAL

De même que la valeur doit trouver son expression concrète dans la valeur d'échange, dans la rencontre-affrontement de différentes marchandises sur le marché, de même la tendance du capitalisme international, du système mondial de l'impérialisme (non de tel ou tel impérialisme, mais de tous les impérialismes) à relancer l'accumulation à travers la destruction à grande échelle, trouve son expression nécessaire dans les affrontements entre les Etats.

Les rivalités inter-impérialistes qui débouchent sur les guerres et qui font de celles-ci "la poursuite par d'autres moyens" de la politique des différents Etats n'ont pas seulement le sens d'une constatation empirique; elles représentent la forme concrète à travers laquelle se manifeste la dynamique du capitalisme mondial.

Le marxisme n'est pas "indifférent à la forme", mais au contraire reconstruit une forme comme forme d'un contenu déterminé.

Quand nous mettons l'accent sur le contenu, c'est pour mettre en évidence que les tragédies et les horreurs de la guerre ne découlent pas d'une mauvaise "volonté politique" de tel ou tel capitalisme national, mais de la logique interne du système capitaliste, auquel tous les Etats existants aujourd'hui sont soumis.

Cela ne signifie pas que les formes concrètes que revêt cette logique sont des détails sans intérêt, ne serait-ce que parce que c'est contre la dure écorce de ces formes que devront se battre les prolétaires.

En effet ces derniers ne seront pas mobilisés par l'impérialisme mondial; ils seront appelés au massacre sous des drapeaux nationaux, incorporés dans des armées nationales.

Cela signifie que la révolution internatio-

nale connaîtra inévitablement des "moments" nationaux, par le sabotage de la machine militaire que les prolétaires au Front ou à l'arrière seront appelés à faire contre "leur" bourgeoisie; par le déclenchement de la guerre civile à l'intérieur, au moins au début, des frontières nationales.

Dans ce sens, et dans ce sens seulement, la lutte révolutionnaire se présentera d'abord sous la forme d'une lutte "nationale", bien qu'elle soit d'essence internationale.

7. UNE PAGE EST TOURNEE DANS L'HISTOIRE DU XX ème SIECLE

En concordance avec l'encadrement général de la question, qui souligne l'importance des crises guerrières dans le processus d'accumulation, nous avons appelé entre-deux guerres l'époque de la paix bourgeoise (qui a été en fait ponctuée de guerres locales: pas moins d'une soixantaine depuis 45). La guerre est en effet une condition normale d'existence du capitalisme et la paix du capital est la période où mûrissent les conditions d'un nouveau conflit généralisé dont l'intensité destructive dépend de la croissance des forces productives et de l'aggravation des contradictions capitalistes.

On peut affirmer de façon générale que la préparation de guerre commence à l'instant même où se taisent les armes et où reprend la production de paix.

Mais ce n'est cependant que lorsque se manifestent les signes d'une crise générale de surproduction qu'il est possible de parler du passage effectif de la période d'après-guerre à la période d'avant-guerre. La ligne de partage des deux grandes phases de la paix bourgeoise correspond ainsi à l'émergence de la crise économique mondiale.

Le deuxième avant-guerre commence en 1929. Et le troisième ? Il a déjà commencé.

"Une page est tournée dans l'histoire du vingtième siècle": C'est ainsi que s'ouvre notre "Manifeste", "De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale" (1981), où la nouvelle période historique, depuis que "la prospérité s'est épuisée et que les crises succèdent aux crises", est ainsi définie:

"le monde est entré dans une nouvelle phase d'instabilité: de nouveau l'impérialisme prépare la guerre.

" Dans les rapports internationaux, la détente a succédé à la guerre froide, les pays de l'Est ont fini par s'ouvrir aux marchandises et aux capitaux occidentaux, détruisant du même coup le mythe stalinien des deux marchés censés obéir à des lois économiques différentes. Mais ce phénomène loin d'apporter la paix, s'est accompagné de gigantesques pas en avant dans la course aux armements.

L'accumulation des stocks d'armes thermonucléaires est aujourd'hui suffisante pour

faire sauter d'un coup une bonne partie de la planète. L'extension du militarisme à tous les pays, même les plus petits et les plus pauvres, ainsi que le développement des missiles intercontinentaux, qui mettent désormais chaque pays à portée du plus éloigné de ses ennemis hypothétiques, ont transformé le globe entier en un seul et unique champ de bataille potentiel"(15).

Avec la crise économique mondiale de 74-75, l'impérialisme accomplit son passage de la période du second après-guerre à la période du troisième avant-guerre.

Il nous faut répéter le sens des "prophéties" marxistes: elles ne cherchent pas à fixer la date X où se produira tel phénomène, mais à établir à l'avance la combinaison des événements et des facteurs historiques qui détermineront nécessairement ce phénomène.

Il était important d'établir contre les théoriciens d'un "néo-capitalisme" sans crises ni ruptures brutales, que le système de "l'Etat-providence" marchait inexorablement à la catastrophe qui reposerait l'alternative historique entre guerre et révolution. C'était plus important que de prévoir la date - qui s'est révélée exacte - de l'explosion d'une crise simultanée dans les principaux pays capitalistes.

Il était important d'établir que s'ouvrirait, sous une combinaison différente de facteurs économiques et sociaux, une nouvelle ère de guerres et de révolutions. C'était plus important que de prévoir le début de cette crise révolutionnaire pour 1975, prévision qui s'est révélée trop optimiste par rapport à la capacité de résistance du système capitaliste. Ces erreurs, qui voient la crise finale du régime bourgeois plus proche que ce qu'elle est, sont, dans une certaine mesure inévitables. L'essentiel de la prévision, qui démontre sa justesse, est qu'avec la crise de 75, ont commencé à mûrir dans le sous-sol social les éléments d'une reprise du mouvement prolétarien; cette reprise est encore lente à se manifester, mais elle est inévitable sur la base de la modification des déterminations économiques, même si c'est avec un "écart" de nombreuses années qui "pèse" et qui a pesé sur nous de la façon la plus négative.

"Le marxisme en effet donne les combinaisons des numéros sans... la date du tirage à la roue de l'histoire: ce serait bien commode pour le jeu des opportunistes et des carriéristes qui aiment miser à temps sur les vainqueurs. Mais les révolutionnaires, eux, n'ont pas comme papiers des billets de loterie" (16).

Ces considérations valent aussi pour la prévision de la troisième guerre mondiale. Dire que le troisième avant-guerre est commencé ne signifie pas obligatoire-

ment que cette guerre est imminente, qu'il s'agit d'un péril immédiat. Cela veut dire que les conditions de son déchaînement ont commencé à se combiner sur un plan qualitativement différent de la période précédente de l'expansion économique exceptionnellement longue de l'après-guerre.

Notre "Manifeste" de 81 avertissait que la nouvelle phase d'avant-guerre, comme la phase précédente d'expansion, "pourra s'étendre elle aussi sur des décennies".

L'important est alors de tirer les conclusions politiques justes, qui peuvent se résumer à opposer à la préparation de la guerre, la préparation du défaitisme prolétarien de demain, en dehors de toute rhétorique activiste et de toute faiblesse devant le terrorisme psychologique de l'adversaire de classe. Ce dernier se fie en effet à la menace de l'holocauste nucléaire pour paralyser toute réaction prolétarienne à l'oppression quotidienne et demain à la militarisation dont tôt ou tard les travailleurs seront appelés à connaître les délices.

8. LES RYTHMES DE L'ACCUMULATION ET DE LA CRISE DICTENT LE TEMPS DE GESTATION DE LA GUERRE

Il nous faut maintenant réfuter la thèse superficielle de l'imminence de la troisième guerre mondiale. Cette thèse se fonde sur un calcul approximatif, celui de la décennie.

Entre la crise de 1929 et la guerre 10 ans se sont écoulés. Depuis la crise de 74-75 une décennie s'est écoulée; avec un écart, une marge d'erreur de quelques années nous sommes en plein dans la période de déclenchement de la guerre...

Un petit calcul de ce type ne tient aucun compte ni des caractéristiques spécifiques du cycle d'accumulation d'après-guerre, ni de l'évolution de la crise mondiale depuis 1975.

Au siècle dernier, on enregistra huit crises mondiales: 1836, 1846, 1856, 1883, 1886 et 1894. La durée moyenne du cycle selon les travaux de Marx, était de 10 ans.

A ce rythme "juvénile" fait suite dans la période qui va du début du siècle à l'éclatement du second conflit mondial, une succession plus rapide des crises: 1901, 1908, 1914, 1920, 1929.

A un capitalisme démesurément accru correspond une augmentation de la composition organique (augmentation du capital-matières sur le capital-salaires) ce qui conduit à une croissance du taux d'accumulation: la durée moyenne du cycle se réduit pour cette raison, à 7 ans.

D'autre part l'augmentation du taux d'accumulation ne conduit pas seulement à des

crises plus rapprochées, mais aussi à des crises plus catastrophiques.

Le capitalisme réagit à la loi de la baisse du taux d'augmentation de la production par une suraccumulation, à travers les formes monopolistes de l'impérialisme. Le rythme de la croissance productive s'accélère et facilite l'expansion du capitalisme. Mais la conséquence inévitable est la chute périodique dans des crises toujours plus graves: plus d'accumulation = plus de crise.

Les crises décennales du jeune capitalisme "n'eurent que des incidences tout à fait mineures; elles avaient plus le caractère de crises du commerce international que de la machine industrielle. Elles n'entamaient pas les potentialités de la structure industrielle, qu'on appelle aujourd'hui capacité productive, qui correspond à la production maximum obtenue si toutes les entreprises fonctionnaient à plein. C'étaient des crises de chômage, c'est-à-dire de fermeture, d'arrêt des industries. Les crises modernes sont des crises de désagrégation de tout le système, qui doit ensuite péniblement reconstruire ses différentes structures"(18).

Les grandes crises productives de la période impérialisme tendent en effet à frapper simultanément dans le monde entier, avec des chutes importantes de l'appareil productif; alors que "jusqu'en 1913, en parcourant la colonne des minima (de la production industrielle annuelle-NDLR), nous ne trouvons de coïncidences qu'en 1866 (France et Angleterre), en 1894 (ressentie d'une certaine façon aux USA et en Allemagne), en 1901-2, et plus nettement pour les 4 pays en 1908. Mais les baisses ne sont que de quelques pourcents et le retour à l'équilibre ne prend pas plus de 2 ans"(19).

Si nous considérons les indices de la production mondiale, il faut attendre 1883 pour enregistrer un arrêt, et qui ne dépasse pas 1 %. Les baisses ne seront guère supérieures dans les crises ultérieures jusqu'en 1914.

"Vient alors la première guerre mondiale, et l'indice dégringole en un an de 100 à 86, soit une chute de 14 % (...). On remonte à ce niveau en 1916, 17, 18, mais la première année d'après-guerre redescend à 88. La crise générale en Europe descendra à 80 en 1921, année de flambée révolutionnaire. (...) En 1929 survient la grande crise américaine qui fait descendre l'indice mondial de 148 cette année-là à 84 en 1932: en 3 ans chute de 43 %, soit en moyenne de 17 % par an"(20).

En 1937-38 la crise pointe de nouveau à l'horizon: mais la conséquence sur le PNB est modeste (baisse de 7 % aux USA contre 43,3 % lors de la crise précédente): en fait avant qu'elle ne frappe dans toute sa virulence, la guerre éclate en Europe"(21).

Dans le deuxième après-guerre, en nous référant toujours aux données américaines, de 44 à 74, 6 crises se sont succédées, avec une durée moyenne du cycle encore raccourcie: 5 ans.

Mais le fait saillant est que jusqu'à la crise mondiale de 74-75 on enregistre en fait des crises "avortées".

Il y a d'abord eu la récession américaine de 44-46 qui "exprimait la fatigue de la machine productive américaine après le puissant effort militaire accompli de 39 à 43"(22) et qui était donc davantage une conséquence immédiate de la guerre qu'un résultat du processus d'accumulation.

"Il y eut une autre récession, mais assez légère de 48 à 49 (la production industrielle baisse de 6,2 % et le PNB reste presque stable - NDLR) et elle fut résolue favorablement, quoique à une échelle plus petite qu'en 1939, par la grande affaire de la guerre de Corée (...). Une autre récession peu importante eût lieu en 53-54"(23): les indices de la production industrielle ne baissent que de 7,3 % et le PNB d'à peine 1,1 % (24).

Puis on eut la récession de 57-58 où l'indice de la production industrielle passa de 145 à 126, soit une chute de 13,2 % et enfin la crise de la production allemande, anglaise et américaine de 67-68, elle aussi de portée modeste et suivie d'une impétueuse reprise (25), et qui, comme toutes les vagues de récession du second après-guerre que nous venons de signaler, ne frappa que quelques uns des pays industriels en même temps.

Ce qui saute aux yeux, c'est que le cycle d'accumulation se déroule de façon quasi ininterrompue durant presque 30 ans.

A l'inverse le "vendredi noir" éclate 11 ans après la fin de la guerre, séparant en 2 moitiés l'entre-deux guerres.

Nous n'allons pas discuter ici en détail les mécanismes qui permettent à l'intervention étatique d'influer sur le cycle économique et de repousser dans le temps l'émergence de la crise capitaliste grâce aux finances publiques en général, et à la production militaire en particulier.

Nous voulons seulement souligner que le système capitaliste mondial a utilisé pour prévenir la crise les mêmes moyens dont il s'était servi après le krach de 1929 pour s'en sortir.

"Après 29 on chercha à surmonter la crise aux USA par un espèce de "nouveau modèle de développement". L'Etat intervient de façon massive dans l'économie (en s'appuyant aussi sur les syndicats) et lance de gigantesques plans d'investissements publics. On reconnaît aujourd'hui que tout cela n'eut que des effets secondaires sur l'économie qui en 37-38 plongeait de nouveau vers la crise: seuls les crédits en 38 pour le réarme-

ment purent amorcer une "vigoureuse" reprise et faire atteindre des maximums historiques de production" (26).

Mais l'endettement public et la production d'armements ne peuvent que freiner, mais pas éliminer la tendance aux crises. Constatons le fait qu'en 39 la guerre éclate pour éviter la chute dans une crise encore plus ruineuse, et que malgré le recours de l'Etat aux instruments anti-crisis à grande échelle dans ce second après-guerre, la crise a fini par éclater.

La grande crise d'avant la guerre dura 3 ans et elle fût suivie après 33 par une reprise qui conduisit directement à la guerre.

La crise actuelle se prolonge depuis une décennie, en faisant alterner des "reprises" et des récessions qui inexorablement barrent la route à la relance de l'économie et à la "sortie de la crise".

Les instruments anticycliques, qui ont retardé d'une vingtaine d'années l'éclatement de la crise agissent aujourd'hui pour en modifier le cours, en la rendant moins brutale mais aussi plus longue.

Il est indiscutable qu'à la base des 30 ans de prospérité capitaliste, se trouvent les gigantesques destructions de la guerre mondiale; mais il ne fait pas de doute que le poids accru de l'Etat en tant que capitaliste collectif et l'accroissement de la centralisation nationale et internationale ont joué un rôle significatif dans les modifications du cycle d'accumulation et du cycle de crises.

A la différence des années 30, aujourd'hui "existe un centre économique et financier dont la force d'attraction, la solidité, les réserves et la puissance financière peuvent retarder l'éclatement à l'échelle générale de la crise"; et ce centre, ce sont les Etats-Unis qui, grâce à qui "la surproduction existante à un degré infiniment plus grand que dans les années 30, peut être encore financée internationalement"(27).

Avec une politique de déficits permanents et d'intervention étatique dans l'économie, l'impérialisme mondial a réussi jusqu'ici à "gérer" la crise de façon à la ralentir et à en contenir les manifestations les plus brutales. Elle a été contenue dans une camisole de force qui l'a empêché d'exposer au coeur des métropoles impérialistes avec une force destructrice proportionnelle à l'importance de la surproduction, tandis qu'elle s'abattait essentiellement sur les pays de la "périphérie" capitaliste.

Cette allure générale du cours de la crise mondiale, avec la lenteur qui la caractérise si on compare avec celle de 29, dicte à son tour le temps de gestation de la guerre: il sera beaucoup plus long que celui qui vit la préparation du second conflit mondial.

La guerre ne découle pas en

effet immédiatement de la crise; s'il existe des "exceptions" à la loi de la baisse du rythme annuel de l'augmentation de la production, ces exceptions sont directement liées aux préparations des guerres mondiales, comme le démontrent les augmentations de 1906-1913 et de 1933-1937.

Ces périodes "présentent le trait commun d'être des périodes d'avant-guerre (...). Une augmentation de la production "en dehors de la règle" prépare la guerre impérialiste, au sens de Lénine"(28).

Le processus de relance droguée typique de l'économie de guerre, qui suit la crise, ne se dessine pas encore, et ceci dans une situation économique, qui, de récession en récession, est encore bien loin d'avoir épuisé la tendance à la dépression inaugurée en 74-75.

Si nous voulions déduire de façon purement arithmétique des rythmes d'accumulation et de crise, le temps qui va jusqu'à la guerre, il nous faudrait alors tripler la décennie 29-39 pour avoir une date plausible.

Il faudrait alors situer la date présumée de la maturité économique du conflit autour de la moitié de la première décennie du prochain millénaire (ou si l'on préfère, du prochain siècle) en estimant à encore une vingtaine d'années la gestation de la guerre mondiale.

Par rapport à l'avant dernière guerre mondiale, le cycle d'accumulation s'est en effet déployé sur une période non de 7 mais bien de 30 ans, tandis que les 3 ans de la crise de 29 sont devenus les 10 ans et quelques de la série actuelle de récessions.

Nous ne disons pas tout ceci pour prévoir des dates, mais pour donner une idée de ce que sont les rythmes historiques de la maturation du prochain conflit mondial au cours desquels se formeront les prémisses de la guerre.

Rythmes historiques, donc et pas nécessairement périodes chronologiques.

Le calcul que nous venons d'exposer présuppose que les rapports réciproques entre les différentes périodes du cycle (accumulation-crisis-reprise d'avant-guerre) restent constants; mais la crise de guerre pourrait être rapprochée dans le temps par une accélération de la reprise en conséquence de l'importante augmentation de la composition organique du capital; ou, au contraire, retardée par une nouvelle prolongation de la phase de crise économique.

Mais dans tous les cas, l'ordre de grandeur ne change pas: il se compte en décennies et non en une seule décennie.

La "prophétie" marxiste ne peut pas en dire plus, "prophétie" que nous n'avons pas cherché à inventer, mais qui a déjà été écrite:

"Il y aura une troisième guerre mondiale,

après une grande crise d'entre-guerres d'une portée comparable à celle de 29-32. Au cours de la reprise de la production qui la suivra, la force de la révolution sera une nouvelle fois mise à l'épreuve"(29)

Seule la force ouvrière internationale pourra les armes à la main dénouer l'alternative historique entre guerre et révolution avant que n'éclate le conflit ou pendant son déroulement.

9. MATURATION DU CONFLIT ET INDICE-ACIER

" Nous devons arriver à 1880 pour que les statistiques de la production mondiale d'acier deviennent éloquentes: époque de paix, et l'acier servait à faire des machines et des locomotives, des navires et des charrues, on le sait. Mais laissons un peu parler les chiffres.

Nous ne nous intéresserons qu'à 6 pays, parce que tous les autres ne comptent que pour le dixième de la masse totale produite dans le monde."

Nous suivons ici l'exposé d'un de nos "Fil du temps", "Sa Majesté l'Acier" de 1950, dont nous nous sommes déjà servis plus haut.

"Mais en 1880, 4 de ces pays suffisent. Nous trouvons en premier lieu la cotonière Angleterre avec un million trois cent mille tonnes d'acier par an, suivie de peu par les Etats-Unis d'Amérique avec un million deux cent mille, l'Allemagne, distancée, avec sept cent mille et la France avec 400. Total: 3.600.000 tonnes (...). Passent trente ans de paix bourgeoise (...). Nous arrivons en pleine époque de la concentration et de l'impérialisme, à l'époque de Lénine, à la gestation de la première guerre mondiale dans le ventre chaud du capitalisme.

Dans les statistiques de 1913 les quantités de 1880 sont devenues rien moins que vingt fois plus grandes. La population de la terre s'est accrue de 25 %; sa satisfaction par des biens de consommation utiles, nourritures, logements, habillement et mettons un peu de cet acier (même si la charrue pèse moins que la houe qu'elle remplace, la fraise moins que la lime, et ainsi de suite en tenant compte que les plumes d'acier ont remplacé les plumes d'oie pour le plus grand bien de la production de conneries), admettons qu'elle ait doublé, tout en déniaut à la bourgeoisie, même dans sa phase initiale, d'avoir accru le véritable bien-être. La disproportion entre les 2 rapports reste énorme. Est-il possible qu'elle n'ait aucune influence sur le déroulement des événements mondiaux ? Une cause d'une telle ampleur, significative mais certainement pas unique dans le cadre de la virulence du capital, ne suffit-elle pas à provoquer une profusion d'effets importants ?"

Le plus important de ces effets est le carnage mondial. Mais attention à 2 aspects: l'hyper-production sidérurgiste est mise à sa place, comme cause du conflit; et d'autre part le texte se réfère aussi, non à la sphère de la "volonté politique", mais à la virulence du capital, c'est-à-dire toujours à son hyper-production généralisée.

"La plus grande partie du chiffre de 71 millions de tonnes d'acier, est déjà en 1913 produite par les USA: 31 millions; 33 ans après, il y en a 20 fois plus. La Grande-Bretagne qui a perdu la première place a fait, avec un peu plus de 10 millions un bond moins important. Pendant ce temps l'industrialisme capitaliste a fait des pas de géant chez le troisième grand l'Allemagne, qui s'est intercalée entre les deux premiers avec 19 millions, en augmentation de 27 fois. La France a un peu plus de 5 millions. Et il nous faut ajouter 2 autres personnages: la Russie, avec presque 5 millions, et le Japon qui, vainqueur de cette dernière, se limite cependant à 200.000 tonnes par an.

Les possesseurs de ces masses métalliques organisées en monstres automoteurs se regardent féroceement pour l'appropriation de gisements minéraux, de charbon, de pétrole et de marchés de consommation."

La lutte est acharnée pour le double objectif du contrôle des matières premières et des marchés qui sont le débouché du surproduit. Mais les possesseurs de ces masses en subissent la dictature. Ce ne sont pas eux qui les bougent, ils obéissent au contraire aux impulsions qui en naissent; les tonnes inertes de métal recèlent une puissance sociale qui insuffle dans la matière inorganique, avec l'automotricité, l'apparence de la vie.

"Avec l'importance des chiffres de la production croît la concentration en grandes entreprises, l'alliance internationale entre celles-ci, la pression sur les masses laborieuses de l'industrie, sur les populations des pays non industriels : à partir d'observations Lénine recalcule les positions prévues par la théorie sur la trajectoire qui, parallèlement à la progression des indices de la production, voit croître la pression du pouvoir bourgeois, le dévoilement de la dictature de classe, le caractère esclavagiste de l'oppression salariée et de "l'oeuvre de civilisation" des races non-blanches. Il ne fait pas une analyse nouvelle; il démontre qu'est toujours vivante l'analyse de Marx, qui doit nous servir, à nous classe, à nous parti, jusqu'à ce que nous puissions écrire dans le registre des relevés d'observations: le capitalisme a été supprimé dans le monde entier; et encore: son répugnant cadavre a été enterré.

Ce n'est pas une nouvelle étape du capitalisme, une étape différente et imprévue,

c'est "la plus récente", et dans certaines traductions, la phase "suprême", celle qui est la plus proche de l'explosion, celle qui était attendue depuis si longtemps, celle qui n'était pas nécessaire pour augmenter notre haine, déjà totale, mais pour alimenter notre espérance."

Et suivent deux phrases qui méritent d'être soulignées parce qu'elles gravent la relation entre guerre et accumulation que nous nous sommes efforcés de définir dans les paragraphes précédents:

"Ce sont ces chiffres avec une ribambelle de zéros qui préparent la guerre et qui prennent la place des différentes Hélène et de l'accusation ingénue des différentes Troie."

Et encore, pour les durs d'oreille:

"La guerre à l'époque capitaliste, c'est-à-dire le plus féroce type de guerre, c'est la crise produite inévitablement par la nécessité de consommer l'acier produit, et de lutter pour le droit de monopole de la production supplémentaire d'acier."

L'épopée de l'acier se conclut dans la guerre mondiale:

" Avec ses nouveaux chiffres, le concurrent le plus affamé de débouchés et de colonies économiques et politiques, l'Allemagne, peut en Europe se mesurer à égalité avec ses rivaux. La production allemande égale celles de la France, de la Russie et de l'Angleterre mises ensemble. Nous sommes à la veille de la première guerre mondiale (...).

Le faux pacifisme bourgeois avait déjà été surpris par l'entrée dans la guerre de la soi-disant non-militariste Angleterre; il sera par la suite prouvé que cela avait été froidement prémédité par ses propres dirigeants.

Un nouvel événement vient bouleverser le rapport des forces: l'entrée en scène de l'autre champion de la "neutralité", de la "non-intervention", de la civilisation "non-militaire", qui jette dans les flammes de la lutte ses trente millions de tonnes; ces dernières ne pouvaient pas rester en sommeil. L'Allemagne est écrasée (...)."

Après la guerre "les hauts-fourneaux et les convertisseurs se remirent au travail dans le monde. (...) Les chiffres recommencèrent à grimper partout, et à la veille de la crise de 29 ils avaient dépassé l'avant-guerre: 108 millions dans les 6 pays considérés contre les 71 de 1913. La crise rejeta la production aux alentours de 40 millions en 1932. Une crise économique importante donc mais la crise politique avait déjà connu son paroxysme et le capital mondial avait pu le surmonter. Ces centres dirigeants en savent suffisamment sur l'analyse et la perspective: avant une nouvelle crise qui serait à la fois politique et économique, il y eut une nouvelle guerre mondiale.

En 38-39 le vacarme des aciéries bat son plein. Nous avons largement dépassé les 100 millions de tonnes par an(souligné par nous-NDLR)"

Le chiffre de 38 est de 109 millions de tonnes, quantité légèrement supérieure à celle de 29; en 39 la production se hissera à plus de 116 millions pour les 6 pays. Que signifient ces chiffres ?

- Que le moteur de la "vigoureuse" reprise d'avant-guerre est la production sidérurgique c'est-à-dire la production d'armements.

Après la deuxième guerre "l'Allemagne n'avait pas le droit de produire plus de 7 millions et demie de tonnes et dans les faits on ne lui autorisait que 5,8. A comparer à la moyenne normale de 14, mais surtout au maximum de 23 (il s'agit du niveau de 38-39, NDLR). En faisant cela, le monde de l'économie industrielle nous donne acte qu'il reconnaît que près des 3/4 de son potentiel mécanique est destiné aux massacres de guerre" (souligné par nous).

"Des 1946 la course reprend; accélérée en 47, au moment où commence la "tension", elle a reçu en cette fin 1950 une nouvelle et puissante accélération (...). En 47 les 6 grands pays ont produit au moins 125 millions de tonnes, bien que le Japon soit descendu à seulement un million (contre les 5 de 1939-NDLR). La Grande-Bretagne était à son maximum de 1939: 13 millions (...). La France au niveau de 1938, 6 millions, l'Allemagne écrasée à seulement 3 millions; la Russie à près de 21 millions en 45 (un peu plus que le niveau d'avant-guerre de 19 millions-NDLR) prévoit avec son plan 1946-1950 d'atteindre 24,5 millions par an, soit un quart de plus du maximum d'avant-guerre. Et les Etats-Unis ? Contre les 29 millions de 1929 et les 47 millions de 1939, ils en ont produit 60 en 46, plus de 77 en 47, 82 millions en 48 et ces derniers temps ils sont pris d'une frénésie industrielle qui les conduira à tout le moins à produire autant d'acier que ce qu'en produisait le monde entier à la veille de la guerre."

C'est en 1967 que les USA vont atteindre 115 millions de tonnes d'acier, autant que la production mondiale d'avant-guerre. Au deuxième rang figure la Russie avec ses 102 millions. Nous sommes dans la phase dite de "l'équilibre de la terreur" et en effet les énormes masses métalliques sont dans une position d'équilibre réciproque. Les autres suivent, nettement distancés, aux franges du condominium russo-américain: le Japon avec 62 millions, la RFA qui frôle les 37, la Grande-Bretagne avec 24 - chiffre qui souligne son déclin irrésistible - et la France avec 19 millions de tonnes d'acier.

L'augmentation par rapport à 1939 est supérieure à 100 % pour tous les pays, avec deux exceptions, de signes opposés: l'Allemagne qui ne réussit pas à doubler son indice

de production (mais il faut se souvenir que son potentiel productif a été démantelé en raison du démembrement de son territoire); et l'URSS dont l'indice-acier a augmenté de plus de 5 fois.

En 20 ans de paix capitaliste, les 6 grands considérés ensemble ont triplé leur production: 125 millions en 47 et 360 millions en 67. Nous sommes bien loin du rythme de croissance du capitalisme jeune; mais les quantités qui se multiplient sont devenues vraiment gigantesques.

Mais nous sommes arrivés au moment où il faut prendre en considération toute la production mondiale, car les pays autres que les "6 grands" de la sidérurgie prennent de plus en plus d'importance. En 1967, ils produisaient déjà 20 % de l'acier mondial.

La production mondiale totale aligne les chiffres suivants: 424 millions en 64, 444 en 65, 459 en 66 et 448 en 67. Les indices vont continuer à grimper de façon presque ininterrompue jusqu'en 1974, année record de la production sidérurgique et veille de la crise.

1974	acier (millions de tonnes)
Monde	708,8
USA	132
Japon	117
CEE	155
CAEM	213
Tiers	
Monde	45

En 1974 commence la crise de l'acier, en même temps que la crise économique générale et on a donc une chute générale de la production; il faudra attendre 1978 pour que la production dépasse le record de 74 avec 712,5 millions de tonnes.

Mais les USA sont à 123 millions (- 6,4 % par rapport à 74) et la CEE est à 132,4 (- 14,9 %). Ceux qui progressent sont les pays du dit "Tiers-Monde" et les pays de l'Est (CAEM). Leur part de la production mondiale d'acier est passée entre 74 et 78 respectivement de 6,4 à 9,9 % et de 30,6 à 34,2 %. C'est la fin du "bipolarisme" exprimée par les indices-acier.

Par rapport à l'avant-guerre le parallélisme est clairement entre les indices de 29 et ceux de 74, années de record qui précèdent immédiatement la chute.

Mais en 1978, bien que la production mondiale ait atteint à nouveau les chiffres d'avant la crise, les principaux pays impérialistes, à part l'URSS, ont encore des pourcentages négatifs par rapport à 74. Nous sommes encore bien loin d'enregistrer une augmentation semblable à celle constatée à la fin des années 30, sans parler du record de 1939.

Passons à des chiffres plus récents.

En 1984 la crise sidérurgique est tout sauf terminée, une décennie après son début. La différence avec l'autre avant-guerre saute aux yeux: alors, après exactement une décennie, "le vacarme des aciéries battait son plein".

1984	tonnage d'acier
Monde	710
USA	84,5
Japon	105,6
CEE	120,2
CAEM	214,2
Chine et	
Coree du N.	50,2
Autres	135,3

Par rapport à 1978 la production mondiale a reculé et les chiffres tournent autour de valeurs pré-crise sans qu'apparaisse une tendance à la reprise.

Il faut noter en particulier la chute de la production américaine, qui est revenue au niveau de 1948. CEE et Japon sont encore au dessous de 1974; la crise sidérurgique tend à s'aggraver dans les citadelles américaine et européenne de l'impérialisme.

La tendance enregistrée en 78 se confirme: la production russe croît et davantage encore celles de la Chine et d'autres pays à jeune capitalisme (de 74 à 84 le CAEM passe de 185 à 214 millions de tonnes, Chine et Coree du Nord de 30 à 50,2 et les autres pays, de 83,6 à 135,3 millions de tonnes); la production sidérurgique des principaux pays impérialistes occidentaux recule sous le poids de la crise mondiale.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer du mouvement des indices d'acier ?

La confirmation des conclusions déjà tirées de l'évolution générale de la crise: nous sommes entrés dans une avant-guerre destinée à se conclure à une échéance non brève, de l'ordre de grandeur de décennies et la phase de la précipitation finale du conflit n'a pas encore commencé.

Mais depuis les années 50 beaucoup de choses ont changé dans la technologie de la production militaire. L'importance de l'acier s'est réduite dans la production et on emploie de plus en plus des alliages d'autres métaux.

Il n'est donc plus possible de considérer l'acier comme un indice suffisant pour indiquer l'évolution de la préparation matérielle d'un nouveau conflit généralisé.

Si nous examinons une série d'autres indices, nous y trouverons cependant une nouvelle confirmation du fait que la crise est encore loin d'avoir épuisé ses effets et que la reprise "vigoureuse" d'avant-guerre se fait encore attendre.

Les chiffres dont nous disposons pour la production de minéraux utilisés dans des alliages métalliques sont des moyennes 71-75, qui sous-estiment le niveau pré-crise de 74, et un chiffre d'après la crise.

NICKEL: de 732.000 T. à 733.540 T. en 1980 donc stagnation de la production.

CHROME: de 7.038.400 T. à 4.229.000 T. en 1980: chute importante.

MANGANESE: de 22.425.800 T. à 10.218.000

MOLYBDÈNE: augmentation de 82.800 T. à 109.784 Tonnes.

TUNGSTÈNE: augmentation importante, de 37 700 T. à 60.753 Tonnes.

(1) cf "Struttura economica della Russia d'Oggi", p. 253-268.

(2) "Imprese economiche di Pantalone", Ed. Iskra, p.35.

(3) Ibid., p. 37.

(4) K.Marx, "Grundrisse", vol.1, p.73. Ed. 10/18.

(5) Ces positions sont en particulier soutenues, en Italie, par "Autonomia Operaia".

(6) "Dialogue avec Staline"

(7) ibid.

(8) ibid.

(9) ibid.

(10) ibid.

(11) "Homicide des morts", in "Espèce humaine et croûte terrestre", Ed. Payot.

(12) ibid.

(13) Bases d'adhésion à l'organisation, 1952, in "Il Comunista" n°3-4, juillet 85.

(14) "Sa Majesté l'Acier", Fil du Temps publié dans le n°18/1950 de Battaglia Comunista

(15) Manifeste du PCInt., p.3.

(16) "Olympiades de l'Amnésie" 1952.

(17) Manifeste du PCInt.

(18) "Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique et dans la doctrine de Marx. 1ère Partie: l'expansion historique du volume de la production industrielle", § 9: "Déclin de la période idyllique" in "Il Programma Comunista" n°17/1957.

(19) Ibid.

(20) "Le cours du capitalisme...", art. cit., § 21: "Histoire mondiale de l'industrie" in "Il Programma Comunista" n°23/1957.

(21) ibid., § 47: "Produit brut national" in "Il Programma Comunista" n°7/1958.

(22) ibid. § 44: "Le diagnostic de la crise aux USA" in "Il P.C." n°7/1958.

(23) ibid.

(24) "Le cours du capitalisme...", art. cit., § 47, "Il P.C." n°7/1958.

(25) Réunion Générale du parti, avril 69. "Cours de l'impérialisme mondial", compte-rendu in "Il P.C." n°8/1969.

(26) "Armements. Un secteur qui n'est jamais en crise", "Quaderni del Programma Comunista", juin 1977.

(27) "Politique économique bourgeoise en temps de crise: 1929-1981" in "Il P.C." n°22/1981.

(28) "Le cours du capitalisme...", art. cit. § 5, in "Il P.C." n°17/1957.

(29) ibid., § 9 in "Il P.C." n°17/1957.

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

SOMMAIRE :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

COMMANDE AU ED. PROGRAMME, AU PRIX DE 50FF, 280FB, 25FS, 20000LI.

La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte

Dans la seconde moitié de 1982 et en 1983 le Parti Communiste International (Programma Comunista), notre parti, a connu la crise la plus violente et la plus grave de son histoire qui a conduit à son éclatement. Les sections territoriales et nationales qui le constituaient n'existent plus comme sections d'une même organisation; certaines se sont auto-liquidées, d'autres se sont organisées en groupes distincts. Quelques-unes ont été déchirées par une lutte interne qui a tendu à se transformer en polémiques personnelles, étrangères à ce qui est une lutte **politique**, même dure, entre camarades.

Une dégénérescence de type activiste et anti-parti a finalement clos une première phase historique de la formation et du développement du parti. Et il serait tout simplement liquidateur de considérer sans intérêt et inutile cette phase à cause de la faillite de l'organisation formelle, ou de juger cette faillite inévitable à cause de supposés "vices d'origine" dont auraient souffert la Gauche d'Italie dès les années 20 et en particulier les "bordiguistes" après la deuxième guerre mondiale.

Certains groupes n'ont rien trouvé de mieux pour "démontrer" qu'ils sont les "véritables héritiers", les "véritables continuateurs" de la Gauche communiste, que le fait de ne pas avoir subi de crises aussi profondes que celle de notre ancien parti.

L'argument, rien moins que neuf, à l'appui de ces thèses, serait à trouver dans le sectarisme qui aurait toujours marqué la Gauche et Bordiga en particulier.

Avec la crise de 82-83 du parti fondé sur les thèses de la Gauche communiste d'Italie, et dans lequel Amadeo Bordiga, aux côtés de nombreux militants de l'ancienne Fraction de Gauche du P.C. d'Italie à l'étranger, a milité jusqu'à sa mort, on a cru ici ou là, être heureusement débarrassé d'un groupe politique qui avait fait de la continuité théorique, programmatique et de praxis l'axe fondamental de son existence et de son activité, que seule l'immaturité politique et théorique ainsi que l'attitude putassière de flirter avec n'importe quel groupe pour accroître le nombre de ses membres ou pour des raisons de "prestige" peut faire prendre pour du sectarisme.

Concevoir un parti comme un objet indéformable, inaltérable, prêt à tous les usages, ou comme une entité qui vit dans la pureté de sa théorie, dans la perfection de son idéal, relève d'une vision métaphysique des choses ou d'une conception personnaliste et utilitaire de l'organisation.

Pour la conception non opportuniste, matérialiste, le parti est à la fois un "produit" de l'histoire de la lutte des classes et un "facteur" des luttes à venir qui convergent vers l'objectif unique de la prise du pouvoir, de la dictature du prolétariat et du communisme.

Si nous devons prêter l'oreille aux "théories" et aux "démonstrations" de tous ceux qui n'ont cessé d'attaquer le dogmatisme bordiguiste tout en pillant des concepts, des analyses, des évaluations, dans le travail théorique et de bilan historique réalisé par notre parti, pour tenter de faire tenir debout leurs propres élucubrations, nous ne pourrions arriver qu'à une seule conclusion: l'abandon du marxisme. En effet le marxisme doit être accepté en bloc, dans sa totalité, sans conditions ni réticences, sinon on le déforme nécessairement avant de le renier pratiquement.

Si nous devons faire découler des succès ou des échecs du parti formel un jugement sur l'exactitude de la théorie marxiste et de son application, nous devrions jeter aux orties la forme-parti comme organisation spécifique de la lutte révolutionnaire de classe; étant donné la faillite de l'Internationale communiste lors du dernier cycle révolutionnaire et la capitulation de la plupart de ses dirigeants devant le stalinisme, nous devrions nous arracher du coeur et de l'esprit tout ce qu'a historiquement signifié la lutte de générations entières de prolétaires et du mouvement communiste international, comme tente de le faire l'opportunisme depuis qu'il existe.

Notre orientation est radicalement différente.

Nous partons du point de vue, **irréfutable** pour le marxisme, de la nécessité historique et actuelle de la formation

du parti de classe prolétarien; nous opposons à toute interprétation démocratique, spontanéiste, nationale, sectaire ou abstraite du parti révolutionnaire, la conception de sa formation comme organe unique, monolithique, impersonnel, de la révolution communiste internationale. S'il n'avait pas cette tâche historique de diriger la révolution et la dictature prolétarienne, le parti communiste, c'est-à-dire le **parti de classe**, n'aurait aucune nécessité d'exister; il ne serait rien d'autre qu'un des innombrables "partis ouvriers bourgeois" qui pullulent de par le monde.

La conception historique et dialectique du parti de classe exclut de théoriser de nouvelles voies et de nouvelles méthodes qui garantissent que le **parti historique** - c'est-à-dire la théorie communiste - s'incarne dans un **parti formel** - c'est-à-dire l'organisation physique et agissante des militants communistes - immunisé contre les erreurs, les crises et les échecs.

Ces aspects font partie de la vie pratique et réelle de toute organisation politique; ils doivent être décelés, affrontés, combattus, expliqués et surmontés dans une bataille politique qui ne s'arrête jamais, pas même à l'intérieur de l'organe-parti. Et la possibilité de remporter cette bataille réside dans la cohérence avec la continuité idéologique du marxisme révolutionnaire que les générations qui ont constitué une vieille garde transmettent à une jeune garde.

Pour éviter l'apparition et l'éclatement de crises dans le parti, il n'existe pas de recettes ni d'expédients. Il est vétilleux d'en chercher: on aboutit inévitablement à l'activisme, ou à son contraire, l'attentisme, déviations qui ont toujours existé dans le mouvement révolutionnaire et qui n'ont pas peu contribué à la destruction de notre ancienne organisation.

A la base de la formation et du développement du parti communiste révolutionnaire - comme de ses déviations - il y a des facteurs d'ordre objectifs, identifiables de façon déterministe: les conditions historiques des heurts et le rapport de force entre les classes, le développement économique et social des différents pays et des différentes aires, la tradition de classe existante.

Les facteurs d'ordre subjectif, eux aussi **déterminés** par les conditions historiques des affrontements entre les classes et par les traditions de classe existantes, peuvent favoriser la continuité, la résistance, la résolution des difficultés que rencontre inévitablement le parti révolutionnaire dans son activité à contre-courant. Mais elles peuvent de même favoriser sa faiblesse, sa fragilité. Et quand nous parlons de facteurs subjectifs nous **ne** pensons **pas** aux individus, aux "personnalités" qui peuvent militer à un moment donné dans l'organe-parti; nous

avons en tête au contraire l'unité organique des forces qui intègrent leurs capacités et leurs volontés de lutte dans une organisation consciente et volontaire. Loin de toute conception abstraite, métaphysique, nous ne nions pas la fonction des chefs et de la "personnalité" dans l'histoire; mais cette fonction est indissolublement liée au mouvement déterministe et impersonnel des forces sociales et à leur lutte tout au long d'un arc historique qui dépasse la vie personnelle du militant individuel ou même de générations entières. Marx, Engels, Lénine ont été l'expression de forces historiques, progressives par rapport au capital, plutôt que la manifestation de génies isolés, comme avant eux l'ont été Cromwell ou Robespierre par rapport à la féodalité.

De tout ceci nous n'en déduisons pas que ce que "fait" ou "ne fait pas" l'organe-parti dans une période historique donnée est tout ce qu'il peut faire ou ne pas faire, parce que tout est déterminé et que rien ne peut être "modifié par la volonté". La seule chose qui justifierait alors l'existence du parti serait la "conservation de la théorie" dans l'attente de la venue d'un grand personnage, d'un Lénine futur, à qui l'on remettrait le précieux coffret contenant le trésor intact.

Cette conception est au fond typique de "l'attentisme" et de l'immobilisme qui idéalise un parti communiste abstrait, avant d'idéaliser un Lénine concret, ou l'inverse. Elle est en fait opposée à la conception du parti comme unité de conscience et de volonté, comme force agissante dans l'histoire, donc non pas seulement comme "produit", mais aussi comme "facteur" de l'histoire. Elle transforme la défense du marxisme en une stérile répétition de thèses sans être capable d'en saisir l'esprit, et conçoit la formation du parti révolutionnaire comme un processus de lente décantation de révolutionnaires purs, ce qui nie au marxisme sa caractéristique fondamentale de **bataille de classe** et de **guide pour l'action**, et nie au parti son trait essentiel d'organisation qui **agit** dans la réalité sociale, au sein du prolétariat, selon ce guide et qui, **pour cette raison** et dans cette action, représente aujourd'hui la société de demain, le communisme. Même si les conditions historiques contraignent le parti à n'être qu'un groupe minuscule de militants et réduisent son action à une activité épisodique, il ne doit jamais s'interdire par principe d'**agir en tant que parti**, comme une organisation qui assume les tâches de la lutte de classe et de son développement.

Par ailleurs nous ne concluons pas non plus que le parti doit être un "instrument" de la "conscience" et de la "volonté" des militants qu'il regroupe à un moment donné.

Nous ne concevons pas le parti en fonction des résultats pratiques que son "utilisation" peut donner à une certaine échéance.

Cette conception est celle de l'activisme et de ses mille variantes, qui fragmente la théorie en pièces détachées pour pouvoir en utiliser les morceaux qui paraissent les plus "adaptés" à un moment donné; qui transforme la lutte de la classe ouvrière en un processus à "mettre en mouvement" quand ses "avant-gardes" se croient prêtes au saut révolutionnaire; qui transforme le parti révolutionnaire en un "laboratoire politique" où les différents individus plus ou moins géniaux élaborent des théories, des programmes, des tactiques ou des plans d'action adaptés à l'idée que ces "avant-gardes" se font de la révolution et du communisme.

Notre organisation a toujours consacré beaucoup de temps à l'étude des déviations du marxisme et des courants opportunistes; leur critique impitoyable a toujours été un élément fondamental de la bataille de notre parti, même si l'ennemi **principal** est le capitalisme et la classe bourgeoise. Mais cela n'a pas empêché, et cela ne pouvait empêcher, que notre parti ait été frappé d'une fièvre activiste et rongé par des déviations indifférentistes. Un parti est un organe vivant qui réagit aux agressions opportunistes et anti-parti avec les anti-corps que sa formation et la situation sociale dans laquelle son activité se déroule lui ont permis d'élaborer. En tant qu'organisation formelle, il est exposé à la possibilité des erreurs, des échecs, de la mort.

Les forces qui restent sur le fil historique de la continuité idéologique et pratique avec le marxisme et avec la bataille de classe du mouvement communiste international doivent affronter les crises du parti de classe et en faire le bilan pour pouvoir reprendre, continuer, réorganiser une activité de parti avec une orientation correcte. Tous ceux qui se trouvent et qui se reconnaissent sur ce fil historique peuvent objectivement contribuer à ce bilan.

Pour ce qui est plus particulièrement du parti d'hier, nous mettons en avant non seulement la nécessité de se raccorder au fil historique qui le reliait à la bataille de classe de la Gauche communiste, indispensable à la reformation du parti de classe, mais aussi la nécessité de se raccorder à l'effort d'activité militante accompli durant ses 30 années d'existence, effort particulièrement difficile à cause des conditions objectives extrêmement défavorables à la lutte révolutionnaire et même à la simple lutte de défense des intérêts immédiats du prolétariat.

Il ne s'agit pas de répondre à une quelconque attache de

type sentimental envers les années de militantisme au sein de l'ancienne organisation, ou de chercher une espèce de revanche sur les "coups du sort" qui l'auraient frappée. Au delà de tout esprit de boutique, de tout patriotisme de parti, nous sommes persuadés que la contribution réelle de l'ancienne organisation ne se trouve pas dans le travail de tel ou tel militant - s'appellerait-il même Amadeo Bordiga - mais dans l'effort organisé pour agir dans une réalité défavorable et contre-révolutionnaire **comme parti de classe**, tout en sachant que le développement organisationnel pouvait être un échec: l'essentiel était de transmettre à la lutte de classe révolutionnaire future un acquis non seulement théorique mais aussi de praxis et d'activité organisée.

Grâce à ce travail, il existe aujourd'hui un patrimoine théorique et d'expérience pratique qui permet de relier l'activité des révolutionnaires actuels et futurs au patrimoine, bien plus important, mais déformé par l'opportunisme et oublié de la classe ouvrière, des luttes du prolétariat international et du mouvement communiste. Il ne s'agit pas d'une "propriété privée", d'une "exclusivité" d'un groupe, ni d'un secret à conserver pour des temps meilleurs; ce patrimoine fait partie de la lutte impersonnelle du mouvement communiste mondial, accessible à tous ceux qui, poussés à embrasser la cause du prolétariat révolutionnaire, entendent devenir des **soldats de la révolution**;

De ce point de vue nous n'avons jamais cherché à nous faire passer pour les "véritables" ou les "seuls" héritiers et représentants de la Gauche communiste; le parti de classe, compact et puissant de demain est l'objectif pour lequel nous travaillons. Mais ce sera l'histoire, c'est-à-dire le heurt des forces sociales, le développement de la lutte entre les classes, la lutte politique entre les partis et aussi entre les organisations qui se prétendent marxistes, qui décidera qui est le parti de classe, le seul capable de diriger le prolétariat jusqu'à la révolution et la dictature de classe. L'exemple du parti bolchévique est là pour le démontrer.

* * * *

Le travail que nous présentons ici et qui a déjà été publié en italien par notre journal "Il Comunista", n'a pas l'ambition de faire une espèce d'histoire de l'organisation "Parti Communiste International". Il a le but de tirer un bilan **de l'intérieur** de la dernière crise de notre parti, et de jeter les bases d'un bilan plus complet de sa trajectoire et de son activité pendant plus de 30 ans. C'est un travail fait dans l'esprit d'une bataille politique en défense du programme communiste,

patrimoine historique et militant de la bataille de classe du marxisme et de la Gauche communiste, avant même la bataille en défense d'une organisation formelle spécifique car la crise avait mis en jeu ce patrimoine lui-même.

Relever **le défi** lancé objectivement par les événements de la réalité sociale et de l'histoire de notre organisation de parti, signifiait pour nous livrer cette bataille à l'intérieur de l'organisation tant que c'était possible, et dans un travail ensuite de reconstitution du parti sur la base du bilan politique de ce que nous avons appelé la première phase de la formation du parti de classe, dans la période de l'après-guerre mondiale.

La bataille interne contre le liquidationnisme de type mouvementiste n'était pas séparée de la lutte contre les tendances attentistes et indifférentistes qui contribuèrent jusqu'au bout à la désagrégation du parti. Si la déviation activiste et mouvementiste a joué indéniablement le rôle de **détonateur** de la crise, il aurait cependant été vain de s'y opposer en négligeant la bataille contre la déviation attentiste qui, comme un cancer, a affaibli les défenses théoriques, politiques et organisationnelles d'un parti qu'elle idéalisait, facilitant ainsi une réaction activiste et, en fin de compte, la dégénérescence complète de l'organisation qui avait épuisé ses défenses "immunitaires".

Ce travail se limite à relier la crise à la trajectoire réelle politique et pratique, de l'organisation dans son effort constant de restauration et d'assimilation de la théorie et d'activité en vue d'établir un contact non épisodique et non fortuit avec les secteurs les plus sensibles et les plus combatifs du prolétariat.

Toute cette première phase de formation et de développement de l'organisation "Parti Communiste International" a été objectivement consacrée à **reconstituer les bases** de la formation du parti à l'échelle mondiale, de l'Internationale de demain: bases théoriques, programmatiques, politiques, tactiques, organisatives. L'oeuvre de restauration théorique du marxisme, indispensable pour renouer le fil rouge du mouvement communiste international, tranché par la contre-révolution, et indispensable pour reconstituer une force révolutionnaire organisée en parti, ne pouvait pas être accomplie d'une façon substantiellement différente de celle suivie par la Gauche communiste "d'Italie" et par son représentant le plus cohérent, Amadeo Bordiga.

Sans un bilan tout à la fois historique, théorique et politique de la contre-révolution stalinienne et internationale, sans un travail de reprise des fondements du communisme révolution-

naire et d'évaluation critique de toutes les questions centrales du parti de classe (le parti comme organe spécifique de la révolution et de la dictature de classe, la question de la tactique la question syndicale et des organisations économiques du prolétariat, la question nationale et coloniale, la question de la démocratie et du fascisme, de la révolution et de la dictature, de la transformation économique socialiste, phase "inférieure" du communisme, de l'économie marxiste et de l'économie contre-révolutionnaire, la question du "socialisme dans un seul pays", de la nature de la Chine et de l'URSS, etc.), sans un travail de rétablissement des méthodes et des moyens classistes, en plus des objectifs, de la lutte ouvrière, de rétablissement de la praxis et des critères d'organisation du parti et leur application même à échelle réduite, sans une lutte tenace et acharnée contre toutes les déviations opportunistes, sans tout cela il ne pourrait y avoir une véritable restauration théorique du marxisme après le triomphe écrasant de la contre-révolution.

Le fait que ce travail gigantesque ait été réalisé avec des forces numériques extrêmement réduites a toujours été un motif d'orgueil pour le parti; mais ce qu'il faut comprendre est qu'il n'a pu être possible que parce que ces forces étaient **organisées en parti**. Aucun penseur solitaire ou "désarmé", aucun groupe de discussions, aucuns colloques ou aucunes conférences internationales n'auraient pu - ni ne pourraient - réaliser ce travail. Il y fallait une organisation de militants révolutionnaires, à caractère de parti, qui réponde aux principes invariants du marxisme et à leur correcte revendication et qui soit ainsi capable de renouer avec le marxisme révolutionnaire.

Ce qui distingue surtout ce travail de restauration théorique de celui accompli par Lénine par rapport à la deuxième Internationale, c'est la situation historique. La période de Lénine allait vers l'ouverture d'un cycle révolutionnaire international; la période pendant laquelle a travaillé notre parti était profondément et durablement contre-révolutionnaire. Cela n'a pas empêché la petite organisation qu'a toujours été notre parti d'hier, d'assumer pourtant ce travail **sans attendre** des temps plus favorables.

Sur la plan programmatique il n'y eut pas besoin d'élaborer ex-novo un autre programme: la continuité de la bataille de classe fut possible depuis la première guerre mondiale à l'Internationale communiste et à la formation du P.C. d'Italie; elle se poursuivit dans la lutte contre la dégénérescence de ces organisations à leur intérieur, puis à leur extérieur en

Italie et surtout dans l'émigration jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, permettant de se référer directement au programme du PC d'I. de 1921 et de lui adjoindre en pleine cohérence les points correspondant aux événements historiques.

Sur le plan politique il fut nécessaire de mener une lutte tenace contre deux déviations particulières: le "socialisme national" et la "voie démocratique au socialisme". Ces déviations caractérisaient ce que les textes du parti appelaient la troisième vague historique de l'opportunisme. En faisaient et en font partie toutes les écoles qui falsifient le marxisme en le transformant en simple interprétation parmi d'autres du capitalisme et du socialisme. Contre elles, notre parti revendiqua et démontra l'invariance historique du marxisme et l'invariance de l'opportunisme, marqué pourtant par sa dépendance constante de l'actualité pratique immédiate.

Sur le plan de la tactique, en lien avec les thèses tactiques de l'I.C. (1921) et les thèses du PC d'I. (1922-26), notre parti défendit cette orientation et la nécessité de **fixer** des normes tactiques valables pour toute une période historique, dépendant étroitement du programme politique et de "l'analyse concrète des situations concrètes". Cette orientation ne nie pas, mais requiert la définition de tâches tactiques spécifiques, partielles, correspondant à l'action dans les différentes aires géo-historiques et au développement de la lutte de classe, du rapport des forces entre les classes et de l'influence du parti.

C'est ainsi que, pour donner quelques exemples, a été réaffirmé le refus de la participation aux élections, aux Parlements et à la vie politique démocratique, même d'une participation "à la Lénine", avec l'objectif de **détruire** les parlements bourgeois de l'intérieur. De même le parti a réaffirmé la tactique syndicale qui ne refuse pas par principe le travail au sein des syndicats - même les plus réactionnaires, ainsi que le disait Lénine à propos des syndicats de Soubatov - mais dont l'objectif est de contribuer pratiquement à la réorganisation de classe du prolétariat, contre la politique et la pratique de l'interclassisme, indépendamment des intérêts immédiats et généraux de la bourgeoisie et de son économie. Il a réaffirmé l'objectif central d'établir un lien durable avec la classe ouvrière et ses couches les plus combattives pour la défense des intérêts immédiats, avec des actions et des indications qui favorisent l'unification des luttes, la solidarité entre les catégories, la capacité d'organiser et de défendre les luttes et les organismes de lutte. Notre parti a aussi réaffirmé la ligne tactique pour les colonies et semi-colonies qui contient des tâches démocratiques et nationales, mais **ne se limite pas à elles**.

Sur le plan de l'organisation interne de parti, en concordance avec ce que la Gauche avait affirmé en 1921 à propos du centralisme organique et en concordance avec sa lutte contre les méthodes administratives, contre le despotisme bureaucratique qui ont caractérisé la dégénérescence de l'Internationale, le principe du **centralisme organique** fut revendiqué à la place de la formule du "centralisme démocratique" comme répondant le mieux à la lutte **anti-démocratique** du marxisme, non seulement pour ce qui est des principes, mais aussi pour la praxis du parti.

Le terme **centralisme** exprime le caractère unitaire, homogène, unidirectionnel de l'organisation révolutionnaire, comme le sera la dictature de classe. Le terme **organique** exprime le caractère d'unité de conscience et de volonté qui distingue le parti révolutionnaire de tout autre et où la discipline des militants est la conséquence - et non la condition - de l'homogénéité et de l'accord programmatique et politique.

Il serait cependant erroné de voir dans ce principe une formule pratique et directe d'organisation. Il doit servir à tracer la formule organisationnelle adaptée à la réalité des forces du parti, de son activité, de son influence sur la classe.

L'ancien parti a connu plusieurs polémiques sur l'interprétation et sur l'application de ce principe. En 65-66 une scission se fit même sur ce point, en reprenant la formule du "centralisme démocratique" contre le "centralisme organique" accusé de camoufler la "dictature personnelle" du ou des "chefs".

Dans la dernière crise la formule démocratique fut réintroduite soit par ceux qui voulaient liquider le parti avec un vote de la majorité, soit par ceux qui voulaient un parti représentant l'activité de ses sections et de ses militants; ou encore par ceux qui tout en jurant fidélité au principe du centralisme organique refusaient d'adhérer aux orientations d'activité et d'action pratique en soumettant toute directive à leurs critiques et leurs opinions personnelles.

Ni alors, ni après, on ne comprit que le principe du centralisme démocratique met au premier plan une méthode de fonctionnement centraliste dont le caractère organique n'est pas le point de départ, mais le point d'arrivée. Ce qui signifie qu'on ne peut arriver à sa pleine réalisation que dans certaines conditions, objectives et subjectives, comme d'ailleurs pour tous les principes du communisme (révolution, conquête du pouvoir, passage au socialisme, etc.).

La différence entre nous et ceux qui, tout en partant de nécessités indiscutables (défendre la théorie contre les dangers de déformation, agir dans la réalité concrète

en tenant compte de ces dangers) sont tombés dans des positions, puis dans des théorisations liquidatrices , réside avant tout dans la conception du parti de classe, de sa formation et de son développement. C'est pourquoi la scission d'avec toute variante de liquidationnisme était nécessaire, même au prix d'une réduction drastique du nombre de militants.

Le travail de bilan des crises et de la trajectoire du vieux parti est au centre de notre activité de reconstitution du parti de classe, et cela pour deux raisons:

- par responsabilité envers tout le travail de notre parti et donc par responsabilité envers les militants qui le constituaient et vers les sympathisants ou les simples lecteurs qui le suivaient;

- par nécessité objective de "reprendre la route" vers la formation du parti de classe mondial, compact et puissant de demain, dans la clarté de l'analyse politique de ce que l'activité de notre organisation contient à cet égard de non caduc, d'indispensable. Si on peut parler d'expérience historique à propos de cette organisation, alors il faut pouvoir en faire une évaluation, un bilan qui en tire les leçons utiles pour l'avenir.

Absolument étrangers, donc, à l'arrogante prétention d'être les héritiers "légitimes" d'une expérience historique qui appartient en fait au mouvement communiste international, nous sommes cependant convaincus que cette expérience - qui contient et continue la bataille de classe marxiste menée par la Gauche communiste "d'Italie" - est indispensable à la formation du futur parti communiste mondial.

C'est dans cette perspective que nous inscrivons notre activité, en espérant que d'autres éléments, d'autres prolétaires conscients convergeront avec notre objectif.

* * * *

QUE SIGNIFIE TIRER LE BILAN DES CRISES DU PARTI ?

Pour nous cela n'a jamais voulu dire remettre en question le programme, les principes et les thèses fondamentales du parti. Et cela n'a pas d'avantage signifié le rejet de la tradition politique et militante de notre courant, la Gauche communiste internationale, avant même d'être "italienne".

Mais, surtout en regard de la crise explosive de l'organisation en 82, cela a signifié et signifie un examen ample et approfondi de l'application des lignes programmatiques et politiques spécifiques de notre parti, dans la dynamique réelle d'une activité qui cherchait à établir un contact avec la classe et avec les problèmes relatifs à la reprise de la lutte de classe, et dans la dynamique réelle de la situation objective des affrontements entre les classe.

Il est clair pour nous que l'examen de cette application doit toucher tous les secteurs de la vie politique et de l'activité pratique du parti, et en particulier le secteur de la tactique et de l'organisation.

Il ne s'agit pas de formuler un nouveau programme du parti, ni de découvrir un raccourci pour arriver plus vite à l'objectif révolutionnaire, ni de chercher dans les expériences contingentes un nouveau mode d'organisation du parti.

Le bilan n'est donc pas une mise en cause des fondements théoriques de notre parti, mais leur reconfirmation et leur réaffirmation à la lumière même de la défaite; et reconfirmation avant tout de notre méthode matérialiste qui voit dans les crises du parti l'effet de la situation générale du mouvement prolétarien.

La nécessité de tirer un bilan de l'expérience réelle de l'organisation découle de la nécessaire liaison de l'activité de parti présente et future avec l'activité de parti dans le passé. C'est le besoin même de rétablir la continuité programmatique et organisationnelle du parti qui impose ce bilan. Ceux qui ont abandonné toute idée de continuité n'ont pas eu besoin de faire un bilan; le fait contingent de la crise leur a suffi pour déduire que "le parti" ne sert à rien.

Mais ceux qui se revendiquent du parti d'hier et de tout son patrimoine ne peuvent échapper à la nécessité de rendre compte aux prolétaires, aux militants d'aujourd'hui et de demain de l'activité du parti et de ses crises. Ils doivent rendre compte de ce qui a été défendu et de ce qui a été fait pour surmonter les crises internes, de façon à pouvoir tirer des leçons y compris des défaites.

C'est donc avant tout une question de responsabilité politique, et non un problème moral ou personnel, dans la mesure où le parti de demain aura nécessairement à faire face à des difficultés, à des crises, à des défaites, qu'il ne pourra affronter dans les

meilleures conditions que s'il y est préparé.

De la période cruciale des années 22-26 qui a vu la montée et la victoire du Stalinisme, la Gauche communiste a su tirer des leçons permanentes dans son travail de restauration théorique et de reconstitution du parti de classe.

Dans notre texte "**Struttura economica e sociale della Russia d'oggi**" il est dit, de façon très significative:

"En Russie la phase révolutionnaire avait mûri au point de se résoudre en l'apparition rapide de forces nouvelles et en la désintégration de formes anciennes; ailleurs en Europe, la situation était faussement révolutionnaire et les alignements ne furent pas décisifs; **les hésitations et les oscillations furent la conséquence et non la cause de la dépression de la courbe historique du potentiel de classe.**

Si erreurs il y eut, et si cela a un sens de parler d'erreurs politiques et d'erreurs humaines, ces erreurs n'ont pas consisté à avoir raté l'autobus de l'histoire qui passait à portée de main, mais (...) à ne pas avoir eu, de la part du mouvement, la force de dire que l'autobus du pouvoir prolétarien en Occident n'était pas encore passé, et qu'il était donc mensonger d'annoncer l'arrivée de celui de l'économie socialiste en Russie."

"Toutefois, on ne doit pas sous-estimer les erreurs tactiques et organisationnelles des premières années de l'Internationale Communiste, non parce que sans

ces erreurs la contre-révolution ne serait pas passée; mais parce que c'est précisément dans l'articulation de la compréhension de la signification de ces erreurs avec les réactions opportunes de la Gauche, que réside la possibilité matérielle de faire avancer le Parti sur la voie révolutionnaire correcte".

C'est là le point central pour tirer un bilan des crises du parti: le problème n'est pas d'accuser des individus incapables de réaliser que l'autobus de la reprise de classe n'est pas encore passé; mais il est de situer cette incapacité dans l'histoire réelle du parti et de son activité et dans la "dépression de la courbe historique du potentiel de classe"; et d'acquiescer la compréhension correcte du sens de ces erreurs et des réactions contre elles, afin que la possibilité de faire avancer le parti sur la voie révolutionnaire correcte ne reste pas une chimère.

LES TACHES DU PARTI DANS SA PREMIERE PHASE DE DEVELOPPEMENT

Les tâches que le parti s'est fixé lors de sa constitution en 1952, en rapport avec la situation générale de victoire de la contre-révolution sont synthétisées dans nos **Thèses caractéristiques** au chapitre "Action du parti en Italie et dans d'autres pays en 1952"(1). Après avoir indiqué qu'on se trouve alors "au fond de la dépression et (qu') on ne peut prévoir de reprise du mouvement révolutionnaire avant de longues années", le texte affirme: "l'activité principale, aujourd'hui, est le rétablissement de la théorie du communisme marxiste. Nous en sommes encore à l'arme de la critique. Le parti ne présentera pour cela aucune théorie nouvelle, mais il réaffirmera la pleine validité des thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire, amplement confirmées par les faits et plusieurs fois falsifiées et trahies par l'opportunisme pour couvrir les retraites et les défaites."

Après avoir précisé que ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale, les **Thèses** soulignent: "Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité sera devenu dominant".

Les tâches du parti étaient ainsi fixées pour une longue période, pour toute la période qui correspond à la dépression politique du mouvement révolutionnaire et à l'assujettissement du prolétariat aux intérêts du capital.

Mais dans la définition des tâches, la perspective à plus long terme n'est pas absente, c'est-à-dire la perspective de la reprise de la lutte de classe, que le parti **prépare** en même temps qu'il **s'y prépare** à l'avance par le renforcement de sa solidité politique et théorique, et par sa tentative permanente d'utiliser toutes les brèches qui s'ouvrent à lui, même quand la situation est, en général, défavorable.

Utiliser ces brèches, mais dans quel but? Les **Thèses** répondent: "Dans les périodes défavorables, et de passivité de la classe prolétarienne, le parti a pour tâche de prévoir les formes et d'encourager l'apparition des organisations immédiates à objectifs économiques qui, dans l'avenir, pourront même prendre des aspects tout à fait nouveaux" à travers son "activité constante au sein du prolétariat, partout où celui-ci est poussé par la nécessité et les déterminations économiques à entrer en lutte pour ses propres intérêts".

Les **Thèses** rappellent en outre que: "le parti n'adopte jamais la méthode consistant à former des associations économiques partielles ne comprenant que les travailleurs qui acceptent les principes et la direction du parti communiste. Le parti affirme au contraire que non seulement la phase pré-insurrectionnelle, mais aussi toute la phase d'augmentation décisive de son influence dans les masses, ne peuvent se dessiner sans que se développe entre le parti et la classe une couche d'organisations pour la défense des intérêts économiques immédiats, auxquelles adhèrent de nombreux travailleurs et au sein desquelles existe un réseau émanant du parti".

Le parti ne se borne pas à propager des formes particulières de l'associationnisme ouvrier, qui sont le produit historique de la lutte entre les classes; de façon générale, il "encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact entre les travailleurs de différentes localités et de différents métiers et leur action commune, et repousse les formes d'organisation fermées", ce qui est tout à la fois une tâche générale et un mot d'ordre pratique.

Dans la mesure où la situation générale et internationale du capitalisme commença à évoluer vers une crise

économique généralisée (qui éclata en 1974-75, comme prévu par le parti), et dans la mesure où l'influence de l'opportunisme s'affaiblit, ce mot d'ordre prit un caractère concret, imposant au parti de définir de façon précise **une méthode pour utiliser les brèches** qui s'ouvraient, pour entrer pratiquement en contact avec la classe ouvrière. C'est là une question de tactique (comment agir sur le terrain concret selon un plan) et d'organisation (comment orienter les forces du parti selon ce plan d'action, en harmonie avec l'ensemble de son activité). Ce sont les problèmes de fond sur lesquels les militants du parti rencontrèrent le plus de difficultés et qui provoquèrent toutes les divergences nées dans le parti depuis la moitié des années soixante.

L'orientation générale sur le terrain immédiat, et plus particulièrement sur le terrain de la lutte syndicale, fut définie pour répondre aux tâches précisées par les Thèses, avec les objectifs plus spécifiques:

1) de contribuer directement à la formation d'organisations ouvrières qui "facilitent le contact entre travailleurs de différentes localités et de différents métiers;

2) d'accumuler une expérience pratique directe en contact étroit avec les prolétaires "poussés par la nécessité (...) à la lutte pour leurs propres intérêts".

L'action du parti reste faible, étant donné la persistance d'une situation défavorable, mais si faible soit-elle, elle demande une meilleure et plus précise articulation, d'autant plus qu'apparaît alors le danger de "considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique". C'est pourquoi, dans les **Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial** on répète que "partout, toujours et sans exception, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres"(2).

L'activité que pût développer le parti dans ce sens dans les années 60 exigera un effort continu de vérification et de lutte pour rester sur le terrain correct défini par les Thèses caractéristiques. Les Thèses de 1965 citées ci-dessus répondaient à une crise d'impatience activiste apparue en 1964 avec le départ de militants qui formèrent le groupe "Rivoluzione Comunista". Mais si elles insistent sur les déviations

de ce type, les Thèses de 1965 se relient solidement à la perspective qui marque la vie du parti révolutionnaire dans toutes les situations.

La première tentative de définir de façon précise, selon un plan, la réalisation des tâches du parti sur le terrain immédiat remonte à l'activité spécifiquement syndicale et d'usine des années 69-70. Cependant une conception erronée du rapport entre parti, classe et organisations ouvrières conduisit à une orientation fautive de l'activité sur ce terrain. En mai 70 le Bureau syndical central du parti appela l'organisation à agir à l'intérieur de la C.G.I.L. italienne pour en défendre un supposé caractère de classe contre le danger d'une unification avec d'autres centrales syndicales; en France la même orientation était reprise vis à vis de la C.G.T. (équivalent de la CGIL) contre la CFDT et FO.

L'erreur de cette orientation résidait dans la fautive analyse de la CGIL (et de la CGT) comme syndicat "de classe" dont il faudrait conquérir la direction, dans la limitation de l'activité du parti au seul syndicat officiel, mais aussi dans la transposition mécanique en 1969-70 de la situation des années 20 et de l'orientation du P.C. d'Italie de l'époque, en faisant abstraction de l'évolution des syndicats à la suite de la victoire de la contre-révolution.

Cette erreur fut combattue non sans difficultés, en retournant aux analyses correctes effectuées dès après la guerre, et qui furent systématisées dans les **Thèses syndicales** de 1972. Les partisans de la position erronée s'organisèrent autour du journal "Il Partito Comunista" (Florence) en continuant à se revendiquer du parti et de la Gauche, dont ils prétendent être les véritables et seuls héritiers puisqu'ils reprennent à la lettre ses mots d'ordre d'il y a soixante ans.

La crise "Florentine" de 1970 ne doit pas faire oublier que cette tentative répondait à la nécessité de dépasser la propagande générique pour prendre l'initiative dans les luttes réelles du prolétariat.

A mesure que les expériences pratiques s'accumulaient dans le parti est apparue l'exigence de faire un bilan général par rapport aux tâches que son propre développement donnait au parti, et par rapport à ce qu'il attendait de son activité.

NOUVELLES TACHES

L'exigence de faire un bilan était donc ressentie dans le parti bien avant la crise de 82; elle reflétait le besoin

de l'adaptation de la structure-parti aux nouvelles tâches que celui-ci avait définies et assumées et à la définition précise desquelles il consacrait un effort d'autant plus grand que persistaient des habitudes de prosélytisme propagandiste, critiquées dans les Thèses de 65.

Ces **nouvelles tâches** revenaient fondamentalement à réaliser une meilleure articulation de l'activité générale du parti sur les 3 niveaux traditionnels: sur le plan du rétablissement et de la défense de la théorie du communisme; sur le plan de l'activité sur le terrain immédiat, politique et économique; sur le plan du renforcement organisationnel à l'échelle internationale.

L'activité principale restait celle définie par les **Thèses caractéristiques**, mais le changement tendanciel de la situation générale, surtout après la crise mondiale de 74-75 posait à notre parti le problème d'agir pour faire de son insertion dans la vie des masses et ses manifestations, une réalité concrète.

La prévision de la crise mondiale de 75 s'était accompagnée de la prévision d'une reprise du mouvement révolutionnaire de classe. Cette prévision avait été faite en 1955 et réaffirmée en 1965. On peut lire au point 14 des **"Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable"**:

"Le nouveau mouvement (la nouvelle organisation de parti international-NDLR) ne peut attendre de surhommes ni avoir de Messie, mais il doit se fonder sur la renaissance d'une tradition qu'on aura réussi à préserver à travers une longue période. Conserver cette tradition ne signifie pas seulement transmettre des thèses et rechercher des documents, mais utiliser des instruments vivants, qui forment une vieille garde et qui comptent transmettre une consigne intacte et puissante à une jeune garde. Celle-ci s'élançait **vers de nouvelles révolutions qui n'auront peut-être pas à attendre plus de 10 ans pour se trouver au premier plan sur la scène de l'histoire**"(souligné par nous).

Mais de "nouvelles révolutions", il n'y en eut pas en 1975, ni en 1985 et il serait aujourd'hui bien difficile d'en prévoir pour les 10 ans qui viennent. Le "peut-être" a une force immense, parce qu'il exprime la vive espérance que le débouché historique révolutionnaire est plus proche qu'il n'y paraît en apparence, et qu'il traduit la forte aspiration à renforcer et rendre plus efficace la préparation révolutionnaire du parti et son activité au sein des masses prolétaires.

Cela n'empêche pas que se développèrent dans le parti des attentes exagérées pour la décennie des années 70 et qui furent un terrain fertile à la croissance de déformations de type activistes, puis anti-parti.

L'objectif à brève échéance du parti n'était cependant pas, et **ne pouvait pas être**, étant donné l'absence de la reprise de classe, de modifier les conditions de la lutte prolétarienne pour les rendre plus favorables à la lutte révolutionnaire; c'était là un objectif à long terme, alors que dans l'immédiat, il s'agissait - et il s'agit encore - de **contribuer à créer les prémisses** de ces futures conditions favorables, que ce soit du point de vue subjectif, dans le processus de **formation du parti communiste mondial**, ou du point de vue objectif, dans le processus de **réorganisation du mouvement prolétarien** indépendant du collaborationnisme et de ses appareils.

Le déplacement de l'activité du parti sur le plan de l'intervention immédiate posait objectivement le problème de ne pas se faire absorber par l'activité contingente, locale, particulière; c'est à dire le problème d'intégrer l'activité d'intervention et le travail de liaison avec l'orientation programmatique et théorique, dans l'activité complète du parti, le problème **politique** du bilan continu et de la définition toujours moins approximative des limites subjectives et objectives de l'activité, ainsi que des objectifs de cette activité. Et plus se généralisait dans l'organisation l'exigence d'activité et d'initiative sur le terrain immédiat, plus devenait nécessaire de se rapporter en permanence à l'encadrement politique et programmatique général et d'intégrer cette activité dans l'activité générale du parti. Et devenait d'autant plus nécessaire un travail de bilan continu et de définition toujours moins approximative des limites objectives et subjectives de l'activité immédiate et générale, ainsi que des objectifs fixés par le parti à cette activité.

C'était avant tout un problème politique.

Par ailleurs ce bilan était l'expression d'un besoin ressenti dans la classe elle-même, parmi ses couches les plus combattives et les plus sensibles à la lutte de défense et aux conditions de la lutte. Le parti avait toujours cherché, et doit toujours chercher à entrer en contact avec ces couches pour **y importer** la théorie de la révolution prolétarienne et en même les leçons historiques des luttes prolétaires et révolutionnaires passées, ainsi que pour **diffuser, rendre stables et efficaces les expériences** que la classe ouvrière commence à faire **en direction de la lutte de classe**.

Dans la mesure où cette exigence du parti lui-même était en phase avec l'exigence de la classe, même si elle n'était exprimée que dans des couches très limitées et peut-être que chez certains éléments, le parti était appelé à une activité plus concrète, plus spécifique sur le terrain immédiat de la défense des conditions de vie, de travail et de **lutte** du prolétariat. Nous soulignons les conditions de lutte parce qu'il s'agit du levier principal de la réorganisation classiste du prolétariat.

A travers cette activité concrète et spécifique, les militants recevaient à leur tour de la classe et de ses luttes, l'occasion d'accumuler une expérience sans laquelle aucun parti révolutionnaire n'est capable, ne disons pas d'avoir une influence, mais même d'importer la théorie au sein du prolétariat.

A l'inverse, le parti était exposé à toutes les habitudes et les pratiques négatives accumulées depuis tant d'années sous l'action du collaborationnisme et du démocratisme et qui pouvaient être la source de déformations et de déviations. Ces habitudes et ces pratiques ne disparaissent pas dès les premières flambées de lutte classiste. Elles doivent être combattues avec ténacité au sein des rangs prolétariens comme au sein du parti où elles s'infiltrèrent inévitablement.

A la propagande générale des positions du communisme révolutionnaire devait s'ajouter une propagande plus précise, mieux ciblée, qui s'appuie sur l'activité articulée et spécifique du parti à l'intérieur de la classe sur le terrain immédiat, sans évidemment que soit abandonnée ou négligée cette propagande générale.

Les tâches nouvelles du parti ne naissent pas d'envies de succès immédiats, ou de manoeuvres internes de chefs prestigieux ou ambitieux, mais de la combinaison de différents facteurs d'ordre objectif et d'ordre subjectif.

Facteurs d'ordre objectif. Le retard de la reprise générale de la lutte de classe n'exclut pas l'apparition localisée et temporaire de luttes prolétariennes qui remettent à l'honneur des méthodes et des objectifs tendanciellement en rupture avec le réformisme. Les effets de la crise économique capitaliste de 74-75 n'ont pas provoqué de **crise de régime**; cependant ils ont fait apparaître les premiers symptômes les premières escarmouches, de la future reprise à grande échelle de la lutte de classe.

De leur côté, les pays de la périphérie du capitalisme ont vu leur jeune

prolétariat à la tête d'explosions de lutte, sans toutefois qu'il puisse encore se libérer de l'optique nationale et démocratique héritée de la période précédente.

Facteurs d'ordre subjectif. Le réseau organisatif du parti en Europe s'était étendu au delà des régions italo-franco-suissees dans lesquelles il s'était développé après la guerre grâce aux camarades de la Gauche Communiste italienne, et au delà de l'aire européenne, en direction de l'Amérique Latine, du Magrheb, du Moyen-Orient...

Il ne s'agissait que de forces très réduites, organisées cependant en sections nationales et capables de se poser le problème, en plus de l'assimilation et de la propagande de la théorie et du programme communistes, de développer une activité pratique pour établir un contact stable avec des couches prolétariennes dans ces différents pays. Il se posait ainsi le problème nouveau pour le parti de diffuser les positions communistes dans des régions où même la terminologie marxiste élémentaire (classe, parti de classe, dictature du prolétariat, etc) était inconnue ou incomprise, sans pouvoir s'appuyer sur des références historiques spécifiques et locales.

Il y avait aussi le besoin de tirer des Thèses du parti des **indications de travail et de lutte** et de transformer les orientations générales en **actions pratiques et partielles correctes**. Pour répondre à ces tâches, qui impliquaient aussi une connaissance sérieuse des situations spécifiques, des conditions réelles du prolétariat et de la situation économique, sociale et politique de ces différents pays, la mise sur pied d'une structure centralisée internationale devenait de plus en plus nécessaire et urgente.

Nous avons toujours affirmé que la nouveauté des tâches du parti, ne découlait pas d'innovations idéologiques et programmatiques qui auraient été justifiées par des situations "non prévues" par le marxisme, ou par le recours à des expédients tactiques et organisationnels pour accélérer la maturation des situations et la formation du parti révolutionnaire; la nouveauté était spécifique à l'organisation "Parti Communiste International" en raison des conditions particulières de sa formation et de son développement dans cet après-guerre et des difficultés rencontrées pour son implantation dans la classe ouvrière.

1975: CRISE ECONOMIQUE ET NON CRISE REVOLUTIONNAIRE

La crise mondiale du capitalisme de 74-75 avait été prévue et attendue par le parti depuis une vingtaine d'années; et en même temps qu'elle, le parti avait prévu et attendait une crise révolutionnaire qui aurait ouvert en Europe une période révolutionnaire décisive pour le sort de la révolution communiste. Mais si la crise économique éclata, la crise révolutionnaire ne fut pas au rendez-vous. Les années 70 (considérées comme la décennie de la reprise) ne virent ni accélération ni reprise de la lutte de classe et révolutionnaire. Le capitalisme disposait encore de suffisamment de réserves économiques et politiques pour surmonter la secousse de 75: les effets des amortisseurs sociaux se sont combinés à l'activité réformiste frénétique de l'opportunisme, la répression policière s'est ajoutée à la profonde dégénérescence d'un mouvement ouvrier dévoré par la gangrène du crétinisme démocratique et parlementaire.

Dans le parti la désillusion conduisit bien avant 82 certains camarades à exagérer la valeur de l'élément subjectif; quelques-uns théorisèrent la formation de syndicats révolutionnaires comme la garantie pour la reprise révolutionnaire; d'autres remirent en question le patrimoine théorique et programmatique du parti. Lors de la crise de 82 une partie des militants se mit à théoriser la dégénérescence du parti depuis la mort d'Amadeo Bordiga, ou depuis les dernières Thèses qu'il avait rédigées en 66 et chercha à "liquider" le P.C. International accusé d'avoir utilisé "le marxisme contre le mouvement social". Par la suite les éléments qui constituèrent en Italie le groupe "COMBAT" découvrirent un "vice d'origine" de la Gauche Communiste d'Italie, congénitalement incapable de "faire de la politique" pour exploiter les occasions qui selon eux foisonnaient.

Ces diverses accusations se sont nourries d'une instabilité et d'une inquiétude qui s'étaient infiltrées dans l'organisation dans le sillage d'illusions idéologiques immédiatistes typiques des fermentations politiques et sociales petites-bourgeoises.

A l'approche de la crise de 75 le parti avait pourtant mis l'accent sur le retard de la courbe politique du mouvement prolétarien par rapport à la courbe économique et sociale du capitalisme, en recherchant non seulement dans les analyses de la situation actuelle, mais surtout dans les leçons historiques des crises cycliques du capital et du lien entre celles-ci et le mouvement de

la classe ouvrière, l'explication dialectique de la situation et de la période dans laquelle nous sommes. Divers travaux (3) ont été consacrés à cette question, et donc à combattre les visions trop optimistes des conséquences de la crise économique, qui découlent en fait d'une **conception mécanique** du développement de la lutte des classes et du parti de classe; c'est-à-dire qui lient "de façon purement formelle le processus économique et le processus politique" ("Leçons des contre-révolutions", 1951).

A cette vision qui attend un développement automatique du parti à la suite de la crise économique nous avons opposé la vision dialectique selon laquelle: "...le cycle historique du capital se présente comme une courbe fortement ascendante (et non comme une sinusoïde, NDLR), avec des oscillations plus ou moins brusques, mais à échéances périodiques toujours plus rapprochées, qui font de lui le mode de production le plus chaotique de l'histoire. La possibilité qu'au sommet de la courbe se produise l'écroulement du système n'est pas liée à l'accumulation **brute** des contradictions économiques; elle dépend d'une double condition: **l'intervention d'une classe prolétarienne armée et organisée qui est la plus grande force productive engendrée par la société bourgeoise, et la rencontre de celle-ci avec l'organe-guide de la bataille décisive, le parti**" (4).

La crise économique de 75 était ainsi considérée comme une **oscillation** sans doute brutale, mais qui n'était pas le début de l'écroulement du capitalisme. Elle ne pouvait pas entraîner la reprise de la lutte de classe; cependant elle préparait les conditions de crises futures plus aiguës.

"A la longue, la crise économique servira d'accélérateur pour les antagonismes qui couvent aujourd'hui au sein du mode de production capitaliste et dans la société bourgeoise: l'élan même que les forces de la conservation sociale cherchent à imprimer aux cycles de production et de reproduction **exacerbera** la contradiction entre le volume de celle-ci et l'étroitesse des bases **privées** de l'appropriation des produits et des bases nationales de leur production à la recherche d'une place sur le marché mondial encombré de concurrents rien moins que pacifiques: elle **bouleversera** les équilibres difficilement obtenus, elle **aggraver**a les déséquilibres non résolus, elle détruira les "garanties" économiques et sociales qui semblaient éternelles et elle fera partir en fumée les réserves patrimoniales qui paraissaient acquises, **y compris chez les prolétaires**, comme autant de "droits" inscrits sur des tables de bronze.

Lentement, mais avec de brusques secousses, elle tirera de sa torpeur la lutte revendicative et elle tendra à rompre les barrages qui la contiennent.

C'est pourquoi il est nécessaire de regarder courageusement en face dès aujourd'hui les facteurs qui retardent la reprise de classe: il n'y a pas de pire défaitisme, aujourd'hui encore plus qu'hier, que la légèreté de celui qui crie: "le réformisme a perdu le terrain!" ou "les prémisses objectives de la révolution sont toutes présentes; il ne manque plus que la direction révolutionnaire !" (5).

Il faut regarder la réalité en face et se préparer à la période où le parti aura effectivement la tâche de diriger le mouvement de classe et la révolution; se préparer non pas **in vitro**, ni dans les limites de la "formation théorique, politique, organisationnelle et de "cadres" bien sélectionnés, mais dans l'effort permanent pour s'insérer dans la vie des masses prolétariennes et dans leurs manifestations réelles.

"S'il y a un train à ne pas rater, ce n'est pas celui d'une crise révolutionnaire dont existeraient toutes les conditions objectives - sauf une, mais l'essentielle, le parti compact et puissant - mais celui d'une préparation de ses **présupposés subjectifs élémentaires**; présupposés qui ne tombent pas du ciel, mais naissent des conflits sociaux à condition que le parti, si embryonnaire soit-il, les féconde de son action et de sa lutte tenace tant pour les objectifs immédiats que pour les buts finaux du mouvement prolétarien, en acceptant le terrain des luttes revendicatives pour construire **en elles et à partir d'elles** le terrain de la guerre de classe pour la révolution communiste" (5).

Dans un article précédent (6), on expliquait que la crise détruit les bases du **pacte social** qui dure depuis des décennies. "Et c'est là le côté **énormément positif** qui permet aux révolutionnaires de placer leurs coups pour en exploiter tous les éléments (...). **C'est sur le terrain de défense immédiate de la classe ouvrière que se conduit aujourd'hui la lutte la plus importante, et où se joue probablement l'avenir du prolétariat**" et donc du parti révolutionnaire. Le **niveau d'activité** offert par la crise capitaliste est un niveau différent qui ne coïncide pas avec le "travail théorique, politique organisationnel de formation (**dans tous les sens du mot**) du parti révolutionnaire", sans aucun doute prioritaire dans la longue période contre-révolutionnaire mais qui a besoin, sous peine de mort, d'être nourri par cette activité.

LE NIVEAU D'ACTIVITE PRECEDENT ETAIT TROP BAS

L'insistance sur la différence des niveaux d'activité était nécessaire pour combattre la vision mécaniste du développement historique répandue, quoique de façon non homogène, parmi nombre de militants. La bataille pour faire assimiler la vision correcte et la nécessité de **participer activement** aux luttes ouvrières immédiates, démontre elle aussi par sa longueur et sa difficulté le niveau très bas d'assimilation théorique et d'expériences pratiques.

L'histoire même de notre parti le mettait face à ses propres insuffisances et comme il ne recevait du mouvement prolétarien aucune aide en termes de reprise de classe, il était inévitablement exposé au risque de chercher dans le spontanéisme ouvrier ou auprès d'autres regroupements politiques le "la", le point de référence de son activité.

Quand la nécessité d'assimiler des directives d'action, encore très partielles, se fit ressentir avec urgence, l'organisation était désormais sujette à une espèce de fièvre activiste, dans l'illusion de récupérer un retard indéniable à travers un effort de "militantisme".

Si les directives pratiques étaient insuffisantes, parce qu'elles ne pouvaient se fonder ni sur une expérience suffisamment riche, ni sur une influence parmi les prolétaires, elles cherchaient à **sortir des généralités et à s'instruire de l'expérience**.

En raison du primitivisme politique et organisationnel enraciné dans le parti, la directive de participer à toutes les luttes ouvrières sur le terrain immédiat fut suivie, mais sans que son sens soit assimilé par toute l'organisation. L'ambiance et les expériences locales eurent la possibilité de prévaloir sur le travail commun, faisant naître des tendances au localisme et au fédéralisme. Chaque section tendit ainsi à participer aux luttes avec des critères propres et la vie des sections finit par s'organiser autour des poussées locales et des besoins individuels des militants. L'occasion de la crise de 75 ne put être pleinement saisie et la crise de 82 éclata en dépit du fait qu'une bonne partie de notre travail théorique était consacrée à définir les "axes" de l'activité et à montrer les **liaisons entre l'action d'aujourd'hui et celle de demain**.

Une réponse fut donnée à cet aspect du problème lors de la réunion générale de mai 83 (7). En suivant Marx (les révolutions - et à plus forte raison les partis révolutionnaires - se critiquent

sans cesse pour se hisser à des niveaux supérieurs), le rapport affirmait " Notre niveau précédent était donc trop bas par rapport aux tâches effectives que nous devons résoudre et qu'il ne faut pas reporter sur la situation objective (même si notre retard en est en quelque sorte le reflet). Ce n'est qu'en nous analysant nous-mêmes, en plus de la situation historique générale, que nous pourrons faire des pas en avant. Nous ne cherchons pas le parti parfait, mais le parti qui apprend même des obstacles qu'il n'a pas réussi à franchir. Cela aussi, c'est le terrain des leçons des contre-révolutions."

La crise interne n'avait d'ailleurs pas encore épuisé tous ses effets destructeurs et les illusions sur une maturation rapide de la situation et de la reprise de classe n'étaient pas encore dissipées.

La tâche pratique à assumer, qui avait été définie dans les Thèses syndicales (1972) et dans les Orientations pratiques (1975), n'est pas seulement la participation active aux luttes ouvrières dans ou hors des syndicats officiels, mais la promotion et l'aide pratique à la constitution d'**organisations ouvrières indépendantes** des orientations du collaborationnisme et de ses appareils syndicaux et politiques (1976).

Cette tâche, issue directement de l'expérience proprement syndicale et d'usine, s'applique à d'autres terrains sociaux, comme des comités de locataires, les organisations de chômeurs, et à des terrains plus directement politiques comme ceux de l'anti-militarisme, de la répression, de l'anti-racisme, de la question féminine, etc...

Le développement des contradictions au sein du mouvement ouvrier et la tendance générale à la détérioration des conditions d'existence du prolétariat requièrent du parti **une nouvelle attitude pratique**, caractérisée par la capacité de proposer des initiatives sur le terrain immédiat.

Mais le parti, contraint pendant des décennies de profonde contre-révolution à la seule propagande, rencontra là des difficultés. C'est autour de cette question que se focalisèrent les divergences internes, au point de nourrir chez certains militants l'obsession d'en finir définitivement avec les persistantes tendances indifférentistes qui entravaient le développement de l'intervention pratique.

Mais la nouvelle attitude pratique ne consistait pas à tourner le dos au travail des années précédentes. Elle devait au contraire s'appuyer sur cette phase

indispensable, pour pouvoir donner plus de poids et consacrer plus d'énergie aux problèmes de l'intervention active.

Cette exigence de fond se traduisait dans le besoin pressant de formuler des **lignes tactiques** partielles, cohérentes avec les lignes générales, et d'adapter la structure organisationnelle à une activité dont le centre de gravité tendait à se déplacer, de la propagande des principes du communisme, à l'action, si limitée soit-elle, dans les situations contingentes.

PREVOIR ET SE PREPARER AUX CRISES INTERNES

Si notre parti a connu nombre de crises internes dans cette période, c'est en raison d'une cause précise: sa dynamique de développement lié à une période historique qui commence à évoluer (de la contre-révolution à la première remontée de la courbe sociale) mais sans encore avoir développé les éléments favorables à la reprise de classe non épisodique.

Le parti n'attend pas le retour des glorieux temps révolutionnaires, assis sur le patrimoine théorique et politique dont il est fier à juste titre; mais il lui a fallu combattre cette tendance qui s'était développée en son sein sur la base de l'inertie produite par une longue période d'isolement.

Il ne confie pas à un hypothétique prolétariat pur, imperméable en soi à l'opportunisme, le destin de la reprise révolutionnaire de classe; mais il a dû lutter contre des positions qui n'envisageaient de ne s'adresser qu'à un tel prolétariat.

Il n'entend pas rompre la continuité programmatique et organisationnelle, mais il a dû lutter contre des orientations qui voyaient le renforcement de l'organisation dans la combinaison de forces et de programmes divers et contradictoires.

Le parti cherche à intégrer ses forces sur le plan de la préparation théorique et programmatique comme à travers son action et son activité concrète; mais il a eu à combattre les tendances qui le poussaient vers l'immédiatisme et le vétilarisme.

Il développe son activité pratique et son initiative politique non seulement à travers la propagande communiste, mais aussi par l'agitation et l'organisation prolétarienne, en dépit de sa taille microscopique et de l'extrême ténuité de ses liens avec la classe.

De la même façon qu'il a abordé la crise de 75, le parti est entré dans ce que certains croyaient être vraiment "la décennie de la reprise"; une

poussée d'activités pratiques sans précédent a provoqué l'afflux dans l'organisation d'une quantité de problèmes politiques immédiats qui ont mis à rude épreuve ses forces et sa préparation. Il n'était pas possible de ne pas affronter ces problèmes, même si leur résolution était nécessairement difficile. Celle-ci ne dépend pas en effet de la seule volonté et de la seule action du parti, ni de la seule prise de conscience de ces problèmes; elle dépend aussi et surtout du degré de tension sociale et de réappropriation par le prolétariat de ses armes de classe, parmi ses éléments d'avant-garde, et d'organisation indépendante sur le terrain de la lutte immédiate, de façon non épisodique et parmi des couches significatives.

Les problèmes touchaient les questions de la propagande communiste et de l'élaboration politique, de l'assimilation théorique et de l'activité sur le terrain immédiat, de la lutte contre l'opportunisme et de l'organisation de classe, de l'auto-défense prolétarienne et de la solidarité internationaliste, du renforcement organisationnel et de l'homogénéisation politique et pratique; c'est-à-dire des questions qui portent sur le développement du parti révolutionnaire et de la lutte de classe.

Il n'était pas possible d'échapper à ces problèmes - et d'ailleurs un parti qui se dit révolutionnaire pourrait-il les ignorer ? - , ni de ne s'intéresser qu'à quelques uns en laissant de côté les questions théoriques et le renforcement organisationnel comme certains l'ont soutenu. La véritable difficulté consistait justement à **les affronter tous en même temps.**

Par ailleurs le parti ne pouvait pas ne pas ressentir la pression des situations particulières dans lesquelles il agissait, ni la pression des forces sociales et politiques encore dominantes au sein du prolétariat.

Il n'est pas difficile aujourd'hui de comprendre que tôt ou tard le parti devait être entraîné dans une crise d'activisme. Mais personne ne se doutait alors qu'une crise interne mûrissait et le facteur le plus négatif de cette crise, qui a sans aucun doute contribué à son caractère explosif, a été son **impréparation.**

Le parti, frénétiquement actif sur le plan des publications, des réunions, des interventions, attentif à l'évolution de la situation mondiale et des conditions du mouvement ouvrier, s'en remettait à "une praxis qui se justifie par sa simple reproduction" en l'absence d'une analyse objective permanente et

scrupuleuse de l'activité de l'organisation. Dans la mesure où persistait le localisme, il est possible de comprendre cette "centralisation fictive" dont souffrait depuis longtemps le parti; il est possible de comprendre comment les efforts en vue de l'homogénéisation effective ont pu se transformer à un certain moment en points d'appui de regroupements, plus ou moins temporaires, de militants autour de tels ou tels aspects de l'activité, plutôt qu'autour de l'activité générale et unitaire de l'organisation.

L'effort d'analyse critique du parti et de sa trajectoire accompli à l'occasion de la Réunion Générale de juillet 82 (8), vint trop tard. Il délimite cependant bien le danger dans lequel allait tomber le parti. La cause profonde de la crise ne doit cependant pas être attribuée à l'une ou l'autre des tendances erronées, en l'occurrence au mouvementisme. La cause profonde réside dans le fait que le parti n'a pas eu la force de prévoir et de se préparer à la crise interne, alors qu'existaient les éléments pour une analyse correcte. C'est une leçon à ne pas oublier.

Voilà pourquoi le bilan politique des crises internes est si important. La préparation révolutionnaire des militants par rapport à l'activité qu'ils accomplissent en direction de la classe est fondamentale; mais leur préparation par rapport aux déviations et aux dégénérescences qui peuvent affecter le parti lui-même est tout aussi importante.

L'analyse correcte de son développement et la direction que prend son activité doit devenir une tâche permanente du parti.

Au cours des années soixante-dix le réseau du parti s'est étendu géographiquement et des militants venus d'expériences entièrement différentes de la génération précédente l'ont rejoint.

Les anciens militants venaient de luttes proprement **anti-staliniennes** (rappelons que 2 de nos camarades en Italie furent assassinés après la guerre par les staliniens); ils étaient encore liés à l'émigration politique à l'époque du fascisme et au dur effort de restauration du marxisme dans un isolement forcé.

Les nouveaux militants provenaient d'expériences politique et pratiques énormément éloignées des grandes batailles théoriques et de l'époque des grandes luttes révolutionnaires des années 20 et de la bataille anti-stalinienne.

Parmi les "besoins" apparus au

milieu des années 70 après l'épuisement des mythes démocratoides soi-disant subversifs des mouvements soixante-huitards, il y avait celui d'une solidité théorique pour contrecarrer le reflux. D'une façon générale, il est possible de dire qu'une bonne partie des adhérents de cette époque recherchaient un **stabilité et une autorité théorico-programmatique ainsi qu'un support organisationnel à l'activité pratique quotidienne.**

Ils étaient à la recherche de réponses politiques et d'indications pratiques capables de faire le lien entre les batailles théoriques du passé et l'action révolutionnaire du futur. Et cela coïncidait avec les préoccupations du parti lui-même.

Le parti aurait pu répondre de façon satisfaisante à ces attentes avec ses orientations politiques et programmatiques générales si celles-ci avaient pu s'appuyer sur une large expérience des luttes prolétariennes et sur la réalité d'une lutte de classe de quelque ampleur. Mais ces dernières conditions faisaient - et font toujours - défaut.

Du point de vue objectif, la situation à court et à moyen terme, n'était pas favorable à la reprise de la lutte de classe, ni dans les pays impérialistes, ni dans les pays périphériques.

Du point de vue subjectif il n'existait pas de parti trempé dans la lutte politique sur le terrain immédiat et influent parmi la classe ouvrière au point de favoriser le processus de reprise de la lutte de classe (étant bien entendu qu'aucun parti ne peut "susciter" la reprise de classe et la lutte révolutionnaire).

Ce qui existait, c'était un parti qui faisait les premiers pas pratiques **en direction** de la reprise de classe, dont il **anticipait** l'exigence et, en partie, les problèmes; étape nécessaire, par laquelle on ne peut pas ne pas passer, mais qui en soi ne donne pas les forces suffisantes pour assurer la résolution des problèmes inhérents à l'activité concrète dans les diverses situations.

Le passage de la phase de l'activité dans une période fortement **contre-révolutionnaire** (où le prolétariat, soumis au collaborationnisme, participe à la conservation bourgeoise), à la phase de l'activité dans une période qui **tend** à sortir du gouffre de la contre-révolution (situation actuelle) est extrêmement délicat, car l'organisation révolutionnaire est inévitablement sujette au risque de se faire absorber par l'activité quotidienne, immédiate et enfin de céder à l'opportuniste.

Ce risque, il faut l'affronter, sous peine de s'atrophier. Et ce n'est que **la préparation théorique, politique et pratique cohérente et homogène qui peut donner la force de franchir les différentes phases de développement du parti.**

"Différentes phases", parce que ce ne sera pas le même parti, la même organisation formelle, qui connaîtra des phases successives depuis le premier noyau embryonnaire jusqu'au parti dirigeant la Dictature du prolétariat, comme s'il s'agissait d'un être humain qui, lui, passe par les phases successives de sa croissance, sans ruptures ni solutions de continuité.

Il serait erroné de croire que cette préparation est une sorte d'assimilation scolastique des textes fondamentaux ou qu'elle implique une division des forces du parti en secteurs confiés à des "spécialistes" ou des "experts" (experts en théorie, en propagande, etc...).

Une préparation correcte prévoit au contraire l'intégration effective de toutes les forces militantes dans l'ensemble des champs d'activité du parti; elle signifie, non la délégation à des experts ou à des organes internes particuliers de la solution des questions posées par l'activité, mais la participation active à la résolution des problèmes. Loin d'être confiée à une quelconque école de cadres ou abandonnée à la bonne volonté des militants individuels, elle doit être le résultat organique de toute l'activité, de l'homogénéité politique et de praxis fournie par une organisation du travail disciplinée et centralisée tout en étant consciemment voulue et acceptée comme unique système d'organisation.

C'est là un résultat difficile à atteindre car il ne dépend pas de recettes organisationnelles, de trouvailles de propagande ou de capacités de chefs prestigieux. Il dépend de deux ordres de facteurs, les uns relatifs à la solidité théorico-programmatique et à l'homogénéité politico-organitative, les autres liés au développement classiste et révolutionnaire du prolétariat.

Il est clair pour nous que le parti, et donc sa préparation révolutionnaire, sont tout à la fois **produit et facteur de l'histoire**; et pour être un facteur efficace de l'histoire, le parti doit être d'abord le produit cohérent du mouvement historique révolutionnaire, tant pour ce qui est du programme communiste que pour ce qui est de l'action.

La préparation révolutionnaire a donc comme première tâche de favoriser les conditions subjectives de volonté et de conscience pour que l'activité du parti dans les situations encore contre-révolutionnaires ne soit pas en contradiction mais en cohérence avec ce que le parti **devra devenir** (même si c'est à travers des ruptures organisationnelles), c'est-à-dire un facteur de l'histoire.

Les diverses phases de développement du parti anticipent dans une certaine mesure les différentes phases de la lutte de classe. Celle-ci se présente sur la scène historique avec un cours rien moins qu'harmonieux, avec des fractures, des bonds en avant et des reflux, des succès éclatants et de nombreuses défaites; il en va de même pour le parti de classe formel, c'est-à-dire pour l'organisation physique des militants communistes, à la différence du parti historique, c'est-à-dire la théorie et le programme communiste qui reste invariant.

Apprendre des défaites, apprendre des crises du mouvement révolutionnaire, apprendre des crises de notre petit parti lui-même est indispensable pour qui veut travailler réellement à la reconstitution du parti communiste international.

De même qu'il était faux de songer à faire un bilan sérieux en remettant en cause les fondements du parti d'hier, il serait tout aussi faux de vouloir le faire en suspendant toute activité pour se consacrer exclusivement à "l'étude des crises du parti" comme l'ont fait certains militants en France: une étude de ce genre ne peut qu'aboutir à un résultat abstrait et sans intérêt car délié des besoins et des intérêts des militants et de la classe ouvrière.

De même, il est également erroné de dévaluer la portée politique, tactique et organisationnelle du travail de bilan, au point de nier sa nécessité, ou, "au mieux", de le réduire à une dimension secondaire, non déterminante pour la survie et la reconstitution du parti, comme le font les militants regroupés aujourd'hui autour de "Il Programma Comunista".

Pour être utile politiquement un bilan doit suivre une méthode et une orientation en concordance avec les orientations de notre courant. Il doit prendre en compte non seulement ce qui a été **dit**, mais ce qui a été **fait**. C'est pourquoi nous attachons beaucoup d'importance aux attitudes pratiques prises lors des crises internes, car c'est alors que se révèlent, indépendamment de la conscience qu'en ont

ou pas les individus, des positions de fond, peu discernables auparavant.

LES DIVERGENCES INTERNES

C'est en raison de l'énergie dépensée par le parti pour donner **dès aujourd'hui** une contribution à la future reprise de classe que les divergences en son sein dans la période qui va des années 65-66 jusqu'en 82, ont porté sur des questions tactiques et d'intervention pratique plutôt que sur des questions d'orientation théorique générale. Il ne faut pas s'étonner qu'une si petite organisation ait connu tant de ruptures et de fractures; il serait idéaliste de croire que le parti puisse se développer progressivement et se renforcer peu à peu sans crises ni scissions.

Mais il ne faut pas prendre à la légère le fait qu'une organisation formelle s'appuyant sur des bases théorico-programmatiques et politiques solides ait essuyé un grave échec à sa première tentative sérieuse de répondre aux **tâches internationales** posées par la maturation de la situation. C'est là un fait qui doit être compris dans sa dynamique matérielle, et non mis sur le compte d'idées fausses. Et c'est pourquoi le travail de bilan politique de la trajectoire et des crises de notre organisation est un élément nécessaire à la reconstitution du parti de classe international.

Dans une circulaire de mars 81 (9) on indique la méthode avec laquelle doivent être affrontées les divergences internes:

" Quand apparaissent des discussions sur l'interprétation des tâches du parti et que se profilent diverses tendances, le problème réel est de situer ces tendances dans l'histoire même du parti, en les ramenant soit à des positions théoriques définitivement acquises, soit aux insuffisances (inévitables même pour le meilleur parti) voire aux erreurs dans l'ensemble de l'activité au long des années.

Ce qui apparaît comme un heurt d'opinions est en fait le résultat de tendances et d'attitudes qui ont des racines lointaines, mais qui n'avaient encore pu s'exprimer vraiment en raison du caractère étriqué de l'activité du parti."

Les causes de ces tendances aux racines historiquement déterminées "trouvent toujours un effet dans des formulations imprécises, mais elles ne peuvent être comprises que si on comprend, sans regretter "le bon vieux temps" où elles ne se manifestaient pas, que notre organisation est un organisme

vivant qui subit donc toutes les phases de développement, de croissance et même de vieillissement, communes aux organismes vivants et qu'il ne peut jamais "être considéré comme un élément étranger et abstrait qui domine l'environnement existant" (Thèses sur la tâche historique...)"

"C'est surtout autour de la définition des tâches à remplir que naissent dans tous les partis les discussions. Plus ces tâches sont indéterminées, et plus peuvent s'affronter différentes "voies"; et s'il n'y a pas une analyse permanente, scrupuleuse, objective de sa propre activité on tombe dans "la théorisation d'une praxis qui se justifie par la force de sa propre reproduction".

L'imprécision dans la définition de l'activité au sein de la classe "facilite l'innovation, la "créativité" de l'individu, l'interprétation sur la base de facteurs locaux et conduit les meilleurs camarades à se faire inconsciemment **véhicules de positions étrangères.**"

En se référant aux scissions antérieures au début des années 70, la circulaire ajoute :

"On ignorait tous les problèmes tactiques qui se posent **après** la formulation tactique **générale**.(...) Ce serait évidemment une grossière erreur que de considérer ces thèses (les thèses erronées sur la question syndicale, sur la Gauche, sur les phénomènes sociaux et les organisations qui les reflètent-NDR) comme un corps étranger ayant mystérieusement pénétré dans le parti avant d'être rejeté, de même qu'il serait erroné de penser qu'elles constituent une attitude bien définie, qui ne coexiste pas - chez les mêmes camarades - avec des positions et des attitudes justes."

Le parti ne réussit pas alors à répondre au besoin d'une définition précise de son activité de façon suffisamment cohérente avec ses postulats théorico-programmatiques, pour élaborer une **ligne claire** qui puisse renforcer l'intégration des forces du parti.

Cela ne veut pas dire qu'il ait été victime en dernière analyse d'une sorte "d'académisme" hérité de sa période antérieure de développement. A un certain point l'élément qui est devenu destructif a été cette tendance à l'innovation dont parle la circulaire ci-dessus et vers laquelle étaient poussés les militants par toute une série de facteurs matériels qui peuvent se ramener à **la persistance de l'apathie du prolétariat et l'absence de la lutte de classe.**

Les facteurs matériels tendaient à étouffer la capacité de réaction du parti aux poussées de concrétisme ac-

tiviste en son sein, c'est-à-dire la capacité de réagir aux sollicitations de sa propre activité **en restant sur le terrain marxiste correct.**

Les faits, le travail du parti, ont contraint les formulations fausses à prendre la forme de **théorisations**, explique la circulaire, qui ajoute:

"Les faits et le travail du parti sont à leur tour les pierres de touche qui vont permettre de comprendre si ces positions ont été réellement dépassées; ou si au contraire, à cause de la difficulté à les affronter, elles n'ont pas produit des positions diamétralement opposées mais tout aussi fausses, du type de celles qui opposaient au mythe du parti "tout fait" l'idée d'un parti "tout à faire", produit du "creuset" de l'histoire."

Les faits dont on parle ci-dessus font référence à la situation générale ouverte par la crise économique de 74-75; elle peut être **caractérisée** comme une situation en voie de modification avec le cours instable caractéristique des phases de crise du capitalisme.

Les différentes tendances qui se font alors jour dans l'organisation doivent être situées doivent être situées non seulement dans la période où elles sont restées à l'état latent, mais aussi dans la période où elles ont pu mûrir et s'exprimer. La tendance de type académiste a sa base matérielle dans la longue période de dépression du mouvement prolétarien tandis que la tendance mouvementiste trouve son point d'appui dans une période de plus grande instabilité. Cela ne signifie pas que ces tendances ne soient pas restées latentes pendant longtemps; le parti doit aussi prévoir la formation de tendances erronées et se préparer à lutter contre elles.

La période ouverte par la crise de 1975 semble destinée à durer encore pour un certain temps.

C'est une période de passage d'une profonde contre-révolution à une situation objectivement favorable à la reprise de classe, si le prolétariat réussit à reconquérir **son** terrain de lutte, ses objectifs, ses moyens et ses méthodes **classistes.**

C'est une période où commencent à apparaître les premiers accrocs à la stabilité du collaborationnisme et à la domination totalitaire du régime bourgeois sur la société, qui lui a permis de surmonter depuis des décennies ses propres contradictions.

C'est une période où les poussées matérielles à la défense des intérêts de classe (d'abord des intérêts immédiats) se manifestent avec force, mais de façon épisodique, et ne sont pas

encore en mesure de donner naissance à une tendance classiste effective. Les flambées de lutte de la classe ouvrière, dans les pays de la périphérie comme dans les métropoles impérialistes, ne débouchent pas sur la consolidation d'organisations prolétariennes indépendantes des intérêts de l'économie nationale et de l'Etat.

C'est aussi une période où le mouvement politique révolutionnaire est encore dans une phase embryonnaire.

C'est certes une de nos thèses fondamentales qui dit que le parti revendique dans toutes les situations toutes les tâches du parti révolutionnaire; il lui faut non seulement revendiquer mais se préparer aux tâches propres à la période de la reprise révolutionnaire. Ce serait cependant une lourde erreur d'agir, ou d'essayer d'agir, comme si la situation était sur le point de devenir révolutionnaire (les Brigades Rouges ont donné un des meilleurs exemples de cette erreur), ou comme si le grand mouvement de classe était en cours (la plupart des groupes d'extrême-gauche sont tombés dans cette erreur).

Les tâches du parti dans la période ouverte par la crise de 75 devaient être définies par rapport à une situation que nous avons définie d'**avant-guerre** (pour la distinguer de la situation précédente d'**après-guerre**). Cela ne signifiait pas toutefois que la guerre était proche au point de mettre déjà à l'ordre du jour l'alternative historique **guerre ou révolution**.

Cette période d'avant-guerre procède elle aussi par phases et les tâches du parti doivent en tenir compte. Dans toute la première phase de cette période, l'activité prioritaire reste encore la propagande communiste et la dénonciation du capitalisme et du réformisme collaborationniste.

Mais cette activité commence à s'appuyer sur des luttes ouvrières qui tendent à ébranler l'encadrement collaborationniste et à faire les premiers pas vers l'organisation prolétarienne indépendante.

Il en découle que la **directive pratique** du parti se condense dans **la participation, la promotion, et l'aide pratique à la formation d'organismes indépendants de classe**; il ne s'agit plus seulement de faire connaître les expériences du passé mais de diffuser les expériences de lutte déjà en acte; plus seulement de faire la propagande des **exigences** de classe mais de devenir un exemple vivant parmi les masses de la **tendance de classe**.

Il est bien entendu indispensa-

ble de combattre en même temps à la fois l'attentisme et l'indifférentisme qui attendent que la classe ouvrière se décide à faire sauter le collaborationnisme et ses appareils syndicaux et politiques, comme à l'inverse l'immédiatisme qui s'imagine réussir à obtenir la reprise de classe par sa seule activité.

Avoir cru que nous étions entrés dans la reprise de classe (ou sur le point d'y entrer) et avoir cru que le temps était venu du passage total à l'action pratique, a constitué une des déviations les plus destructrices qui aient atteint le parti.

Mais nous revendiquons l'effort accompli pour la définition des tâches du parti et pour leur réalisation, avec la conscience de la nécessité de la critique des déviations qui ont accompagné cet effort parce qu'on ne s'était pas rendu compte que **l'autobus de la reprise de classe n'était pas encore passé**.

UNE QUESTION D'ATTITUDE POLITIQUE

Nous avons indiqué plus haut que la nécessité de rétablir la continuité programmatique et organisationnelle du parti implique de faire un travail de bilan, alors que les différentes sortes de liquidateurs n'ont que faire d'un travail de ce genre. Examiner ce qui a été fait et les positions qui ont été défendues, **avant, pendant, et après** la crise est indispensable si l'on veut tirer des leçons utiles y compris des défaites. C'est une question d'**attitude politique** envers le parti lui-même en tant qu'organisation collective des militants passés, actuels et futurs comme envers la classe prolétarienne dont le parti marxiste représente les buts historiques, tout en se préparant à la diriger dans la lutte contre le capital, dans la révolution et la dictature du prolétariat.

Cette attitude politique ne peut pas être indéterminée, abandonnée au hasard ou modifiable selon les circonstances. Si elle ne découle pas automatiquement du programme général, elle doit être avant tout toujours **la même**, cohérente en parole et en fait avec les principes et les buts révolutionnaires, avec la tradition du mouvement communiste. Elle doit se constituer au cours du développement même de l'activité du parti. Cette attitude politique est le noyau de la préparation révolutionnaire car seule sa cohérence sans faille, liée à la défense intransigeante de la théorie et du programme, peut garantir l'efficacité de l'action de classe.

L'attitude politique exprimée par le parti dans son activité extérieure,

que ce soit sur le plan de la propagande, de l'agitation, de l'intervention, de la lutte, ne doit évidemment pas être en contradiction avec son attitude interne dont le but est l'intégration des forces dans une collectivité militante organiquement disciplinée.

C'est pourtant ce qui est arrivé à notre parti en 1982.

Le point critique portait sur l'attitude que voulait et devait suivre le parti devant les possibilités qui s'ouvraient sur le terrain de la lutte prolétarienne (sur le terrain syndical comme sur le terrain social ou politique) qui entraînait en contradiction avec une attitude qui s'était enracinée dans le parti dans toute la période précédente de profonde contre-révolution et de dépression fondamentale du mouvement de classe.

LA QUESTION DU RETARD DU PARTI

Ce point critique apparaît comme la résultante de pressions de types divers, mais qui tendaient en général toutes à adapter la structure du parti à une intervention dans les brèches ouvertes dans la réalité sociale, avec l'objectif d'obtenir des résultats appréciables et à échéance rapprochée. L'exagération des résultats possibles de l'activité extérieure conduisit alors à surestimer le poids et l'importance du retard réel manifesté par le parti qu'il reconnaissait comme un fait lié au retard plus général du cours historique de la reprise de la lutte de classe.

Parallèlement à une accélération volontariste du processus de formation et de structuration du parti, il s'est alors développé une fausse appréciation des résultats immédiats qui pouvaient être attendus de son activité. Tout cela tendait à remettre en cause le primat de la théorie et des orientations générales, jugées désormais acquises et consultables à volonté dans les textes, au profit de problèmes "spécifiques", contingents, de type tactique et organisationnel.

Mais cette fièvre activiste ne pouvait permettre de surmonter le retard du parti, de même qu'elle ne pouvait permettre de surmonter le retard du prolétariat (10).

Pour le parti, le retard ne consistait pas à une absence de perspectives ou de lignes politiques correspondant à la période historique, comme le prétendirent les liquidateurs; il consistait dans le fait de ne pas avoir assimilé de façon suffisante et cohérente dans tout le réseau du parti la dimension et l'urgence des tâches nouvelles; non que ces tâches aient été imprévues, ou complète-

ment différentes des tâches précédentes. Mais elles étaient nouvelles au sens où elles devaient permettre aux forces du parti d'agir sur divers terrains en pleine cohérence avec l'orientation générale, de façon coordonnée et disciplinée, et de structurer organisationnellement le parti pour qu'il puisse faire face à l'augmentation quantitative et qualitative de son activité interne et externe par une centralisation plus précise et une préparation politique mieux définie et plus incisive.

On ne peut pas rattraper un retard historique comme on rattrape un retard de chemin de fer. Il ne sera jamais question "d'augmenter la vitesse" ou de "brûler un arrêt" et encore moins d'abandonner à leur sort les camarades qui "ne suivent pas le rythme".

Beaucoup d'éléments concourent au dépassement d'un retard historique, y compris l'élément parti, compris comme facteur et non pas seulement comme produit de l'histoire. Mais la formation du parti capable de devenir effectivement facteur de l'histoire, c'est-à-dire de diriger le mouvement de la classe, a besoin de l'aliment des luttes de classe. De même qu'il ne suffit pas de se revendiquer du marxisme mais qu'il faut l'utiliser de façon correcte, de même il ne suffit pas de revendiquer la nécessité du parti: il faut acquérir la force de le former et la force de la faire agir correctement. Et cette force ne peut pas résulter simplement de la volonté et de la conscience des militants; elle est fournie en dernière analyse par cet élément objectif de l'histoire qu'est la lutte de la classe prolétarienne.

En l'absence de la lutte de classes ouverte, en l'absence d'une reprise effective et non épisodique de la lutte classiste, combien de temps un parti formel peut tenir dans le bastion de la défense de la doctrine et des leçons historiques de la contre-révolution? Notre petit parti depuis sa constitution a résisté, à travers des hauts et des bas, des crises internes et des développements de son réseau organisationnel, durant trois décennies. C'est là un résultat grandiose si on sait lire correctement le cours de l'histoire et en tirer toutes les leçons.

Et le retard mis à adapter sa structure organisationnelle et à rendre adéquate son attitude politique, après avoir durement travaillé à la restauration de la doctrine marxiste, fait partie de son histoire. Ce retard était connu, prévu, déterminé de façon matérialiste sans pour autant être accepté de façon résignée comme une fatalité ou une damnation. Il s'agissait, et il s'agit encore plus aujourd'hui, de

repérer historiquement le cours du développement du parti de classe avec la conscience que pour une longue période la tâche fondamentale est de se préparer à des tâches futures dont la réalisation dépend et de l'activité spécifique du parti et de la reprise classiste du prolétariat.

Les effets de ce retard se sont accumulés et lors de chaque crise interne importante s'est posé le problème non seulement d'identifier et de combattre les nouvelles tendances erronées, mais aussi de reprendre la lutte contre des tendances anciennes qui semblaient vaincues.

Plus le parti tentait de se hisser à la hauteur de ses tâches, et plus les contrecoups de son activité dans la réalité sociale se faisaient pesantes. C'est là une difficulté permanente et c'est pourquoi est si importante la préparation révolutionnaire et un solide ancrage dans la doctrine marxiste et dans l'expérience historique de la Gauche Communiste.

Ce n'est pas le parti historique qui subit des défaites; c'est le parti formel qui au cours de plus de trente ans dut s'affronter aux erreurs typiques des mouvements révolutionnaires: **l'indifférentisme** incapable d'utiliser le matérialisme historique et donc incapable d'apprécier correctement les situations et qui s' imagine que le prolétariat se trouve en permanence devant l'alternative guerre ou révolution. Pour lui le rôle du parti est d'accélérer sa propre "légitimation" par la propagande auprès du prolétariat pour le guider vers la révolution; et **l'activisme**, incapable de résister dans les périodes difficiles et de réaliser une préparation révolutionnaire systématique et méthodique, pour qui le prolétariat doit être stimulé ou provoqué afin qu'il se détache des organisations réformistes. Pour lui, le parti doit découvrir les moyens et les méthodes pratiques qui accélèrent la rupture avec le réformisme et qui permettent au parti révolutionnaire des succès rapides en termes de renforcement numérique et d'influence politique.

Ces erreurs, et celles qui y sont liées, comme l'académisme, le spontanéisme, l'anarchisme, s'alimentent entre elles pour converger dans la liquidation de l'inflexibilité théorique et politique, organisationnelle et tactique, et enfin de la destruction de l'organisation physique elle-même du parti.

LES SCISSIONS LES PLUS IMPORTANTES

L'histoire des scissions de notre parti, que nous reprendrons dans notre presse, se déroule en gros selon des

périodes décennales (11).

En 1952 eut lieu la première scission décisive qui donna naissance à notre organisation, avec les "**Thèses caractéristiques du parti**" (datées de 1951) et la poursuite du travail systématique de restauration théorique et de bilan historique et politique de la contre-révolution.

Cette scission eut lieu sur des questions d'importance fondamentale, qui renvoyaient directement aux positions théoriques: évaluation des mouvements anti-coloniaux, du travail des communistes dans les syndicats même tricolores, participation aux élections et au parlement ...

Formellement elle se manifeste par la séparation d'un groupe de militants qui s'empare du titre du journal "**Battaglia Comunista**" tandis que notre tendance fait paraître "**Programma Comunista**".

En 1964 le parti répondit à la scission du groupe "**Rivoluzione Comunista**" par les "**Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial**" où les problèmes sont affrontés, non d'un point de vue "italien" ou "français", mais international et où sont réaffirmés le rejet de la méthode démocratique dans le fonctionnement interne et le refus du volontarisme fanfaron dans l'activité externe.

Ces thèses qui furent suivies par les "**Thèses supplémentaires**" de 1966 et les "**Considérations sur l'activité organiques du parti quand la situation générale est historiquement défavorable**" combattaient également la déviation académique et idéaliste de ceux qui allaient publier "**Invariance**" et "**Le fil du temps**". Elles systématisent les questions organisationnelles et définissent les caractéristiques du principe du centralisme organique, sans vouloir élaborer un quelconque vademecum où seraient consignées les recettes organisationnelles contingentes à chaque situation.

En 1972, on répond par les "**Thèses syndicales**", qui, en fait, touchent à toute l'activité du parti, à une crise que nous avons définie tout à la fois d'impatience activiste et de conception métaphysique du parti qui vit le départ d'un groupe qui publie depuis "**Il Partito Comunista**" (et en France "**La Gauche Communiste**"). Cette impatience s'exprimait surtout dans la prétention de mobiliser des couches importantes de travailleurs dans la situation d'alors, et encore plus, derrière des mots d'ordre du type "reconstitution du syndicat de classe" pour la défense des supposés syndicats "rouges" (CGIL et CGT) contre les autres syndicats.

La conception métaphysique du parti s'exprimait dans la conception d'une ren-

contre automatique entre parti et classe sous le simple jeu de la maturation des conditions objectives ainsi que dans une conception du centralisme démocratique selon laquelle tous les militants du parti sont identiques, ont la même compréhension du patrimoine théorique et politique et peuvent, chacun, être et représenter le parti; quand au parti il n'a plus besoin d'organes différenciés, mais il "s'auto-organise" spontanément pour remplir ses différentes fonctions.

Les années suivantes virent d'autres crises, mais de signe complètement différent.

Jusqu'en 72-73 les groupes de camarades qui se séparaient du parti prétendaient en général sauver le patrimoine et la tradition de la Gauche; certains, plus "bordiguistes" que Bordiga voulaient condamner Lénine pour ne pas avoir été aussi ferme sur les questions tactiques et organisationnelles que la Gauche. Le parti a consacré beaucoup de travaux à combattre la position qui ne voit dans le "léninisme" que de l'opportunisme, comme d'ailleurs la position symétrique qui au nom d'un "léninisme" mal compris, accuse la Gauche de doctrinarisme. Il nous faudra revenir sur cette question, en reprenant le fil du bilan de la contre-révolution condensé dans "L'Histoire de la Gauche Communiste" et dans "Struttura economica e sociale della Russia d'Oggi".

De 1974 à 77 rompirent au contraire des camarades qui niaient la validité des positions de la Gauche, au profit de ce qui était présenté comme la véritable incarnation du "léninisme", parfois sous une forme trotskyste.

On jugea suffisant de poursuivre l'activité du parti sur les systématisations théorico-politiques déjà faites et réaffirmées, sans avoir besoin d'élaborer de nouvelles thèses pour répondre à ces défections. Plusieurs réunions générales et régionales du parti, des articles et des textes internes furent consacrés aux problèmes de théorie, d'orientation politique et tactique soulevés lors de ces crises (matériel que nous reprendrons dans notre travail) (12).

Par la suite, il faudra reconnaître qu'un grave retard de bilan approfondi et complet de ces crises - y compris la crise de 72 dont les effets se prolongèrent jusqu'en 82 (13) - s'était accumulé.

La grande polémique dans le parti tournait sur ce qu'on pouvait attendre de l'action du parti, et comment devait agir le parti, ainsi de ce qu'on pouvait attendre des mouvements sociaux dans les différentes situations.

La question était donc celle de l'appréciation des situations et

des mouvements de différentes forces en action, une question de tactique, même si ce n'est pas encore dans le sens où Lénine parle de plan systématique d'action capable de modifier le rapport des forces entre les classes en faveur de la révolution.

Dans une circulaire de septembre 82 (14), donc un mois avant l'explosion liquidatrice, intitulée "le parti face aux questions apparues récemment", on définissait **2 méthodes** fondamentales pour encadrer les questions posées par le développement de la situation et du parti. En termes de tâches à accomplir, les questions se posaient ainsi: Comment favoriser la fracture entre mouvement prolétarien et bourgeoisie, entre mouvement prolétarien et collaborationnisme? Quels sont les pas à accomplir?

Il s'agit au fond d'un problème théorique: "Comment le parti intervient dans un mouvement qui, en soi, n'est pas révolutionnaire et qui est destiné pour longtemps encore à être soumis à des organisations collaborationnistes, et en partie "infantiles", pour des raisons matérielles et pas seulement à cause des moyens que des idéologies particulières ont à leur disposition? Dans quelle mesure est-il possible aujourd'hui de fournir au mouvement prolétarien, en plus de l'indication de la nécessité de se réapproprier le programme communiste et de lutter pour des objectifs de classe, une agitation sur des objectifs plus larges que ceux qui naissent des luttes, et un apport organisationnel? D'autre part, qu'est-ce que le parti se propose d'obtenir aujourd'hui de sa participation aux mouvements sociaux?"

Les problèmes des objectifs partiels de la lutte prolétarienne et de la tactique du parti étaient posés depuis longtemps, mais surtout pour combattre une récurrence attentiste, contre laquelle il fallait faire admettre non seulement la reconnaissance de la nécessité objective, mais aussi de la nécessité subjective de la lutte de classe et du parti en termes pratiques et organisationnels et pas seulement propagandistes et agitateurs. La circulaire continue:

"Les 2 façons de répondre à ces questions ont été en substance celles-ci: d'un côté, on estime que ce sera la maturation de la situation - la manifestation d'une contradiction aiguë entre intérêts bourgeois et prolétariens - qui donnera au parti les conditions réelles de son influence sur la classe et de sa contribution au rétablissement d'organisations classistes ouvertes à tous les travailleurs.

Jusque là - c'est à dire jusqu'à ce que la situation cesse d'être contre-révolution-

naire - le travail du parti consiste à appuyer les luttes prolétariennes, mais pas encore à promouvoir des formes d'organisation indépendante, qui ne pourraient être que de coquilles vides servant de tribunes aux diverses "avant-gardes". Mieux: la possibilité d'une véritable influence sur des éléments ouvriers implique de se tenir à distance de ces manifestations de la politique dégénérée des formations politiques soi-disant révolutionnaires.

De l'autre côté on souligne au contraire que la reprise de la lutte de classe s'exprime dès aujourd'hui dans des manifestations qui touchent soit le prolétariat, soit des couches semi-prolétariennes soit des éléments qui sont à l'avant-garde du **mouvement réel** parce qu'ils lui fournissent les réponses qu'il cherche ou parce qu'ils fournissent les contributions nécessaires à son développement et son organisation. Il faut cependant déterminer, même approximativement, les **limites** du mouvement, au-delà de son caractère distinct et séparé du parti.

Dans ce travail le parti se rend capable de diriger les mouvements plus larges qui apparaîtront dans le futur. La formation d'un réseau de liens, puis d'une organisation et d'une direction du mouvement immédiat n'est pas le reflet d'une situation brusquement radicalisée, mais le résultat d'un ensemble d'exigences que le mouvement prolétarien ressent plus ou moins confusément, avec l'élément "externe", plus ou moins "conscient" qui n'est pas seulement le parti révolutionnaire, mais qui est constitué par toutes les autres idéologies et organisations qui se proposent d'influencer le mouvement prolétarien en utilisant les reflets idéologiques spontanés et le degré de maturité présents dans le mouvement et les luttes prolétariennes.

De même, l'influence du parti sur des couches plus ou moins grandes du prolétariat présuppose un travail qui démontre dans la pratique comment le parti répond, en paroles et dans les faits, à la succession des situations dans lesquelles se trouvent ces prolétaires."

Nous n'étions pas, et nous ne sommes pas encore à une maturité de la situation dont parle nos Thèses caractéristiques et à laquelle cette circulaire fait référence. Cela ne nous empêche pas de revendiquer, l'application, si modeste soit-elle, dans l'activité complète du parti d'indications tactiques centrales, d'attitudes pratiques d'intervention correspondant aux forces réelles du parti et au développement des situations.

Il en découle l'importance d'une **analyse concrète de la situation concrète** qui échouera à tous les coups si elle se

base sur des appréciations a-temporelles de ceux qui découvrent toujours des situations imprévues et des voies nouvelles, au lieu de se fonder sur l'utilisation des leçons historiques des grands affrontements de classe, inscrites dans la tradition du mouvement communiste révolutionnaire et dans les thèses qui caractérisent la continuité du programme communiste.

Il est très rare que dans le mouvement communiste on ait vu défendre des positions ouvertement en contradiction avec le marxisme. Dans notre parti lui-même il est arrivé une seule fois qu'une position ouvertement anti-marxiste (négation en fait de la dictature du prolétariat et de son exercice par le seul parti de classe) passe dans le journal (15). Le plus souvent les positions anti-marxistes apparaissent sur des questions non directement théoriques, mais relatives aux problèmes tactiques ou organisationnels, c'est-à-dire sur l'application pratique des principes théoriques.

C'est donc en général dans l'action pratique qu'apparaissent les positions fausses qui peuvent, si elles ne sont pas reconnues, combattues et corrigées à temps, faire dégénérer et ruiner le parti de l'intérieur. Et il n'y a qu'une seule méthode pour les reconnaître, les combattre et les corriger, à savoir la référence constante aux lignes théoriques et programmatiques générales, la vérification de leur cohérence dans l'application des éléments de centralisme organique qui se développent dans le parti en fonction de son effort pour l'accomplissement de ses propres tâches.

LA FAUSSE RESSOURCE DES EXPEDIENTS TACTIQUES ET ORGANISATIONNELS

Quoique épuisée par de longues luttes internes contre l'activisme et l'attentisme l'organisation s'est développée y compris géographiquement, avec l'espoir que la chaleur des luttes anti-impérialistes et des premières luttes prolétariennes dans les pays industriels, surtout en Europe, aiderait à résoudre nombre des problèmes ardues de tactique qui étaient rencontrés.

Cependant ces luttes étaient (et sont encore) destinées à rester épisodiques; les prolétaires qui y participaient ne réussissaient pas encore à fixer les expériences de luttes dans des organisations indépendantes durables. Ni la propagande du parti, ni son intervention là où c'était possible ne pouvaient accélérer un processus de reprise de classe à peine en germe. Et de ce point de vue la situation n'est pas fondamentalement différente aujourd'hui.

A l'espoir d'une accélération du mûrissement des facteurs objectifs, s'ajouta au bout d'un certain temps la prétention de pouvoir modifier effectivement les situations où intervenait le parti. Et c'est sur la base de cette prétention que l'attitude politique "interne" commença à diverger de l'attitude politique vers "l'extérieur", représentée par les organes centraux. Ce qui était écrit dans les journaux ou les circulaires internes, correspondait de moins en moins à ce que le parti disait et faisait par l'intermédiaire de ses diverses sections. L'activité locale, dans la mesure où elle tendait à aller vers "ce qui bouge" ou vers ce qui semblait bouger sur une ligne de rupture avec le réformisme et la paix sociale, se transformait peu à peu en **localisme**.

Le journal, les circulaires, les textes centraux tendaient à être perçus comme inutiles pour l'activité locale ou spécifique; celle-ci, et non l'activité générale du parti tendait peu à peu à être considérée comme l'axe véritable de l'activité, le critère avec lequel devaient être jugées la situation, les positions du parti, la priorité dans les interventions et dans le travail interne.

La théorie était peu à peu considérée comme définitivement acquise et codifiée dans les textes du parti au point de ne plus s'y référer que pour ce qui apparaissait immédiatement utile pour résoudre les problèmes soulevés par l'activité quotidienne.

De même qu'au plan politique et tactique le localisme conduisait à privilégier la situation locale et l'expérience partielle et contingente aux dépens de la situation générale et de l'expérience générale et historique, de même sur le plan organisationnel elle conduisait à un affaiblissement du centralisme et à l'apparition d'une tendance au démocratisme, qui est toujours la meilleure expression du localisme et du contingentisme.

Et c'est en fait le démocratisme, politique, tactique et organisationnel qui a mené le parti à sa crise générale, sous la forme d'une explosion d'individualisme, de politique personnelle alimentée par des évaluations de type immédiatiste, d'autant plus dévastatrice que son vecteur principal se trouvait dans la direction internationale du parti.

Dans un parti qui a toujours revendiqué le centralisme organique comme principe d'organisation et la défense de la restauration théorique comme caractéristique fondamentale, l'apparition de tendances anti-centralistes, démocratiques et immédiatistes ne pouvait pas ne pas provoquer une lutte politique interne acharnée.

Depuis de nombreuses années avant

82, la vie politique interne était marquée par l'affrontement de tendances non ouvertement adversaires, mais destinées à s'opposer tant sur le plan des démonstrations théoriques à coups de citations de textes classiques, que sur celui de la direction politique et enfin sur le plan organisationnel.

Par ailleurs la vie interne du parti se ressent inévitablement des effets des luttes entre les classes et au sein de la classe ouvrière, en même temps que des résultats de sa propre activité. Ces effets provoquèrent à l'intérieur du parti des interrogations, des doutes, des contradictions qui peuvent être la source de convictions et de conceptions fausses. Ce sont les faits matériels qui doivent être vus comme des éléments de la lutte politique menée par le parti contre les classes adverses et contre les conséquences et les causes du mode de production capitaliste.

Le parti marxiste, organiquement et harmonieusement articulé pour son activité, mène sa lutte politique sur les divers terrains et dans les diverses conditions, de façon compacte et unitaire. Dans la mesure où parti historique et parti formel sont organiquement unifiés, le parti agit avec le maximum d'efficacité.

Mais ce n'est pas là une donnée de départ pour le parti révolutionnaire: c'est plutôt un point d'arrivée, une conquête. C'est pourquoi, en règle générale, la vie interne du parti est soumise à une pression issue de la lutte politique qui se déroule dans la société; et cette pression peut arriver à créer les conditions de l'apparition et du heurt de conceptions et de tendances opposées. C'est là une situation connue et prévue; la préparation révolutionnaire basée sur les leçons historiques des révolutions et des contre-révolutions est l'expression d'une lutte politique précise pour le maintien et la reconquête de la voie marxiste que le parti-formel peut perdre, comme l'histoire l'a montré à plusieurs reprises.

Les communistes savent qu'ils doivent affronter, y compris dans leur parti, l'influence de l'opportunisme. Le parti n'est pas une entité abstraite, immunisée contre tout risque de dégénérescence; il y a des situations et des périodes entières où les divergences dans le parti, habituellement limitées à des aspects particuliers ou partiels de l'activité, se cristallisent en tendances plus ou moins définies. Le fait que nous ne reconnaissons pas de fractions organisées dans le parti, ne signifie pas que ne puissent pas naître sur la base des contradictions même du parti, des tendances en contradiction avec son orientation générale.

Le problème n'est pas d'interdire les diver-

gences au moyen d'une discipline administrative et bureaucratique, ni de leur donner toute latitude pour qu'elles se développent jusqu'à leurs conséquences ultimes; il est de comprendre de façon matérialiste l'apparition des divergences, d'identifier leurs origines, leurs caractères et leur trajectoire à la lumière des positions marxistes et du travail de bilan du parti. La discussion interne est alors fraternelle, dans la mesure où l'objectif de tous, même dans les divergences sur des points particuliers, est le même.

Mais quand l'objectif effectif n'est plus le même - que cela soit conscient ou inconscient - les divergences prennent la forme d'affrontements et de lutte politique.

Dans notre conception du parti, l'existence de divergences ou de tendances opposées, ne peut se résoudre par le recours au mécanisme démocratique, mais par l'utilisation de la méthode centraliste et anti-démocratique. Seule cette méthode peut en effet permettre, non d'empêcher la lutte politique et son développement dans certaines situations, mais l'utilisation des aspects et des effets de cette lutte pour confirmer les thèses programmatiques, la théorie et les orientations générales, et pour élaborer de façon organique, avec le concours de toute l'organisation, et non par de quelconques "experts" ou par la confrontation de thèses opposées, les lignes tactiques partielles, les indications spécifiques, l'analyse des situations.

Si au cours de ce travail la méthode centralisée est mise en cause, il est inévitable que se produise à un certain moment une rupture interne, dont l'ampleur dépendra de la solidité théorico-politique générale, et de l'assimilation des méthodes de travail et d'une praxis cohérente avec les principes programmatiques généraux.

Les remèdes pratiques ou les formules organisationnelles ne peuvent jamais résoudre les périodes critiques; au contraire leur utilisation ne peut conduire qu'à l'exaspération des divergences, là où le maximum de clarté et de détermination est nécessaire avec la conscience qu'au-delà d'une certaine limite dans les contradictions entre théorie et pratique, la rupture est indispensable.

Dans les Thèses de Naples de juillet 65, on affirmait:

"Un remède aux alternatives et aux crises historiques auxquelles le parti prolétarien ne peut pas ne pas être sujet, ne peut consister dans une formule constitutionnelle ou organisationnelle qui aurait la vertu magique de le préserver des dégénérescences" (16).

"Dans l'évolution suivie par les partis, on peut sans aucun doute opposer le

chemin des partis **formels**, qui présente continuellement des inversions de route, des hauts et des bas, y compris avec des précipices vertigineux, le chemin ascendant du parti **historique**."

De ces prémisses, les Thèses arrivent à une conclusion qui exclut tant la vision fataliste et utopique d'un parti abstrait planant au dessus de la réalité contingente, que la vision immédiatiste et petite-bourgeoise d'un parti formel délié de ses principes et inventant au jour le jour ses méthodes d'organisation:

"L'effort des marxistes de gauche est de travailler sur la ligne brisée des partis contingents pour la ramener à la ligne continue et harmonieuse du **parti historique**", c'est-à-dire à la ligne de la théorie et du programme communistes. Le texte précise immédiatement:

"C'est là une **position de principe**, qu'il serait puéril de vouloir transformer en recette d'organisation".

Il n'y a donc pas de formules organisationnelles magiques capables de préserver des dégénérescences, pas de recettes organisationnelles qui puissent raccomoder la ligne brisée du parti formel. Ce que les marxistes de gauche doivent faire, c'est un travail proprement politique pour relier le fil de l'activité physique et militante du parti formel à la ligne continue du parti historique. Les crises, dont le parti prolétarien ne peut pas ne pas être sujet, doivent être affrontées par le travail politique, de bilan et de reconquête du patrimoine historique. Voilà quelle est la réponse des marxistes de gauche.

La recherche d'une formule constitutionnelle ou d'un mode particulier d'organisation est la réponse fautive des immédiatistes, aussi erronée que la réponse morale qui conduit à abandonner la lutte politique interne, jugée déshonorante et incapable de ramener des forces du parti sur des positions correctes.

Les réponses erronées aux crises du parti ont, elles aussi, des racines matérielles, dans la pression permanente et la lutte continue menées par la classe dominante et tous ses agents de conservatisme social (à commencer par l'opportunisme) pour maintenir son système et dont les productions idéologiques servent de réservoir aux intellectuels petits-bourgeois toujours à la recherche de nouvelles explications, de théories originales, d'extraordinaires trouvailles tactiques et organisationnelles.

Pour résister à la pression bourgeoise incessante sur tous les plans, le parti ne peut pas ériger des murailles qui préserveraient sa pureté idéologique et pratique, ni enterrer la théorie révolutionnaire en attendant la révolution.

Il lui faut au contraire un effort continu de réappropriation du fil historique de la théorie marxiste et de la tradition communiste, en mettant toujours au premier plan les intérêts de la lutte de classe et de la révolution, contre toute politique personnelle et toute défense boutiquière de l'organisation.

LA FAUSSE RESSOURCE DU MECANISME DEMOCRATIQUE

Les Thèses de Naples répondaient à une importante crise interne de type activiste, qui, sur le plan organisationnel, présentait la formule du "centralisme démocratique" avec la demande de constituer un "comité central", en opposition au principe du centralisme organique et à l'organisation pyramidale qui en découle.

Au point 8 des Thèses, on rappelle que la structure de travail du parti reconstitué dans le second après-guerre "se basait sur des rencontres fréquentes de délégués de toute la périphérie organisée dans lesquelles **il n'y avait ni débats contradictoires, ni polémiques entre thèses opposées**, où aurait pu refluer de temps à autre la nostalgie de l'infection anti-fasciste, et dans lesquelles **il n'y avait rien à voter ni rien sur quoi délibérer**, mais qui voyaient seulement la poursuite du travail sérieux d'enregistrement historique des fécondes leçons du passé pour les générations présentes et futures, pour les nouvelles avant-gardes qui se dessineront au sein des masses prolétariennes (...)"

Cette structure de travail s'inspire des enseignements classiques de Marx - elle n'est donc pas le fruit des élucubrations d'individus particuliers - condensés dans des thèses:

"Et ces thèses et rapports, fidèles dans leur préparation aux grandes traditions marxistes de plus d'un siècle, étaient repercutés à tous les militants, grâce aussi à notre presse, dans toutes les réunions périphériques de groupes locaux ou régionaux où ce matériel historique était mis à la disposition de tout le parti" (17).

Ce travail caractéristique d'acquisition des grandes leçons historiques codifiées dans les thèses marxistes n'est pas limité à certains organes du parti, ni à certaines phases de son développement, et il demande une méthode et une structure de travail bien précises. Le parti repousse la méthode des débats contradictoires et des polémiques entre thèses diverses; c'est-à-dire qu'il repousse la méthode démocratique qui définit l'orientation et les lignes d'action du parti par la consultation et le décompte de l'opinion individuelle de chacun des militants. Il repousse donc évidemment la structure organisationnelle qui favorise, ou

pire, codifie l'autonomie de groupes locaux par rapport au centre (et vice-versa), qui prévoit le compartimentage des sections locales et leur fausse unité d'action découlant de résolutions de "congrès souverains" définissant à chaque fois la ligne à suivre selon un vote majoritaire.

L'objectif du parti est l'unité organique de son action et de toute son activité. Cet objectif ne peut être atteint, selon le marxisme et les leçons de l'histoire du mouvement communiste international, que par **l'intégration effective des forces du parti dans une collectivité militante disciplinée et unitaire**. Ce résultat ne découle pas de l'autorité d'une hiérarchie, mais de l'adhésion volontaire au travail général du parti et de la participation aux responsabilités politiques et organisationnelles de chaque militant, de la "base" ou du "sommet", qui n'est par principe exclu d'aucune activité du parti, qu'elle soit théorique, de propagande, de prosélytisme ou d'intervention pratique.

Lorsque apparaît une fracture entre le travail d'acquisition des thèses marxistes et la praxis quotidienne sur un des terrains de l'activité pratique; lorsque la praxis quotidienne se fait au détriment de l'oeuvre de renforcement théorique des militants; ou vice-versa, lorsque l'apathie du mouvement prolétarien conduit le parti à négliger les efforts pour se lier avec l'extérieur et en particulier avec la classe, alors, des processus de dégénérescence se font jour inévitablement, sous des formes diverses et à travers des positions apparemment différentes selon les périodes historiques et les situations objectives qui les ont favorisés et dans lesquelles ils se développent.

LE PARTI EST UN ORGANE VIVANT ET AGISSANT, C'EST POURQUOI IL SUBIT LES EFFETS DE LA SITUATION DANS LAQUELLE IL VIT ET AGIT

Au cours de ses longues années de vie, notre petit parti reconstitué sur la solide tradition théorique, programmatique et militante de la Gauche communiste a connu de nombreuses crises internes. Au cours de cette trajectoire, spécifique au "parti communiste international - Programme Communiste" la lutte politique interne n'a jamais cessé. Mais dans les crises d'avant 82 on n'avait jamais assisté à cette "faim de démocratie" qui a marqué la dernière.

Le changement souterrain de tendance dans la société, essentiellement en raison des conséquences de la grande crise économique de 74-75 qui minent la force du réformisme et du collaborationnisme, produit une série d'effets politiques dans

les sociétés capitalistes développées qu'il est possible de résumer en 4 points:

1) **le réformisme** agent du lent mais sûr progrès et bien-être social voit s'effondrer ses mythes; il a besoin de temps pour changer de peau, pour s'adapter à une situation qui tend désormais à la détérioration des conditions générales.

2) **la bourgeoisie** des pays riches reporte sur son propre prolétariat et surtout sur les classes pauvres des pays périphériques une partie des effets de la crise; elle réussit à limiter les effets les plus désastreux de la récession, elle laisse le temps au réformisme d'entreprendre sa mutation tout en reprenant au prolétariat un certain nombre de concessions qu'elle lui avait accordé dans la période précédente.

3) **le prolétariat** des pays riches, sous le coup de l'inertie historique de la paix sociale et du réformisme, piégé par une très longue pratique collaborationniste de type démocratique se présente complètement désarmé sur le terrain des luttes immédiates comme des luttes politiques face à la pression et à la répression du despotisme capitaliste et étatique. Le prolétariat des pays périphériques, après l'éclatante période des luttes anti-coloniales et anti-impérialistes, qui ne peut compter sur une tradition marxiste propre, ni sur des liens de classe -rompus par la contre-révolution - avec le prolétariat des grands pays capitalistes, tombe inévitablement dans le piège du démocratisme nationaliste.

4) **la reprise de la lutte de classe** à grande échelle tarde à se manifester, en dépit d'épisodes de grande valeur de luttes immédiates et spontanées, dans les pays centraux ou périphériques (mineurs anglais et américains, sidérurgistes français et belges, prolétaires de Pologne, de Soweto, du Brésil, du Costa-Rica, etc...). La réorganisation indépendante du prolétariat fait toujours défaut et avec elle les éléments les plus importants pour le développement du parti révolutionnaire et de son influence sur la classe.

Ce retard a contribué à l'apparition de graves problèmes parmi les groupes politiques qui attendaient de la crise économique un renouveau de poussées révolutionnaires. L'impatience révolutionnaire frappe comme une épidémie les groupes d'extrême-gauche, en se transformant souvent en désespoir révolutionnaire.

Dans les pays capitalistes développés, où le réformisme et la paix sociale sont les plus solides, des groupes en viendront à faire de la propagande armée le centre de leur activité, du terrorisme individualiste et romantique leur idéologie et du réformisme au pistolet leur programme. La réaction de type brigadiste au collaborationnisme, tout en étant la point extrême

du "désespoir révolutionnaire" est cependant issue de l'écroulement des illusions réformistes du bien-être croissant de l'époque de l'expansion capitaliste, issue de la crainte petite-bourgeoise de tomber dans la condition prolétarienne.

Elle est fille d'une époque où, faute d'une tradition de classe et de l'action et de l'influence réelle du parti marxiste, le prolétariat ne peut exprimer ses poussées de lutte qu'au travers des formes typiques du spontanéisme et de l'immédiatisme, qui, en dernière analyse, se rattachent au tronc historique du réformisme.

LA COUPURE ENTRE THEORIE ET PRATIQUE DETRUIT LE PARTI

En l'espace en gros d'une décennie (73-75 à 82) notre organisation connut une série de contre-coups, dont seulement une partie était prévue et donc combattue à l'avance, qui provoquèrent en fin de compte, non une scission, mais une explosion.

Pendant cette période l'effort d'adapter les forces du parti aux nouvelles tâches pratiques fût de moins en moins en phase avec la tâche de formation théorique des militants. D'une façon sans doute imperceptible, mais pas moins nuisible pour autant, cette formation était déléguée de fait aux "chefs" et aux intellectuels, à qui les militants de base transmettaient leurs expériences pratiques, pour recevoir en retour, une fois celles-ci interprétées d'en haut, des directives pratiques et immédiates. La coupure entre théorie et pratique, depuis toujours combattue dans le parti, réapparaissait en réalité, permettant la diffusion dans l'organisation sous la pression de poussées extérieures spontanéistes, immédiatistes ou localistes, d'attitudes pratiques et politiques non conformes à l'orientation théorique générale (18).

La tentative d'adapter l'organisation aux tâches nouvelles était indispensable, comme nous l'avons maintes fois affirmé; mais ce qui a fait défaut, c'est une application cohérente de cette orientation générale, y compris en matière d'organisation.

Sur le plan tactique l'incohérence a laissé le champ libre à des positions fausses, déjà combattues par le marxisme, quoique sous des termes non exactement identiques. L'indifférentisme entraînait une réaction activiste, qui à son tour alimentait une réaction de type théoriciste qui provoquait de son côté une réaction mouvementiste, ou, plus exactement, contingentiste.

Sur le plan de l'organisation, la coupure entre les terrains théorique, de recherche historique, de la propagande, de l'activité syndicale, etc, toujours refusée "par principe", se réalisait dans la pratique quotidienne en donnant naissance

à des positions de type administratif, bureaucratique et par contre-coup, de spontanéisme anarchique et de fatalisme organisationnel où la tendance à fonder l'activité sur l'expérience spécifique et locale finissait par prendre un poids déterminant.

Le "centre" du parti venait à être isolé de l'activité des sections locales et celles-ci s'isolaient entre elles. Sur cette insensible mais grandissante fragmentation de l'activité du parti, est né le "besoin de se confronter" entre sections et avec le centre, le besoin de discuter ses expériences et enfin le besoin de remettre en question l'orientation du parti.

La "faim de démocratie" dont nous avons parlé plus haut est née de la nécessité de surmonter la fragmentation de l'activité et le localisme, mais avec une méthode fautive, anti-centraliste et désorganisatrice.

Plus encore qu'auparavant, dans la période précédant 82 le principe démocratique s'infiltrait dans le parti à travers une riche activité d'intervention sur le terrain syndical et social; non à la suite de cogitations plus ou moins personnelles sur la méthode de discussion et d'organisation interne, mais sur la base du besoin de réponses immédiates **sur tous les plans** - y compris tactique et organisationnel - que réclamait le développement de l'activité des sections du parti.

Plus que jamais le parti avait besoin d'une direction politique ferme capable d'apprécier correctement la situation générale des rapports de force entre les classes, des tendances produites par la lutte des classes, des forces (et de leur poids et consistance politique) qui s'orientent vers une rupture effective de la paix sociale, ainsi que des forces et du poids réel du parti lui-même.

L'appréciation des situations ne découle pas directement des principes ou du programme et elle ne dépend pas non plus de la réflexion d'un cerveau génial. C'est un art qui s'apprend dans le travail continu de formation et de préparation révolutionnaire en contact avec la vie et les luttes de la classe ouvrière, au prix d'erreurs et d'échecs. Aucun manuel ne pourra jamais donner de réponse garantissant au parti d'être à la hauteur de ses tâches dans les différentes situations et dans les différentes conditions de lutte.

Répetons-le encore une fois: il n'existe pas de mécanisme organisationnel qui permette en soi de résoudre le problème de la définition d'une orientation politique et pratique correcte, et le mécanisme démocratique qui a toujours facilité les pires déviations encore moins qu'un autre. Aucun mécanisme organisationnel particulier, ni aucune innovation tactique (soi-disant

justifiée par des situations "imprévues") ne peuvent garantir un développement numérique de l'organisation ou un renforcement de son influence sur la classe. C'est là, dans la tradition de la Gauche communiste, un point de principe tiré des leçons historiques du mouvement prolétarien. Chaque fois qu'on a cru trouver des raccourcis ou des méthodes plus rapides, on a jeté l'organisation prolétarienne dans de graves crises politiques et organisationnelles.

Dans la crise de 82, cette illusion a joué son rôle, mais dans une situation de faiblesse du parti beaucoup plus grande qu'auparavant.

LE TRAVAIL COLLECTIF SELECTIONNE LES DIRIGEANTS

La Gauche communiste n'a jamais jugé important de déterminer quels militants ont eu telle ou telle position. Il serait faux d'en conclure qu'un militant ne peut pas avoir de responsabilité particulière dans l'activité commune du parti. Ce que nous combattons, c'est la politique personnelle, le carriérisme, la propriété intellectuelle, en un mot l'individualisme; cela ne signifie pas que les militants puissent être exemptés d'une discipline politique et pratique rigide et d'autant plus lorsqu'ils remplissent des fonctions dirigeantes. Les dirigeants doivent remplir leur fonction avec une pleine responsabilité politique, puisque c'est à travers celle-ci que peut se réaliser la sélection des militants remplissant la fonction de chefs.

Cette sélection ne passe pas par des élections internes, par des investitures des mécanismes de carrière ou de prestige personnel. Elle se réalise organiquement au travers de la formation théorique et pratique des militants dans le travail commun et une activité collective qui tend à intégrer toutes les forces du parti. Elle passe par le ciment - et la vérification dans les diverses situations - de la préparation, de la capacité, de la cohérence dans l'application des orientations politiques aussi bien dans les attitudes pratiques et personnelles grâce auxquelles s'obtient de façon naturelle la confiance, c'est-à-dire le poids d'une responsabilité précise, de l'organisation.

Comme l'histoire a démontré plus d'une fois que ceux qui sont appelés à exercer des fonctions dirigeantes font un usage incorrect de leur responsabilité, la participation de tous les membres du parti au maintien de la voie correcte est d'autant plus nécessaire.

La tradition de la Gauche communiste nous a appris que l'application correcte des principes et du programme ainsi qu'une attitude pratique et personnelle correcte ne sont jamais acquises une fois pour toutes

et sont constamment soumises à la vérification de l'expérience pratique. Aucun militant, fût-il dirigeant de l'organisation ne peut échapper à cette épreuve constante.

Comme l'objectif est d'accomplir au mieux des fonctions déterminées, un militant peut toujours être remplacé par un autre, sans se sentir diminué ou pénalisé par ce fait. On n'entre pas dans le parti pour faire carrière et il n'y a pas de "places" pour qui en cherche; l'expulsion est dans ce cas naturelle.

Les Thèses supplémentaires de 1966 précisent:

"Le caractère organique du parti n'exige pas que chaque camarade voit la personnification de la force du parti dans un autre camarade spécifiquement désigné pour transmettre les dispositions qui viennent d'en-haut. Cette transmission entre les molécules qui constituent l'organe-parti va toujours dans les 2 sens; et la dynamique de chaque unité s'intègre dans la dynamique historique de l'ensemble" (19).

Cela permet de comprendre l'erreur qui consiste à séparer les responsabilités organisationnelles des responsabilités politiques, à séparer donc l'adhésion au programme et à l'orientation générale, de la discipline politique et organisationnelle. c'est alors que fleurissent les tares inévitables des partis bourgeois: individualisme et démocratisme, bureaucratisme, abus de formalismes, activisme et localisme.

Dans la mesure où existent dans l'organisation des éléments de déviation de la ligne correcte, les dirigeants sont les plus exposés au risque d'erreurs; ils sont donc tenus au maximum de solidité théorique et de correction pratique et personnelle. Si s'interrompt la "transmission dans les 2 sens" leur fonction dégénère en élément de bureaucratisme et en pouvoir administratif. Le caractère organique du parti se rompt; la coopération fraternelle entre militants pour que le parti réalise ses tâches - coopération qui prend nécessairement l'aspect de lutte politique, comme le montre l'histoire du parti bolchévik au temps de Lénine, dans la mesure où augmentent les contradictions dans l'activité du parti - est remplacée par les pressions typiques des partis bourgeois ou opportunistes: "terrorisme idéologique" et pression organisationnelle, en opposition flagrante aux principes corrects de la centralisation et de la discipline sans faille décrits par nos Thèses (20).

Pour la Gauche communiste la praxis n'est pas en contradiction avec la théorie, mais y est dialectiquement liée. L'action politique ne consiste donc pas à une utilisation "habile" ou sans scrupules de méthodes les plus diverses pour

rouler l'adversaire et accroître l'influence et la taille du parti.

Pour la Gauche communiste, l'action politique implique l'application correcte dans toutes les situations de la même ligne programmatique avec les mêmes méthodes. Ce qui change, ce n'est pas la ligne, ni les méthodes, mais la possibilité pratique de l'appliquer à vaste échelle et à chaque moment.

Dans une période de large dépression de la lutte de classe, où les organisations prolétariennes de classe sont absentes et le parti de classe représenté par une poignée d'éléments, cette possibilité pratique n'existe pas et ne peut être créée par aucun expédient.

Cela n'empêche pas que l'organisation de parti, comme nous l'avons toujours revendiqué, développe, si embryonnaire soit-elle, une activité d'intervention pratique pour établir un contact stable avec la classe.

Un parti aura beau se dire communiste révolutionnaire, si dans son activité pratique et ses méthodes d'organisation il se soumet au principe démocratique, il démontre qu'il est en fait anti-marxiste, anti-communiste. La revendication et la pratique d'autonomie, de débats entre thèses opposées, de congrès pour décider la ligne à suivre, de liberté de pensée, etc., ouvrent la voie à la démocratie et, avec elle, aux effets les plus nocifs de l'idéologie et de la morale bourgeoises.

Une praxis démocratique ne permet jamais l'application correcte des préceptes marxistes; et toute déviation en direction des méthodes démocratiques conduit tôt ou tard à la rupture avec les principes du communisme révolutionnaire. Voilà pourquoi la Gauche communiste a toujours porté la plus grande attention aux questions tactiques et organisationnelles en affirmant la nécessité de **normes rigides**, découlant strictement du programme et des principes.

LE JOURNAL, "ORGANISATEUR COLLECTIF" ET NON TRIBUNE D'OPINION OU PROPRIETE COMMERCIALE

Le journal du parti est sans aucun doute l'organe principal par lequel celui-ci exprime son activité complète de propagande, de bataille politique, d'orientation, de défense et de formation théorique. Le journal vit de l'activité du parti, de ses batailles, de ses victoires et de ses défaites. Et dans la mesure où se développent dans le parti des divergences importantes, le journal ou les journaux en deviennent le miroir.

Comme le journal exprime le caractère organique et centralisé du parti, il ne peut

qu'être sous la direction du centre dirigeant de celui-ci. Mais dans une situation d'oppositions à l'intérieur de l'organisation, il devient inévitablement un instrument de la lutte politique interne. Il est naturel que dans une certaine limite les problèmes internes soient reflétés dans la presse du parti et traités comme tels.

Mais si se développent dans le parti des divisions aiguës, le journal court le risque de se transformer en instrument quasi exclusif de la lutte interne. Le contrôle du journal donne une force, qui est force du parti quand l'activité collective se développe sans heurts. Elle devient force d'une partie de l'organisation quand cette activité collective se brise. Alors le journal peut devenir un élément déterminant sur lequel se concentrent les pressions de la lutte politique interne.

Depuis la fin de la dernière guerre, nous nous sommes trouvés à trois reprises devant des situations internes critiques où un groupe de militants en opposition avec le reste de l'organisation a cherché à s'emparer du titre du journal.

Dans le cas de "BATTAGLIA COMUNISTA" en 52, cette tentative s'accomplit grâce au recours aux tribunaux bourgeois en s'appuyant sur la "propriété commerciale" du journal. Le parti réagit en refusant de mener une lutte sur ce terrain. Un communiqué aux lecteurs, dans le premier n° du nouveau journal "IL PROGRAMMA COMUNISTA", indique :

"S'étant agi de faire valoir contre le parti, contre sa continuité idéologique et organisationnelle et contre son journal, et bien entendu après s'en être emparée, une propriété commerciale fictive qui n'existe que dans la formule bureaucratique que la loi impose, nous ne nous prêterons à aucune contestation ni recours contradictoire; nous subirons, sans aller sur le terrain de la justice constituée, les impositions exécutoires. Leurs auteurs ne pourront plus revenir sur le terrain du parti révolutionnaire. Inutile donc de parler de leurs noms et de leurs mouvements, aujourd'hui et demain."

En 1973, à l'époque de notre "crise Florentine", la section scissionniste de Florence tenta de se faire reconnaître, au moins localement, comme la vraie continuateur du parti, en reproduisant sur place "IL PROGRAMMA COMUNISTA" avec quelques petites modifications en plus ou en moins, de son cru. Cette tentative curieuse ne dura guère, parce que quelques militants locaux restés fidèles au parti purent assurer la continuité de l'activité, et parce que l'ambition de ce groupe de représenter la continuité de la Gauche communiste même sur le plan formel (même appellation "P.C.Int.",

même journal) ne pouvait qu'entrer en contradiction avec la diffusion d'un journal qu'ils ne contrôlaient pas. Ils créèrent peu après leur organe, "IL PARTITO COMUNISTA", "organe du P.C.International" et quelques années plus tard une revue en français "LA GAUCHE COMMUNISTE", elle aussi, "organe du P.C.International".

Dans le cas de "PROGRAMMA COMUNISTA" il fut de nouveau fait appel à la justice constituée en 1983, dans une situation plus critique et plus difficile qu'en 52. mais comme l'indique le communiqué de 52, cela ne peut justifier le recours à la propriété commerciale et à la justice bourgeoise.

Nous avons traité ailleurs d'un autre cas, celui de "COMBAT" (21), qui signe le point extrême de la crise du parti. Les rares forces du parti capables de résister à l'assaut du doute révisionniste et des tendances hostiles à la Gauche communiste, n'eurent pas la force suffisante pour réagir à temps et pour bloquer les poussées liquidatrices.

Les éléments regroupés aujourd'hui autour du nouveau "PROGRAMMA COMUNISTA" désertèrent l'affrontement politique, se fiant aux liens personnels et à l'action judiciaire pour reprendre le contrôle du titre et tenter de retrouver une certaine homogénéité. Les militants organisés autour du "PROLETAIRE" cherchèrent à conduire la clarification politique interne à leur propre groupe tout en attendant que la situation s'éclaircisse en Italie. D'autres groupes de militants restés isolés, comme en Grèce ou dans l'aire sud-américaine, essayèrent eux aussi de conduire un travail de clarification interne, avec les instruments théoriques, politiques et les connaissances à leur disposition (22).

Les militants italiens organisés aujourd'hui autour de "IL COMUNISTA", isolés non seulement des camarades étrangers, mais aussi de camarades italiens, essayèrent de conduire une bataille politique de principe en continuant leur activité militante, leur participation au journal, dans l'espoir de tracer un lien avec la continuité idéologique et organisationnelle du parti, et de pouvoir s'opposer à la nouvelle orientation prise par l'organisation. Cette bataille qui cherchait à s'insérer dans les contradictions présentes dans l'organisation pour arracher le maximum de militants au nouveau cours, avait aussi pour objectif de convaincre ceux qui se tournèrent vers l'action légale, de s'engager dans la lutte politique.

Il fallut subir les effets les plus négatifs de la transformation organisationnelle (liquidation du centre comme organe dirigeant et constitution d'un

comité central formé de représentants des sections, publication d'articles en fonction de l'accord de la majorité, suspension de la diffusion des textes du parti) et des innovations politiques et tactiques (localisme, contingentisme, autonomisme) pour que s'ouvre un terrain pour une lutte politique ouverte qui puisse faire la démonstration d'orientations opposées, l'impossibilité d'un redressement de l'organisation et donc d'un travail commun.

La rupture avec COMBAT est advenue avec la constatation de la divergence irrémédiable des routes, sans adopter de mesures organisationnelles spéciales ou sans recourir au "terrorisme idéologique". Il est possible que cette rupture ait pu se produire plus tôt, pour arracher davantage de militants au cours liquidateur; c'est là aussi une leçon pour le futur.

Devant des divergences qui ne permettent plus le travail commun, la bataille politique est orientée vers la rupture organisationnelle. Mais la rupture elle-même doit être préparée politiquement, par un effort de rattachement aux positions fondamentales du marxisme, de façon qu'elle ait lieu avec la plus grande clarté possible.

Nous ne prétendons pas représenter la véritable continuité idéologique et organisationnelle du parti; nous n'avons jamais cherché à nous réfugier derrière une étiquette, si glorieuse soit-elle, comme le nom de Bordiga, la référence à la Gauche communiste ou l'appellation "parti communiste international".

Notre objectif a été et est de **reconquérir** pendant et après la crise, la continuité idéologique et organisationnelle du parti, sans recourir ni au principe démocratique, ni aux manoeuvres ou à l'utilisation de la justice bourgeoise.

Nous n'avons pas hésité à défendre et à maintenir le nom du parti, en dépit du redimensionnement drastique des forces militantes.

Si la classe ouvrière est **sans réserves**, il en est de même pour le parti de classe, qui ne possède aucun bien dont il puisse jouir et qu'il puisse défendre selon les lois du marché et les institutions bourgeoises. Il est en cela différent des faux partis ouvriers soi-disant socialiste ou communiste qui représentent en réalité des intérêts économiques et historiques liés à la persistance de la société capitaliste. Le parti de classe ne peut avoir un fonctionnement interne qui contredise son orientation historique et sa caractéristique formelle. Les thèses de Milan expliquent:

" Pour que l'action du parti soit véritablement organique et pour qu'il puisse

avoir une fonction collective qui dépasse et élimine tout personnalisme et tout individualisme, le parti doit répartir ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie. La succession de camarades à ces tâches est un fait naturel qui ne peut obéir à des règles semblables à celles des carrières des bureaucraties bourgeoises. Dans le parti il n'y a pas de concours pour se disputer des positions plus ou moins brillantes ou plus en moins en vue: nous devons tendre **organiquement à cette répartition des tâches qui n'est pas une imitation de la division bourgeoise du travail, mais est une adaptation naturelle à sa fonction de cet organe complexe et structuré qu'est le parti**" (23).

Le dépassement de l'individualisme n'est pas un fait automatique mais une tendance sur laquelle le parti de classe oriente son fonctionnement collectif, un effort qui ne peut s'appuyer sur des expédients organisationnels, mais qui nécessite la conscience claire qu'il faut **"éviter toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'obtenir de bons résultats par un travail et un sacrifice moindres. Un tel désir peut sembler innocent, mais il traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse et obéit à l'influence de la règle fondamentale du capitalisme, qui est d'obtenir le maximum de profit.**

QUELQUES CONCLUSIONS

Il est maintenant nécessaire de tirer quelques premières conclusions de ce que nous avons écrit. L'objectif fondamental de notre travail est, sans faire abstraction des crises de l'organisation, la **continuité théorique, politique et organisationnelle avec le parti révolutionnaire historique.**

Nous ne cherchons pas à nous décerner l'étiquette d'héritiers "véritables" du patrimoine théorique et de bataille de la Gauche communiste en vertu des années passées au côté d'Amadeo Bordiga dans la même organisation, ou en raison d'une activité d'étude et de publications de textes classiques sous sa direction, ou peut-être pour avoir assumé des responsabilités dans l'organisation.

Nous ne manifestons pas envers le passé une autosatisfaction complaisante d'anciens combattants; nous ne tirons pas un coup de chapeau ostentatoire à la masse gigantesque de publications et de travaux produits par notre petit parti. Nous revendiquons le **lien** qui nous unissait et qui nous unit à l'ensemble du patrimoine de la Gauche communiste et en particulier à l'activité développée par notre parti sur le fil du temps

pour se maintenir, en continuité avec le marxisme invariant, dans la ligne des batailles de classe qui se sont livrées au cours des années brûlantes de la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise.

Nous avons affronté la crise organisationnelle de 82 grâce à ce lien, avec la ferme conviction que l'apport de la Gauche et du parti communiste international formé après la guerre autour du travail de cette formidable sonde historique qu'était Bordiga, est indispensable pour la formation du parti compact et puissant de demain. Nous sommes en train aujourd'hui de réorganiser nos forces vers la reconstitution effective du parti communiste international sur la base d'un travail qui vise à tirer les leçons des crises du parti, à établir donc un bilan politique qui permette de se réapproprier les grands axes de la continuité théorique et programmatique ainsi que la continuité politique tactique et organisationnelle avec le parti de classe.

Il n'est pas possible de fixer d'échéances à ce travail, étant donné que c'est le processus de reprise de la lutte de classe et l'apparition de forces consciemment classistes (les fameuses "étincelles de conscience" de Lénine dans "Que faire") qui dicteront les rythmes de la constitution effective d'un parti capable de s'enraciner dans la classe, d'en influencer les couches décisives et, à un certain niveau de l'affrontement social, capable de modifier par son action les rapports de force entre les classes et les situations.

Ce travail ne peut se mesurer selon la comptabilité bourgeoise de l'échange entre ce que l'on donne et ce que l'on reçoit, ou à l'échelle des vies personnelles des militants; c'est pourquoi le parti a toujours repoussé la recherche de succès immédiats au prix de raccourcis et d'expédients. Le seul "succès" que nous recherchons est le maintien de la ligne marxiste correcte avec un travail organisé en vue de la formation du Parti Communiste Mondial dont aujourd'hui il est possible de préciser la nécessité, mais pas de fixer la date de naissance.

Le parti de classe formel se constitue avec des forces physiques qui agissent de façon homogène en tant que parti; étant donné que la crise de 82 a été de type anti-parti et anti-gauche communiste, nous n'avons jamais cessé de revendiquer notre activité comme une activité de parti en maintenant le nom de l'organisation Parti Communiste International, en revendiquant donc l'ensemble de son activi-

té, dans ses points forts comme dans ses points faibles.

Nous avons donc revendiqué, contre les "puristes" de la lettre (étrangers en fait à l'esprit des thèses marxistes), contre les liquidateurs mouvementistes désespérés et contre les repentis de la gauche communiste, y compris les erreurs commises par le parti dans son effort pour appliquer les directives fixées dans nos Thèses et pour se hisser à la hauteur des tâches de la période historique.

Et la condition pour que cette revendication ne soit pas une phrase creuse camouflant une rupture politique et organisationnelle de la continuité de notre mouvement, ou une expression de fidélité morale et stérile envers le "bon" parti d'hier, c'est de la faire vivre dans une activité politiquement et non simplement formellement, digne de se faire sous la même appellation; c'est-à-dire selon une méthode qui lie l'activité à l'évaluation de la période, selon une analyse non contingente ni improvisée des processus sociaux et des rapports de force entre les classes, une "analyse concrète de la situation concrète", donc matérialiste et dialectique, dans laquelle la force-parti est envisagée non tant pour ce qu'elle veut devenir, mais surtout pour ce qu'elle est effectivement.

Il ne s'agit donc pas de revendiquer un droit à la continuité avec le Parti Communiste, mais de revendiquer la possibilité "de comprendre mieux que tout autre à quelles conditions le parti véritable actif, c'est-à-dire le parti formel, peut demeurer fidèle aux caractères du parti historique révolutionnaire, qui potentiellement existe au moins depuis 1847, et qui, pratiquement s'est affirmé dans de grandes déchirures historiques, à travers la série tragique des défaites de la révolution" (24)

La question de la continuité se pose en fait à deux niveaux dialectiquement liés: celui de la transmission de la tradition de la Gauche communiste à une nouvelle génération dans le cadre d'une activité de parti, de la part d'une vieille garde, et l'assimilation, la conquête de cette tradition par les nouveaux éléments pour l'utiliser dans leur activité militante.

Cela va bien au delà de la simple succession des générations, puisqu'il s'agit d'une activité de parti correcte et de l'expérience acquise au travers de cette activité qui forment un patrimoine vivant de lutte et d'organisation, indépendamment des individus (de base ou du sommet) à travers lesquels il est vécu et transmis.

Nos "Considérations" de 1965 expliquent:

"Pour opérer le passage de cette tradition fidèlement transmise à un

effort pour réaliser une nouvelle organisation de parti international sans rupture historique, on ne peut se fonder organisationnellement sur le choix d'hommes particulièrement qualifiés ou particulièrement au fait de la doctrine historique: on ne peut qu'utiliser organiquement la continuité la plus fidèle entre l'action du groupe qui défendait cette doctrine il y a 40 ans (et maintenant plus de 60 ans-NDLR) et la ligne actuelle. Le nouveau mouvement ne peut attendre de surhommes ni avoir de Messie, mais il doit se fonder sur la renaissance d'une tradition qu'on aura réussi à préserver à travers une longue période. Conserver cette tradition ne signifie pas seulement transmettre des thèses et rechercher des documents, mais utiliser des instruments vivants, qui forment une vieille garde et qui comptent transmettre une consigne intacte et puissante à une jeune garde."

La ligne dont on parle ici n'est pas seulement celle qui va de Marx à Lénine et à l'Internationale Communiste; "on doit se référer à la bataille de classe que la Gauche marxiste (nous ne voulons pas nous limiter à la seule région italienne) conduisit dans les luttes réelles les plus brûlantes aux cours des années qui suivirent 1919".

La transmission correcte de cette ligne "fut interrompue, non tant par le rapport de force imposé par la classe ennemie, que par le lien de dépendance avec un centre en dégénérescence qui se transformait de centre du parti mondial historique à celui d'un parti éphémère détruit par une pathologie opportuniste, et détruite dans les faits".

A travers cette bataille de classe, la Gauche marxiste tenta de sauver "sinon la révolution, du moins le coeur de son parti historique". S'il ne fut pas possible d'atteindre cet objectif, c'est-à-dire de maintenir une continuité organisationnelle, cette bataille permit néanmoins de recommencer, en "utilisant toute la tradition de doctrine et de praxis confirmée par la vérification historique de prévisions assurées", en dépit d'une situation objective des plus défavorables, et "au milieu d'un prolétariat infecté jusqu'à la moëlle de démocratie petit-bourgeois".

La Gauche communiste ne nous fournit pas de précieuses reliques; elle nous enseigne une dure lutte politique pour la défense de la ligne du parti historique qui va de Marx à Lénine, à l'Internationale Communiste, qui passe par la fondation du Parti communiste d'Italie et la bataille de classe contre la dégénérescence Stalinienne et par la reconstitution du parti international "sans rupture historique".

La ligne actuelle ne diffère que par une bataille plus tranchée contre le démocratisme petit-bourgeois qui infeste le prolétariat jusqu'à la moëlle et contre son influence dans la structure et dans l'action du parti. Toute l'activité du parti doit correspondre à cette conquête historique représentée par la liquidation de la "thèse du centralisme démocratique et l'application de tout système de vote", qui avait été "une des erreurs de départ de l'Internationale de Moscou". La démocratie n'est pas un tabou, mais l'expression idéologique, et organisationnelle, de la force de classe de la bourgeoisie.

Le cancer démocratique a été une des causes principales de la dégénérescence du mouvement communiste international, à travers les concessions, d'abord partielles, puis générales, aux orientations démocratoides, pacifistes, autonomistes et libertaires, et il en a été de même lors des différentes crises qui ont secoué notre parti depuis 1952. Nous en tirons une raison de plus pour ne pas relâcher, mais renforcer la lutte contre l'infection démocratique, qui se présente en général à travers les voies "périphériques" de l'action "extérieure" (le terrain de la tactique) et de l'organisation interne.

La structure interne du parti, réaffirmée après chaque crise, ne laissait pas de place à une carrière plus ou moins rapide d'éléments douteux qui pouvaient approcher l'organisation, puisque celle-ci excluait des "succès historiques à portée de la main".

Mais cela ne pouvait suffire à immuniser notre parti contre l'infection démocratique qui a pu au contraire atteindre même des éléments qui avaient mené pendant des années une activité sans failles dans le cadre du travail anti-démocratique du parti. Et la crise explosive de 82 a montré que le mal s'était diffusé dans tout le réseau de l'organisation, sans épargner les centres dirigeants et en les condamnant même dans une certaine mesure à devenir les vecteurs principaux de sa liquidation.

Si au long de ces années de reconquête d'une activité à caractère de parti nous avons insisté sur la nécessité d'un bilan politique des crises et du développement de notre organisation depuis sa constitution, c'est parce que la crise elle-même a remis en évidence un aspect fondamental: la ligne politique du parti n'est pas donnée une fois pour toute, dans sa définition comme dans son assimilation. Elle doit être reproposée, reconquise, réassimilée, révérifiée dans sa structure de travail interne et dans son action vers l'extérieur.

Une conception faussement intransigeante peut limiter l'assimilation théorique et politique à une simple répétition littéraire de nos thèses de parti et déboucher alors sur un verbalisme puriste, une "propagande des principes" qui ne peut permettre l'application correcte des orientations générales dans les situations les plus diverses. Il s'agit en fait d'une conception indifférentiste qui repose sur une division absolue des périodes historiques en phase contre-révolutionnaire et phase révolutionnaire, sans voir comment les contradictions d'une phase alimentent les contradictions de la phase opposée.

Une conception faussement dynamique du processus de développement du parti et de reprise de la lutte de classe conçoit l'assimilation théorique et politique en vertu de l'expérience "directe", "personnelle" et débouche ainsi sur une attitude contingentiste et activiste où tous les problèmes ardu de la tactique et de l'activité articulée du parti sont ramenés au simple "bon sens" de la "démonstration" grâce aux résultats immédiats de la confrontation de chacun avec la réalité.

L'infection démocratique sourd par tous les pores de la société et se propage indépendamment de la croyance dans les bienfaits du capitalisme; comme une maladie du sang qui conduit tôt ou tard à l'affaiblissement de l'organisme, l'habitude démocratique a des effets d'autant plus redoutables qu'elle est plus ancrée dans la société et donc dans le prolétariat; et elle nécessite d'autant plus une sévère cure anti-démocratique, le refus de toute concession aux idéologies et aux pratiques "démocratoïdes, pacifistes, autonomistes, libertaires", comme le soulignaient nos "Considérations..." citées ci-dessus.

En ligne avec cette exigence et avec les enseignements des batailles livrées par la Gauche le long de l'arc historique du parti de classe (et menées également dans l'organisation reconstituée après la guerre) notre attitude durant et après la crise de 82 s'est réglée sur les critères suivants:

- en ligne de principe, aucune concession dans la praxis de parti interne et dans l'activité au contact du prolétariat, à des orientations, même partielles, et à des pratiques même limitées, de type démocratique;

- défense du patrimoine complet de la Gauche communiste et de l'activité du parti malgré les erreurs d'évaluation ou

d'application pratique commises au cours de son développement;

- défense des caractères idéologiques et de lutte transmis par la Gauche communiste (pas seulement italienne) dans sa longue bataille contre les dégénérescences nationaliste, démocratique, collaborationniste qui ont emporté dans les années 20 le mouvement révolutionnaire et tous les partis adhérant à l'Internationale de Moscou

- défense du bilan historique et politique de la révolution bolchévique et de la contre-révolution stalinienne réalisé par notre parti au cours de son travail de restauration théorique et d'organisation de forces militantes en cohérence avec le fil doctrinal invariant d'un marxisme non avili;

- lutte politique ouverte contre toutes déviations, qu'elles soient attentistes, propagandistes, sectaires, indifférentistes ou mouvementistes, autonomistes, contingentistes;

- lutte politique ouverte y compris sur le terrain de l'activité pratique quotidienne en défense d'un noyau homogène de militants regroupés sur les positions correctes de parti en vue d'une rupture politiquement claire avec les tendances liquidatrices ou en dégénérescence;

- défense du caractère international de l'organisation du parti et de la participation de tout le réseau international à la résolution des questions dites "nationales" ou de la compétence exclusive de sections nationales.

C'est sur cette ligne de conduite synthétisée par ces points que s'est basée notre tentative de mener une bataille, sans aucun doute défensive, au sein de l'organisation internationale du parti et de ce qu'il en restait pour sauvegarder ses orientations politiques et sa tradition militante et de praxis, condition pour reconquérir le "fil du temps" et assurer la continuité théorique et organisationnelle.

Comme la crise de 82 n'a pas été un "incident de parcours" ou un mauvais moment à faire disparaître de l'esprit des militants actuels et futurs, mais un fait d'importance fondamentale dans l'histoire du parti communiste international il est indispensable de poursuivre notre travail de bilan, aussi bien en ce qui concerne l'effort d'analyse et d'étude que la lutte politique contre les tendances adverses; aussi bien dans l'activité pratique au contact de la classe ouvrière et de ses tentatives de réorganisation classiste

que dans la propagande des positions du parti; aussi bien dans le travail d'assimilation théorique et programmatique que dans le travail organisationnel interne; tant dans la contribution politique et pratique à la réorganisation de classe du prolétariat que dans la lutte idéologique et pratique contre toute forme de collaborationnisme, de paix sociale, d'opportunisme.

"Ce qui distingue notre parti", c'est cette bataille là.

(1) Ces Thèses se trouvent dans le recueil **Défense de la Continuité du Programme Communiste**, disponible aux Ed. Programme

(2) Ces Thèses, ainsi que les "Considérations" citées plus bas se trouvent également dans **Défense de la Continuité...**

(3) Nous avons republié dans "Le Proletaire" n°390 un texte très intéressant de 1971, "Crises de régime et reprise de classe". On peut se reporter aux "Cours de l'impérialisme mondial", à divers éditoriaux de PROGRAMME COMMUNISTE: "Crise et Révolution", "P.C." n°62, "Encore sur crise et révolution", "P.C." n°66, etc.

(4) cf. "Crise et révolution", op. cit.

(5) "Encore sur crise et révolution".

(6) cf. "Le prolétariat et la crise".

(7) Le rapport central à cette réunion n'a jamais été publié, mais des extraits sont cités plus loin.

(8) Le rapport du centre international a été publié dans "Programme Communiste" n° 89.

(9) C'est une circulaire du Bureau central italien du 25/3/81, qui se relie à des articles et des circulaires précédentes

(10) Dans la partie IV de nos **Thèses Caractéristiques**, intitulée "Action du parti en Italie et dans les autres pays en 1952", on affirme nettement : "il n'y a pas de recettes toutes faites permettant d'accélérer la reprise de classe. Il n'y a pas de manoeuvres et d'expédients qui disposeraient les prolétaires à écouter le parti de classe. Ces moyens en effet ne feraient pas apparaître le parti pour ce qu'il est vraiment, mais dénatureraient sa fonction, ce qui ne pourrait avoir qu'un effet désastreux sur la reprise effective du mouvement révolutionnaire, qui se base sur la maturité réelle des faits et sur l'aptitude du parti à y répondre de façon adéquate, aptitude qu'il ne peut acquérir que par son inflexibilité doctrinale et politique."

(11) Les questions surgies dans l'organisation

au cours de son activité et qui ont été au centre de divergences et de scissions ont toujours été traitées dans la presse du parti. Mais on n'a jamais parlé volontiers des scissions en tant que telles. La cause ne résidait pas dans un quelconque purisme, ou dans le désir mesquin de "laver son linge sale en famille", mais par souci d'éviter au maximum que les divergences politiques ne se transforment en polémiques personnelles ou en affrontement d'opinions individuelles. L'essentiel était de mettre l'accent sur les questions politiques et théoriques qui déterminaient les positions divergentes; Nous n'avons rien à redire à cette propédeutique révolutionnaire.

Mais le parti ne peut pas être considéré comme une communauté indistincte, une sorte de gélatine indifférenciée. Quand les divergences revêtent l'aspect de lutte politique entre groupes ou tendances, l'identification des conceptions divergentes avec ces groupes ou tendances devient une donnée de fait incontournable.

Ce n'est que vers la fin des années 60 qu'est publiquement posé dans la presse la question de l'analyse de la trajectoire du parti et de son passé. A un moment où notre parti avait une histoire déjà vieille de plus de 20 ans, avec son cortège de divergences et de scissions, le besoin d'un bilan plus précis et plus spécifique que le bilan historique consigné dans les Thèses, se faisait sentir de façon impérieuse.

Il est nécessaire de reprendre aujourd'hui ce travail, non pour instruire des procès ou tresser des lauriers à des individus, mais pour tirer des leçons des tentatives de reconstitution du parti de classe faites depuis trente ans par notre parti.

(12) Ce matériel se trouve dans les journaux du parti, dans des Bulletins internes, dans des réunions de l'organisation qui n'ont pas toujours été retranscrites dans des articles, dans des circulaires ou des correspondances spécifiques; il sera repris dans le cours de notre travail.

(13) En 1975 on consacra un Bulletin interne aux crises du parti et par la suite de nombreux travaux furent consacrés à la crise "florentine" et aux polémiques avec des sections sur les questions de tactique et d'organisation.

(14) Cette circulaire centrale était en même temps une réponse aux questions qui agitaient le parti entre la fin des années 70 et le début des années 80 et sur lesquelles avaient scissionné le groupe de militants de "EL OUMAMI". Elle était une réponse à la scission en Italie de la section de Schio qui se retrouvait pleinement dans la première façon de réagir aux problèmes posés par l'activité du parti.

(15) Il s'agit de l'article "Utopie contre réalisme" paru dans "le prolétaire" n°114 (1-14/11/71), où on affirme qu'il est possible grâce au développement du progrès technique capitaliste de passer directement au communisme, sans phase intermédiaire. L'article soutient en effet qu'il "n'est plus nécessaire" d'attendre les "conditions" du socialisme d'un nouveau progrès des forces productives; sa réalisation "technique" ne pose pas de problèmes, mais il est nécessaire d'en finir avant tout avec la société capitaliste. L'affirmation des buts des communistes, y compris les grandes lignes de la société future, doit être un de nos thèmes d'agitation et de propagande; il nous faut affirmer que l'abolition de la monnaie est non seulement possible, mais nécessaire et que le développement actuel de l'industrie permettra de la réaliser immédiatement, c'est-à-dire sans passer par le stade des bons de travail prévus par Marx. Ce stade laisse subsister en effet le "Droit bourgeois" d'égalité (à chacun en échange de sa journée de travail la société donne de quoi se nourrir, se vêtir, etc.), alors que la dictature du prolétariat aurait la possibilité d'appliquer directement la formule "de chacun selon ses capacités, à Chacun selon ses besoins".

Cette conception revient en fait à faire une caricature des tâches de la dictature du prolétariat qui ne se fixe pas le but "d'instaurer" le communisme mais de fournir le passage obligé entre la société de classes et le premier stade de la société sans classes (le socialisme inférieur).

(16) cf. les "Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle forment le patrimoine historique de la gauche communiste", dites "Thèses de Naples" car elles furent présentées à la réunion générale du parti

à Naples, les 17-18/7/65. Ces Thèses se trouvent dans le recueil "Défense de la continuité du programme communiste, série "Les textes du P.C. Internationale".

(17) cf. les "Thèses de Naples", *ibid.*

(18) Cette coupure entre théorie et praxis fut dans une certaine mesure justifiée par l'idée qu'il n'était désormais plus possible de consacrer autant de temps à la formation théorique des militants qu'à l'époque où l'activité extérieure était réduite. C'est ainsi que se répandit l'idée que les "vieux" militants, qui avaient pu se former théoriquement représentaient plus ou moins "le parti historique", alors que les "jeunes" pouvaient justifier le peu de temps consacré à la formation, par la croyance d'être peu ou prou le "parti-formel", celui qui agit et se développe.

(19) cf. les "Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial", ou "Thèses de Milan", présentées à Milan, les 2-3/4/66.

(20) cf. les "Thèses de Naples", *cit.*

(21) cf. "En défense du programme communiste" in "Le Prolétaire" n°384.

(22) cf. "Notre première réponse aux camarades grecs" in "Il Comunista" n°4-5/85; "La prise de position du groupe Espartaco" in "Il Comunista" n°4-5/86; "Avancer vers la reconstitution du P.C. International" in "Il Comunista" n°9-10/87.

(23) cf. les "Thèses de Milan", *cit.*, point 8 ("Défense..." p.220) et point 5 (p.219).

(24) cf. "Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable" (1965) dans la brochure "Défense de la Continuité du Programme Communiste" série "Les textes du P.C.Int." n°7

* * * * *

Histoire et condition de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre

Fort d'une puissance économique sans cesse croissante, de succès commerciaux ininterrompus, le capitalisme japonais, d'ancien vaincu de la dernière guerre mondiale, est devenu un acteur de premier plan sur la scène mondiale. Confirmant la thèse marxiste qui veut que le capitalisme trouve dans les destructions un **bain de jouvence** qui lui permet de recommencer un cycle d'accumulation et d'expansion avec une ardeur juvénile, le capital nippon bat aujourd'hui en brèche dans plusieurs secteurs la suprématie du super-impérialisme américain. Pour les capitalistes occidentaux le "péril jaune" acquiert une nouvelle réalité, non sous la forme des hordes innombrables de population menaçant la domination blanche, comme dans les cauchemars bourgeois au siècle dernier, mais sous la forme d'un flot incessant de marchandises "made in Japan" qui inondent le marché mondial.

Les études succèdent aux études pour tenter de comprendre les secrets du "miracle japonais" et pour trouver des recettes applicables ici, des "cercles de qualité" au "salaire au mérite", etc. Tous les commentaires, qu'ils émanent de bourgeois envieux ou de bonzes syndicaux qui feignent de le critiquer, mettent en relief "l'harmonie sociale", la responsabilité et la discipline de la main d'oeuvre qui n'hésite jamais à sacrifier ses intérêts "égoïstes" aux intérêts "communs" de l'entreprise et de l'économie nationale.

Ce qui nous intéresse, c'est d'essayer de comprendre les causes de la paralysie d'une classe ouvrière qui a pourtant donné dans le passé de magnifiques exemples de lutte, en dépit d'une répression féroce et constante: des grèves de 1906 et 1907 dans les Chantiers navals et les Mines, aux grèves nationales et aux vagues de manifestations lors des "émeutes du riz" contre la vie chère en 1918; des agitations dans les grandes industries en 1920-21, à leurs échos dans les campagnes parmi les travailleurs agricoles et les paysans pauvres, les prolétaires japonais avant la dernière guerre mondiale ont mené de durs combats, ce qui, en passant, démontre l'absurdité des bavardages sur les "traditions" de discipline et de consensus inhérentes à "l'âme" japonaise.

Un article de "Bilan" No8, organe de la fraction de gauche du PC italien, nous fournit quelques précisions:

"Le mouvement ouvrier au Japon remonte à 1897, dans la période d'essor qui suivit la victoire contre la Chine, quand Sen Katayama, devenu socialiste aux Etats-Unis, créa à Tokyo la Société pour la formation des syndicats (RODO KUMIAI KISSEI KAI). Le premier syndicat de classe fut celui des métallurgistes, dont Katayama devint le secrétaire. Peu après fut publié par cette société le premier journal socialiste, "Monde des travailleurs". Puis furent créés les syndicats des typos, machinistes et mécaniciens des chemins de fer, dont la grève en 1898 eût un grand retentissement. Entre 1897 et 1900, favorisé par l'absence de lois répressives, découlant

du fait que ni le gouvernement, ni les patrons ne se rendaient compte de la portée du mouvement, se vérifia la transformation des guildes existantes en syndicats, travail auquel se mêlèrent beaucoup d'éléments de la petite-bourgeoisie démocratique et qui trouva même l'appui de certains industriels.

Mais en mars 1900, le parlement japonais vota un "réglement de police pour la défense de la paix publique" qui interdit en réalité toute action revendicative. Cette loi donna le coup de grâce au mouvement ouvrier à peine naissant." ("Bilan" No 8, 1932).

Dès lors la répression ne cessa pas contre le mouvement ouvrier et socialiste. Nous n'allons pas traiter ici des difficultés extraordinaires de la création d'un Parti Communiste face à cette répression brutale et sanguinaire, et devant les énormes faiblesses politiques des militants d'un mouvement ouvrier sans aucune tradition marxiste, sans oublier la responsabilité de l'Internationale Communiste en dégénérescence qui imposait artificiellement ses "lignes" contradictoires. L'Internationale finit par assigner au prolétariat la tâche de faire la révolution bourgeoise anti-féodale dans un Japon pourtant bourgeois et impérialiste...

Au cours des années 30 le mouvement ouvrier fût de plus en plus encadré sous l'égide de l'Etat. En 1925 la SODOMEI (Confédération des syndicats) exclut les syndicats de gauche, qui constituèrent le SO HYOGHI KAI (Conseil Syndical), interdit en 1928. En 1937 la SODOMEI renonce explicitement à la grève; en 1940 elle accepte de collaborer avec le gouvernement et fusionne avec les syndicats des ouvriers de l'Etat (extrême-droite) pour former une centrale unique, la SAMPO (Association Industrielle Patriotique), parachevant ainsi l'oeuvre de "militarisation" du prolétariat en vue de la guerre. Dans le même temps les années 40 sont marquées par la généralisation à l'industrie du système déjà expérimenté entre 1900 et 1910 pour favoriser la stabilité de la main d'oeuvre, de "l'emploi à vie".

En se combinant aux ravages du stalinisme contre-révolutionnaire, ces traits caractéristiques du "fascisme" nippon légués à la nouvelle "démocratie", devaient profondément influencer sur les conditions de vie, de travail et de lutte des prolétaires japonais tout au long de ce second après-guerre.

DE LA LIQUIDATION DE LA SAMPO A LA FORMATION DE LA SANBETSU KAIGI

Au moment de la défaite et de l'occupation américaine la classe ouvrière japonaise était presque complètement enchaînée au char de la collaboration avec l'Etat (même si les épisodes de "résistance passives", de l'absentéisme au sabotage, à la destruction des armes et à la désertion (1) n'ont pas manqué dans la période de guerre).

D'autre part en dépit de la défaite terrible ce ne fut pas une période d'anarchie politique semblable à ce qui eut lieu en Italie par exemple, car l'occupation américaine se substitua immédiatement à l'appareil d'Etat en débauche pour remettre ensuite le pouvoir entre les mains de la grande bourgeoisie traditionnelle.

La "démocratisation" imposée par le SCAP (Supreme Commander of Allied Powers, soit le Commandement Suprême des Puissances Alliées) c'est-à-dire par Mac Arthur, a eu comme but précisément de prévenir et de contrôler toute explosion de colère prolétarienne.

Comme en Europe, les USA après avoir vaincu militairement le "fascisme" japonais gagnèrent leur bataille contre la classe ouvrière grâce à la "démocratie". Comme en Europe cette tentative réussit pleinement grâce aux partis pseudo ouvriers "rennaissants": le Parti Socialiste Japonais (constitué le 2 novembre 1945) et le Parti Communiste Japonais (reconstitué le 4 décembre 1945 après la libération de nombreux dirigeants emprisonnés par l'ancien régime), dont le premier était clairement disposé à collaborer avec les américains, mais dont le deuxième,

lié à l'URSS, ne leur était pas le moins du monde hostile. "A l'époque, les américains favorisaient les modérés et les sociaux-démocrates et considéraient les communistes comme une force utile" (2).

Ce n'est pas un hasard si dans les premières années du SCAP s'est constitué le seul gouvernement "socialiste" de toute l'histoire japonaise (1947), ni si les américains se sont préoccupés rapidement du mouvement syndical. Tandis qu'ils concédaient le droit de grève et dissolvaient "l'Association Industrielle Patriotique" (SAMPO) pour rétablir la "liberté" d'organisation syndicale, ils chercheront à régler cette délicate question en s'efforçant de modeler l'associacionisme ouvrier sur le modèle américain du syndicat d'entreprise continuant ainsi sur un plan **plus élevé** (c'est -à-dire démocratique à favoriser la collaboration dans l'entreprise avec la direction. La dissolution formelle de la SAMPO ne contredit pas ce fait car ces "entreprises unions" comprenaient **tous** les travailleurs de l'entreprise à l'exception du directeur ou peut-être des cadres les plus élevés.

Toutefois, la syndicalisation battit tous les records après la guerre: alors que le niveau maximum d'inscrits au syndicat avant guerre s'établissait à 420 600 en 1936 (3), il montait en 1946 à 4 500 000 (4). Et si le nombre était élevé, il est aussi indéniable qu'à plusieurs reprises la classe ouvrière donna des preuves de sa combativité.

Cependant, même s'il ne pouvait pas ne pas réagir d'une façon ou d'une autre aux conditions désespérées dans lesquelles l'avait précipité la défaite, il était impossible que le prolétariat nippon, privé depuis longtemps de guide et d'organisation de classe, et soumis alors à l'influence désastreuse des partis réformistes renaissants grâce à l'aimable attention de ... Mac Arthur, puisse être en mesure de trouver un terrain de lutte indépendant et de classe.

Ce n'est pas un hasard si le type le plus caractéristique d'action ouvrière de l'époque était la tentative d'auto-gérer les nombreuses usines abandonnées par les capitalistes (qui attendaient que les conséquences de la fin des hostilités se dissipent et que la production puisse reprendre). Initiés par l'opportunisme et loués aujourd'hui par les historiens pseudo-marxistes de la New-Left comme John Halliday, ces épisodes de "contrôle ouvrier" ne furent en réalité que le sacrifice aveugle du prolétariat **aux exigences de la reconstruction**. Les grèves dans l'industrie furent en fait très rares et les heures perdues en agitation revendicatrice n'atteignirent qu'un pourcentage infime. C'étaient précisément les usines "auto-gérées" qui avaient les horaires de travail les plus élevés, la semaine de travail la plus longue, les rythmes les plus bestiaux (ce fut le cas par exemple de la Keisei Electronic Railway Company). Ce fut même le personnel qui dût "convaincre" le patronat de reprendre en main la gestion de l'entreprise.

Entre temps, en 1946, le SCAP avait posé à sa manière la question de la "renaissance" des organisations syndicales semblables à celles qui apparaissaient ou qui étaient sur le point d'apparaître dans les autres pays vaincus; c'est-à-dire des organisations non seulement dociles aux exigences de la politiques et de l'économie bourgeoise, mais aussi suffisamment importantes et influentes pour constituer un antidote contre les tentations spontanées de résistance ouvrière. Ainsi, en août naquirent deux organisations distinctes, la SODOMEI, ouvertement "jaune" et collaborationniste avec le vieux personnel de la SAMPO, et la SANBETSU KAIGI, influencée par la gauche opportuniste et au fond guère moins collaborationniste. Il va de soi que leur naissance n'avait rien à voir avec une séparation entre syndicat classiste et syndicat non classiste, mais découlait de contradictions internes à l'appareil politique bourgeois liées à des influences internationales bien précises, d'autant que de février 1947 à juin 1948 une véritable collaboration officielle régna entre la SANBETSU et la SODOMEI. Et le PCJ et le PSJ se situaient dans les faits nettement sur le **terrain national** en acceptant l'impératif de la reconstruction de l'Etat et de l'économie.

Toutefois, la SANBETSU regroupait indéniablement la fraction la plus combative du prolétariat. Il est intéressant de relever que la fraction la plus aguerrie de la SANBETSU était celle des travailleurs du secteur public (comprenant les couches inférieures des cols blancs

de l'Etat) et en particulier les prolétaires du transport public. La chose s'explique: d'une part le secteur public avait été peu touché par le climat de collaboration intra-entreprise imposé par la SAMPO. D'autre part, la structure même du secteur public s'opposait d'une certaine façon après la reconquête des "libertés" syndicales à l'extension de cet "esprit d'entreprise" que le SCAP et les partis réformistes n'avaient pas cessé de favoriser.

Etant donné la faillite d'une politique syndicale unitaire et l'atmosphère qui régnait dans les services publiques, le SCAP se mit à s'occuper du problème syndical au moyen du **Labor Relations Adjustment law** qui, en plus d'interdire les grèves et les syndicats dans la police, chez les gardiens de prison et chez les pompiers interdisait les grèves des employés du gouvernement et introduisait une procédure d'**arbitrage** dans les luttes des "travailleurs d'utilité publique" comprenant l'obligation d'un **préavis d'au moins 30 jours pour les grèves**.

La pression de la classe en général et des travailleurs des services publiques en particulier ne semblait cependant pas s'atténuer rapidement au point que la SANBETSU fut contrainte plus d'une fois à lancer des luttes mêmes importantes, comme la grève du premier février contre la politique économique du gouvernement qui fut d'ailleurs interdite le jour même par le SCAP, réduisant ainsi les très légalistes dirigeants syndicaux à une honteuse impuissance.

Comme il ne réussissait pas du tout à freiner le mécontentement prolétarien, le SCAP comprit que le temps était venu d'organiser une fiesta électorale. Le résultat de la consultation tenue en avril, fut que le PSJ s'affirma comme le plus grand parti national et il forma avec le parti démocrate -et la bénédiction de Mac Arthur- un gouvernement de coalition dirigé par le socialiste Katayama.

On peut dire que grâce au gouvernement "socialiste", le patronat japonais réussit à faire table rase du peu que le prolétariat avait réussi à obtenir grâce à la désorganisation de l'appareil d'Etat consécutive à la défaite, désorganisation qui en 1947 n'était pas encore surmontée. Vers la fin de 1946, le patronat avait dû concéder dans les faits une certaine réglementation des critères de paiement des salaires. Selon l'accord obtenu alors, un niveau de vie minimum devait être "garanti", selon l'âge (les salaires devant être plus élevés pour les ouvriers les plus anciens), avec des mesures pour la famille, l'ancienneté, etc. Une partie des salaires devait correspondre à l'habileté au travail, et l'accord réaffirmait en outre la distinction entre travailleurs "à vie" et "temporaires". C'était en fait une réédition du vieux système de l'**ancienneté** qui avait guidé jusqu'alors les rapports des ouvriers dans l'entreprise.

Evidemment un système de salaire de ce type avait le plein accord du patronat, non seulement parce qu'il accentuait la division parmi les travailleurs, mais aussi parce qu'il laissait une large marge de manoeuvre pour les variations de salaire. De plus le gouvernement Katayama réussit à aggraver la situation en fixant un minimum de salaire très bas alors que l'inflation galopait. Le cabinet "socialiste" ne perdit pas une occasion pour mettre les bâtons dans les roues de la SANBETSU et pour favoriser clairement la SODOMEI.

En résumé, pendant les neuf mois de son existence, il se montra le soutien le plus efficace des intérêts de la reconstruction capitaliste.

Le ministère suivant, toujours de coalition entre Démocrates et socialistes, mais dirigé par le démocrate Ashida, continua à merveilles l'oeuvre de préparation des conditions nécessaires à la reconstruction: "ordre" dans les usines, interdiction de grève dans les services publics, etc. Au plus grand déshonneur de la SANBETSU il faut noter que, malgré le caractère nettement anti-prolétarien du gouvernement Katayama, la fédération "de gauche" se crût obligée de s'opposer à sa chute par une agitation dans tout le pays.

DU DECLIN DE LA SANBETSU A LA FORMATION DE LA SOHYO

Le gouvernement Ashida tomba à la suite d'un scandale et il fut remplacé par un gouvernement conservateur dirigé par le libéral Yoshi-

da, chargé de traiter les affaires courantes et de préparer de nouvelles élections. Celles-ci eurent lieu à la fin de janvier 1949 et elles se soldèrent par une chute retentissante des socialistes et un renforcement notable du PCJ. Mais le résultat le plus tangible fût la position dominante de la droite. Yoshida forma un nouveau gouvernement qui, étant donné la démoralisation des masses ouvrières qui s'étaient senties flouées par la gauche (d'ailleurs en crise), put enfin procéder à un encadrement décisif du prolétariat et de ses organisations. Déjà sous Ashida avait débuté la tendance dans les entreprises à débarrasser des postes de travail les ouvriers les plus récalcitrant aux nécessités de la reconstruction. Mais sous Yoshida, dont l'autorité venait de se renforcer grâce au financement américain du **plan Dodge** (un plan Marshall à la mesure du Japon) et grâce à l'appui ouvert du SCAP, le procédé prit des dimensions plus massives. Dans la seule année 1949, 435 465 travailleurs furent chassés de leur emploi et presque autant l'année suivante (les travailleurs de la National Railway Workers Union, colonne vertébrale de la SANBETSU furent particulièrement touchés)(5).

En même temps se créait dans la SANBETSU des cellules "jaunes" (dites "ligues démocratiques") pour détruire l'influence des ouvriers les plus combattifs et des "communistes". Dans l'état de prostration où étaient tombés les ouvriers et grâce aux mesures que prit alors le SCAP pour frapper les délégués syndicaux à temps plein (on leur interdisait par exemple de continuer à toucher leur salaire), la manœuvre réussit.

Naturellement, il ne faudrait pas prendre ce processus pour la destruction d'un mouvement de classe (qui n'a jamais existé), mais il faut le comprendre comme l'expression d'un mouvement de la classe dominante pour se débarrasser de tout obstacle à l'exploitation élevée qui était nécessaire à la reconstruction rapide de l'appareil industriel et de l'économie nationale en général. A ce propos, un des objectifs fondamentaux du patronat était de rétablir une complète mobilité de la main d'oeuvre. L'effort pour contrôler le mouvement syndical allait de pair avec l'extension dans les années suivantes du nombre de travailleurs "temporaires" et la réduction des "stables", dans le but évident de maintenir la pression sur les salaires.

L'acharnement anti-communiste particulier avec lequel fut impulsé la campagne pour instaurer un ordre rigide dans les usines ne se justifie pas par un reste de positions classistes du PCJ, mais découle plutôt de la situation internationale et des choix politiques extérieurs du Japon. De façon sommaire, la question se posait en ces termes: 1948 était l'année de la rupture entre les grandes puissances sur le problème de Berlin (et le "plan Dodge" est de 1948). En 1949 se termine victorieusement la "grande offensive" de Mao en Chine, en 1950 éclate la guerre de Corée, conséquence des divergences entre l'URSS et les USA en Orient. Après la faillite de la politique américaine de soutien au Kuomintang en Chine, et étant donné le conflit Séoul-Pyongyang, le Japon, selon les USA, devait devenir le bastion "anti-communiste" (lisez anti-russe) du Sud-Est asiatique en raison de l'énorme importance stratégique de l'archipel nippon pour les opérations militaires en Corée.

Les américains, en somme, avaient toujours plus intérêt à promouvoir le Japon de simple territoire occupé en allié indéfectible et super-contrôlé (6). Parallèlement, la bourgeoisie japonaise trouvait dans le début de la guerre froide une chance inespérée de renaissance tant du point de vue politique qu'économique: d'un côté elle pouvait faire repartir à grande échelle l'industrie grâce aux commandes de guerre, aux "aides" et aux dollars fournis par les USA, de l'autre elle pouvait se "réhabiliter" politiquement et gagner une certaine marge d'autonomie en appuyant le puissant allié.

Si les purges des ouvriers les plus combattifs s'accompagnèrent de celles des membres du PCJ, c'était donc en raison d'une conjoncture internationale bien précise: l'"anti-communisme" devenait le ciment idéologique de la classe dominante obligée de détruire toute entrave

parmi les forces institutionnelles à son choix de politique extérieure et tout obstacle, même minime, à la reprise impétueuse de l'accumulation d'après-guerre (8).

L'évolution ainsi décrite atteint son point culminant dans la formation d'une nouvelle fédération, largement basée sur les "ligues démocratiques": la SOHYO (juillet 1950), clairement liée à l'AFL-CIO américaine de Georges Meany. A la suite de cette naissance, la SANBETSU vit s'accélérer son déclin jusqu'à sa dissolution en février 1958.

Un des objectifs fondamentaux de la politique patronale était de recréer **ad hoc** une large division entre travailleurs stables et travailleurs temporaires et, du même coup, obtenir une grande liberté sur la main d'oeuvre pour régler les conditions de travail, en particulier pour la petite et moyenne industrie. On ne peut certainement pas dire que la SOHYO ait fait beaucoup contre ce moyen fondamental de division de la classe ouvrière entre une mince couche aristocratique et de larges masses surexploitées privées de la sécurité du poste de travail et soumises à la menace du chômage. Ainsi les organisations affiliées à la SOHYO acceptèrent que cette division devienne la base de l'organisation syndicale, **en refusant l'adhésion à celle-ci aux travailleurs temporaires** et en s'abstenant soigneusement de toute politique en faveur des prolétaires de la petite et moyenne industrie, qui furent toujours au contraire abandonnés à eux mêmes. Ainsi la SOHYO refusa toujours d'accepter dans ses rangs les membres d'organisations radicales comme la Hansen Seinen Iinkai (9).

Comme nous le verrons sa fonction sera d'assurer l'intégration de la classe ouvrière dans l'édifice du capitalisme national, en s'appuyant essentiellement sur les couches les plus privilégiées, réalité qui ne fut guère modifiée ni par l'influence conquise finalement par les "communistes" ou les "socialistes" (aujourd'hui tout-à-fait majoritaires), ni par la pratique des "offensives de printemps" (instituées en 1955). Ces "offensives de printemps" ont pour but de stabiliser les augmentations de salaire et de négocier les conditions de travail pour des millions de travailleurs de diverses catégories, ce qui n'est qu'un dépassement apparent de l'organisation sur une base d'entreprise de la SOHYO (d'autant plus que comme il a déjà été dit (10) l'histoire des syndicats japonais dans le second après-guerre forme une ligne **continue** avec celle de la période de guerre, la période de la tristement célèbre SAMPO).

Mais il est intéressant de noter que, en dépit du caractère ouvertement collaborationniste de la SOHYO, le patronat, en 1960, impulsa de nouveau la création d'une fédération syndicale "jaune", la DOMEI qui est aujourd'hui la deuxième organisation syndicale japonaise et la première dans l'industrie devant la SOHYO qui a ses bastions dans les services publics. L'aversion du capital japonais pour toute organisation syndicale, même collaborationniste, mais assez forte pour dominer le monde du travail, témoigne éloquemment de ce que la période de reconstruction, jusqu'à la fin des années 60, a été au Japon une période de sur-exploitation anarchique et illimitée de la classe. Elle indique aussi à quel point celle-ci a été pliée aux exigences de l'industrie jusqu'à rendre superflue pour la contrôler une imitation même purement formelle du syndicalisme de classe, cela dans la DOMEI, mais aussi, dans une forme plus voilée dans la SOHYO.

L'ORGANISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

A. RECAPITULATION

L'histoire syndicale japonaise du deuxième après-guerre place les organisations ouvrières à un niveau intermédiaire entre la phase de développement des syndicats américains et celle des syndicats européens dans la même période historique, dans le sens que les "unions" associent une structure à base d'entreprise qui comprend presque exclusivement (mais pas totalement) les couches les mieux rétribuées du prolétariat (type AFL-CIO américaine), une pratique et quelques usages, par exemple les "offensives de printemps" conduites par secteurs, analogues à celles existantes en Europe (voir les "autonomes" italiens

ou les revendications de certains secteurs en Angleterre).

Mais parler de cette phase de développement comme d'une transition entre la forme américaine et la forme européenne (12) signifie banaliser la particularité du syndicalisme nippon et cacher sous la **forme**, un problème de **fond**. De la même manière on pourrait dire que les syndicats européens (nous pensons aux italiens et aux français plus qu'aux anglais) vivent une transition qui les rapproche progressivement d'une forme "japonaise" étant donné la tendance marquée à la cogestion dans leur programme comme dans la réalité.

Il s'agit en réalité du processus typique de l'époque impérialiste de l'**intégration** progressive des syndicats dans l'appareil d'Etat bourgeois et de leur identification toujours plus marquée aux intérêts et aux impératifs de l'économie nationale avec toutes les conséquences que cela entraîne, soit sur le plan de l'entreprise (collaboration y compris administrative avec la direction en s'appuyant sur les travailleurs des catégories les plus élevées), soit sur un plan plus général, celui sur lequel les confédérations assument toujours plus le rôle de **parti bourgeois du travail**, ce que le fascisme avait réalisé d'**autorité** avec l'institution des **corporations** de travailleurs.

Dans cette optique disparaît la contradiction apparente entre la base de l'entreprise de la politique syndicale (reflet essentiellement du fractionnement de la classe dans l'unité économique bourgeoise: l'**entreprise**) et les initiatives "politiques" ou les revendications défendues par les syndicats (mais toujours sur la base de la **compatibilité** économique indiquée par le cadre institutionnel) pour **réguler** et **amortir** dans l'intérêt général des conflits du travail et les excès les plus évidents de l'exploitation capitaliste (essentiellement dans la grande industrie, beaucoup moins pour la petite industrie et pas du tout pour le vaste secteur du travail au noir).

Dans ce sens il est **secondaire**, même si ce n'est pas indifférent, de définir quel est celui des deux aspects caractéristiques des syndicats de l'époque impérialiste qui prédomine à un moment donné de leur évolution. Au Japon, on a eu en fait une évolution qui, partant de la "floraison" de l'immédiat après-guerre, avec une grande croissance du nombre de syndiqués, y compris dans les couches les plus basses, est passée par une pression sur les "unions" afin d'atomiser toute leur action, de répudier les couches les plus exploitées, d'acquiescer la souplesse d'entreprise nécessaire aux exigences patronales. Par la suite, avec la contradiction DOMEI-SOHYO, le besoin d'une pratique de collaboration sociale à un niveau plus élevé et plus complet est devenu manifeste pour arriver à contrôler de façon plus satisfaisante les rapports entre capital et travail après l'affirmation du plein contrôle patronal sur la vie syndicale dans l'usine. Si donc on peut parler d'une "phase japonaise" particulièrement dans le développement des rapports syndicats-Etats, c'est dans le sens d'un stade d'évolution particulièrement avancé du point de vue impérialiste, au moins comme un "modèle idéal" étant donné que la grande tradition syndicale en Occident et en Europe, la "compétence" particulière acquise par les grandes fédérations dans le développement politique général, font des syndicats un formidable outil de la politique bourgeoise du travail.

Sans aucun doute, la situation syndicale du Japon (pour laquelle la bourgeoisie a su utiliser les expériences les plus "utiles" de l'Occident) (13) apparaît comme un facteur essentiel de la paix sociale, au point que le prolétariat, une fois revenu sur la voie de la lutte indépendante, ne pourrait guère rêver d'utiliser d'une façon ou d'une autre ses méandres, même après la chute politique de la honteuse bureaucratie qui en monopolise aujourd'hui tous les mécanismes et structures (14).

B. SITUATION DU PROLETARIAT, ORGANISATION ET MARCHE DU TRAVAIL

Si, dans notre analyse de la classe ouvrière japonaise, nous nous limitons à la notion de prolétariat industriel, nous commettrions une erreur encore plus grande que pour d'autres pays industriels. Le

Japon, comme l'Italie, a un secteur très important d'économie immergée de travail au noir et présente un fort éparpillement productif. Ces traits ont toujours été considérés dans les études comme plus ou moins typiques du "modèle de développement" à la japonaise.

Dans l'immédiat après-guerre le pourcentage des actifs employés dans l'agriculture était encore élevé pour un pays capitaliste (40%), ce qui s'expliquait par le caractère récent du développement capitaliste nippon. A partir de la deuxième moitié des années cinquante, l'exode rural, déjà commencé avant la guerre, pris des proportions impressionnantes en raison de la puissante reprise du procès d'accumulation. A la suite de la **Loi Fondamentale sur l'Agriculture** de 1961 instaurée pour lubrifier les transferts de main-d'oeuvre du secteur agricole au secteur industriel et pour élever la surface moyenne des lopins de terre en favorisant les grandes entreprises capitalistes, l'exode devient une véritable **migration de masse** : en 10 ans (de 1961 à 1971) les travailleurs agricoles diminueront de **huit millions**. Pour apprécier l'ampleur du phénomène, il faut observer que sur les 6 à 7 millions d'actifs dans l'agriculture à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, au moins 4 millions avaient une autre occupation **régulière**. A l'évidence, ce "deuxième travail", les agriculteurs ne pouvaient le trouver que dans l'industrie (surtout la petite industrie manufacturière) vis-à-vis de laquelle ils constituaient une **armée industrielle de réserve** extrêmement mobile et manoeuvrable. "**Il ne reste à la maison que les femmes et les vieux de plus de 60 ans qui constituent en fait 70% de la force de travail agricole**" (J. Halliday, op. cit. p 202).

En 1960 le revenu de la famille agricole ne provenait que de 55% du travail de la terre; au début des années 70, ce pourcentage s'était réduit de moitié!

Cette brève illustration sert à comprendre jusqu'à quel point et dans quelles couches de la population les rapports de production sont devenus, de diverses manières, des rapports de travail salarié, et à l'inverse quel est le degré de fragmentation de "l'armée industrielle" (régulière et de réserve).. Et il est clair qu'en période de boum économique, comme celle des 30 années suivant la guerre, ce dernier aspect prévaut, tandis que c'est seulement dans une période de crise profonde, prolongée et aigüe, que les prolétaires pourront réellement prendre appui sur leur concentration pour attirer à la lutte les vastes couches semi-prolétariennes.

La relative soumission (tellement admirée par la presse occidentale) du monde du travail japonais a été indubitablement un des facteurs qui ont facilité la rapide renaissance du capitalisme à des niveaux supérieurs aux précédents. Mais une telle subordination ne peut s'expliquer uniquement par des raisons sociales et politiques. Certes, les conditions particulières d'"impérialisme occupé" ont influé sur le moral de l'ensemble du prolétariat. Certes l'organisation politique japonaise actuelle, y compris les syndicats, est au fond un produit de la période du SCAP, et les partis "ouvriers" entièrement situés sur le terrain national et institutionnel ont été un puissant facteur (16) de stabilisation. Dans les syndicats enfin, les prolétaires n'ont pas trouvés d'organisation indépendante (non seulement la SOHYO et la DOMEI ouvertement jaunes ne sont pas essentiellement différentes, comme on l'a vu, mais à partir des années soixante-dix, elles ont collaborées entre elles de différentes façons) (17).

Il n'est pas moins vrai qu'une autre raison fondamentale de l'attitude "responsable" (ce qu'il ne faut pas prendre tout-à-fait à la lettre comme le fait de manière intéressée la presse bourgeoise) du prolétariat japonais est à rechercher dans la **progression constante et rapide** de son niveau de vie après la "guerre du Pacifique", de même que chez nous en Europe, l'âge d'or du "néo-capitalisme" ouverte avec la phase de reconstruction avait fait proliférer, au moins jusqu'à la fin des années soixante, les théorisations d'un capitalisme capable de fournir un progrès illimité et de faire disparaître toutes ses contradictions. Mais au Japon, le phénomène a revêtu quelques aspects particuliers, que ce soit le niveau extrêmement bas (par rapport aux

autres pays industrialisés) du niveau de vie d'origine de la population ou l'augmentation plus grande du "bien être" (c'est-à-dire du pouvoir d'achat des salaires).

En somme, dans les années soixante, en raison de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions de vie, en raison de la quasi-absence de chômage (en rapport avec la véritable "faim" de main d'oeuvre de l'insatiable industrie en pleine expansion), ou par suite du manque d'organisations à traditions classistes, le Japon a connu quelque chose qui ressemble fort à l'idéal de Paix Sociale auquel rêve le capital occidental. Grosso modo, les luttes ouvrières se sont limitées aux "offensives de printemps" et à quelques autres manifestations sporadiques à caractère politique, **totalem**ent inspirées et contrôlées par la gauche officielle (comme l'opposition au traité de sécurité avec les USA et aux conditions de restitution de l'île d'Okinawa).

Il est cependant évident, étant donné que l'on note ces dernières années un certain réveil des luttes ouvrières, que même alors, les choses ne pouvaient être aussi simple qu'elles apparaissaient. Ainsi le formidable développement même du capital à un rythme aussi rapide et dans un temps aussi bref a créé tout aussi rapidement les conditions d'un renversement de la situation qui ne pourra pas ne pas se produire avec l'aggravation de la crise, crise que le Japon par sa faiblesse relative, par sa subordination aux USA et par sa dépendance pour les matières premières, est condamné à payer plus cher que les autres impérialismes. Dans une période comme actuellement, marquée par la crise économique internationale, la concurrence commerciale exacerbée, la course à l'accaparement des matières premières, la stagnation mondiale des investissements, le protectionnisme renaissant, une furieuse guerre monétaire, le Japon de la Paix Sociale est destiné à devenir le théâtre de violents conflits sociaux. Pour survivre à toutes ces pressions, son capital devra engager, à côté de la lutte contre les concurrents, une lutte autrement plus féroce contre la classe ouvrière pour démanteler les relatives conquêtes obtenues au moment du boum économique.

Certes le capital japonais possède dans la confrontation un avantage énorme sur le prolétariat: bien qu'il soit le dernier arrivé dans le club des "riches", ou peut-être précisément pour cette raison, il a pu acquérir (et le rôle de la "démocratisation" made in USA a été de ce point de vue très importante) tout l'héritage des classes dominantes les plus expérimentées, un système politique complexe et solide, une concentration financière et industrielle extrême, une intégration poussée des organisations économiques du prolétariat dans l'Etat. Mais les digues érigées pour prévenir les conflits de classe révèlent déjà une indiscutable fragilité: en l'espace d'une génération, des millions de japonais ont connu un bouleversement exceptionnel de leurs habitudes de vie et des rapports sociaux antérieurs (par exemple entre ville et campagne). Cette génération n'a pas encore passé la main que déjà s'entrevoient les prémises d'un futur bouleversement, celui des mythes de la société de bien-être à peine adolescente et des institutions essentielles sur lesquelles reposait sa crédibilité, comme le "seniority system", sérieusement mis à mal en cas de récession prolongée (18). Il arrivera donc le temps où l'énorme concentration de la classe ouvrière -surtout dans la gigantesque zone industrielle qui va de Tokyo à Osaka- fera sentir son poids énorme dans des conflits qui seront d'autant plus âpres que le prolétariat est moins pourvu de "garanties sociales" en tout genre que son homologue occidental.

1. Marché du travail et dynamique des salaires dans les années 60.

Si on considère que la poussée démographique japonaise envoie chaque année en moyenne un million à un million et demi de jeunes sur le marché du travail et que de 1950 à 1970 la population a augmenté de 20 millions de personnes, ces huit millions de travailleurs qui ont quitté l'agriculture constituent un chiffre colossal et un indice sûr de la voracité insatiable de l'industrie: au cours de ces 20 années-là, la main d'oeuvre a augmenté de 10 millions dans l'industrie et de 14 millions dans le secteur tertiaire.

C'est l'explication fondamentale de la dynamique élevée des salaires qui a caractérisé l'économie dans les années soixante, définie comme l'époque de "pénurie" (évidemment relative) de la force de travail dans un pays qui a dépassé les cent millions d'habitants! La pénurie, évidemment, touchait surtout la force de travail **qualifiée**, parce qu'en réalité, le capital japonais après le bouleversement de l'économie agricole, a joué au contraire d'une surabondance de bras à bon marché et est ainsi arrivé à se constituer une véritable "armée de réserve industrielle" de sous-occupés. En 1968 encore, les salariés des petites entreprises ne gagnaient que 58% du salaire de leurs collègues plus chanceux des grandes industries. Si on se souvient que cette même année, la moitié des travailleurs de l'industrie étaient employés dans des entreprises de moins de cent personnes, et plus d'un quart dans des établissements de moins de vingt personnes, on comprend à quel point est exacte l'opinion de Sautter (19): "la rémunération des travailleurs non qualifiés de l'industrie ne suit pas la même loi statistique que celle des travailleurs qualifiés".

Comme les autres pays industriels, mais à un degré supérieur en raison du pourcentage encore relativement bas des travailleurs industriels par rapport au reste de la population (2/3 en 1970), le Japon présente donc un marché du travail à caractère **dualiste**, dans lequel, à côté d'une aristocratie ouvrière assez restreinte (en tenant compte des différenciations à l'intérieur des grandes entreprises) (20), on voit une large couche du prolétariat exclu en tout ou en partie des "privilèges" de la société "de consommation". Mais la demande de bras est telle qu'à partir de la deuxième moitié des années soixante, les salaires moyens des travailleurs des petites et moyennes entreprises ont crû à un rythme parfois plus rapide que ceux des grandes entreprises, ce qui a réduit les écarts de salaire (encore importants toutefois) et qui a diminué la marge de manoeuvre du capital sur le vaste marché du travail. Et cela bien que les travailleurs japonais aient en moyenne l'horaire de travail le plus élevé des pays industrialisés (en 1986, l'horaire annuel du travailleur industriel japonais était de 2156 heures, tandis que celui du travailleur allemand était de 1708, soit 25% de moins, celui de l'ouvrier français de 1771 heures et de l'américain de 1913 heures).

Sautter explique la dynamique exceptionnelle des salaires dans la deuxième moitié des années soixante (15,1% d'augmentation), c'est-à-dire au moment du second boum des investissements après la pause de la première moitié de la décennie (le premier boum ne s'était accompagné que de 8,5% d'augmentation), par cette phrase: "l'extrême flexibilité des salaires japonais a disparu en même temps que le surplus de main d'oeuvre jeune" (21). L'essence de son argumentation, exagérée mais symptomatique, est que: "à considérer seulement le marché du travail, le Japon présentait les caractéristiques d'un pays sous-développé jusqu'en 1960" (22).

Sans reprendre l'idée d'une telle coupure entre les années cinquantes et soixante, il est clair que, comme nous l'avons toujours soutenu, le Japon ne doit pas être considéré comme un étrange "animal" économique, tout-à-fait différent de l'occident, mais comme un capitalisme plus récent, parti donc de niveau de salaire très bas avec une surabondance de main d'oeuvre à bon marché issue de la campagne, extrêmement misérable, au point que les paysans devaient vendre leur lopin pour assurer tant bien que mal leur vieillesse, après une vie de labeur et de sacrifices inouïs pour ne pas s'en séparer.

Mais le Japon n'est pas si jeune qu'il puisse échapper aux maux de la société industrielle avancée. A partir des années soixante sa position avantageuse va s'éroder, ce qui n'est guère surprenant dans un pays où, depuis la restauration de Meiji, tout semblait galoper à bride abattue, à commencer par la transformation des habitudes de vie.

Du reste, ce n'est pas seulement dans la lointaine île du soleil levant qu'on assiste dans la seconde moitié des années soixante à une amélioration considérable des conditions de vie de la classe ouvrière et à une forte baisse du taux de chômage. Deux décennies d'expansion ininterrompue avaient mis entre les mains des travailleurs de divers

pays une certaine force de négociation sans même se placer sur le terrain d'une lutte de classe résolue, et du point de vue des capitalistes, des marges de profit suffisamment grandes pour pouvoir distribuer des miettes qui, dans certains cas (comme pour les couches les plus élevées du prolétariat) étaient même assez consistantes. Il est important de souligner cependant que le Japon a maintenu un certain avantage sur ces concurrents étant donné que si le salaire direct a quasiment rejoint le niveau occidental, le salaire **indirect** (c'est-à-dire l'assistance sociale maladie, vieillesse, allocations chômage, etc.) reste nettement inférieur.

2. Le système d'ancienneté (seniority system).

Quels ont été les retentissements de ces tendances sur les institutions de la paix sociale japonaise?

En apparence, au moins jusqu'à la première moitié des années soixante-dix, non seulement le système a tenu, mais il a pu fonctionner comme un véritable régulateur social. Mais à regarder les choses de plus près, il est possible de percevoir quelques contradictions qui, sans être décisives et sans remettre pour le moment en cause la portée du "seniority system", montrent que les choses pourraient changer en période de crise.

Le "seniority system" se compose de deux institutions techniquement distinctes, mais qui forment à elles deux un unique et puissant instrument du consensus: **l'emploi à vie** et **la rétribution à l'ancienneté**.

La première garantit au jeune japonais sorti de l'école qui a eu la chance (il n'y a pas d'autre possibilité parce que l'industrie n'embauche **que** des jeunes venant d'être diplômés de différentes écoles) de se faire engager par de grandes entreprises, donc d'avoir un contrat **stable** (car même dans ces grandes entreprises il existe quantité de contrats temporaires, de stagiaires, etc), de jouir toute sa vie de la sécurité de l'emploi, puisque même si la production baisse temporairement, l'entreprise ne le licenciera pas ni ne suspendra son salaire.

Il est clair que la rigidité de ce type de travailleurs **aristocratiques** ne peut exister sans l'extrême **mobilité** du prolétariat moins avantagé dans les mêmes grandes industries ou dans les petites entreprises. Ce sont les deux faces d'une même médaille.

Dans les périodes difficiles les entreprises les plus petites qui vivent à l'ombre des grandes (qu'elles soient sous-traitantes, ou que comme une part non négligeable d'entre elles, elles travaillent pour l'exportation) licencient une partie de leur personnel ou font faillite. Le géant lui survivra! Si la situation est vraiment grave, la grande entreprise pourra commencer à se libérer de la main d'œuvre non qualifiée ou à ne pas renouveler les contrats temporaires, etc. Dans les cas les plus désespérés, il existe toujours l'échappatoire de la faillite, une autre institution sacrée au Japon où, à cause du très haut degré d'endettement des entreprises mais aussi en raison de ce système d'ancienneté, elle fonctionne comme nulle part ailleurs. Nous voyons donc que la sécurité à vie de l'emploi n'est pas tout-à-fait absolue, même si en temps normal, le travailleur privilégié est à l'abri des fluctuations du marché et, dans une certaine mesure, des crises de brève durée. Naturellement le travailleur qui jouit de cette "garantie" le paie de la séparation d'avec ses camarades de travail moins privilégiés et d'une fidélité totale à l'entreprise. Ce sont bien sûr les travailleurs non garantis qui supportent tout le poids de cette situation.

Quant à la rétribution à l'ancienneté, elle n'est pas inconnue en occident, mais elle a au Japon une application plus étendue et plus rigide: les augmentations suivant l'ancienneté sont beaucoup plus fortes et la paye de départ beaucoup plus basse et même extrêmement basse pour les titulaires de diplômes plus élevés. Le travailleur est ainsi contraint au début aux heures supplémentaires et à une loyauté totale qui lui "rapportera" des années plus tard.

Il est intéressant de noter que ce système apparaît d'une certaine

façon comme une survivance du corporatisme de l'industrie, protégée à sa naissance par l'Etat, qui, grâce à l'expansion économique continue, a pu, sous une forme presque immuable, changer graduellement de contenu pour devenir une institution du capitalisme dans sa phase impérialiste, l'institution de l'**aristocratie ouvrière** qui garantit de façon incomparable la paix sociale (en s'accompagnant de la collaboration par l'intermédiaire des forces de gauche, des organisations ouvrières avec l'Etat).

Mais le système ne pourra conserver son ampleur actuelle, en raison de la déqualification des tâches dues aux progrès technologiques ou d'autres contradictions. Désormais le capitalisme japonais ne s'intéresse plus, sinon d'un point de vue **politique**, au "professionnalisme" et à la "loyauté" toujours relative, mais plutôt à la mobilité et à la "fraîcheur" du prolétariat.

Dans la deuxième moitié des années soixante, la relative pénurie de main d'oeuvre jeune entraînait une tendance à la réduction de l'éventail des salaires entre petites et grandes entreprises, entre jeunes et vieux travailleurs, alors qu'une surabondance de jeunes dans les années soixante-dix devait entraîner à la longue une tendance apparemment inverse, mais dont la signification générale est identique: en temps de crise économique, la rigidité du travail devient un boulet au pied du capitalisme et si les premiers frappés sont les non garantis, en cas de stagnation ou de crise de plus grande ampleur, des couches toujours plus larges de travailleurs doivent être attaquées.

Un premier coup porté au "seniority system" est venu à l'époque du boom économique, de l'épuisement du "parc" des travailleurs jeunes et qualifiés; une autre tendance minant le système par l'inversion de la courbe démographique. Un rapport de 1977 dénonçait le phénomène ainsi (extrait de "Notizie dal Giappone", mai 77): "Le rapide vieillissement de la population et la rapide diffusion de l'instruction sont destinés à influencer sur la structure de l'entreprise pour ne pas dire de tout le système salarial. A ce sujet, le rapport provisoire prévoit que les systèmes salariaux basés sur l'ancienneté, fréquents au Japon, seront complètement restructurés dans un avenir pas trop lointain. En quelques mots, tant que la courbe de la population en fonction de l'âge avait une structure avec une base pyramidale large, le système de l'ancienneté assurait aux entreprises un coût salarial relativement bas et aussi une organisation stable du point de vue social. Dans la société de l'an 2000 un tel système ferait monter les coûts salariaux. Pour cette raison les entreprises seront contraintes à changer le système, parce qu'il est toujours plus difficile de supporter l'augmentation correspondante des coûts salariaux.

"A l'appui de cette analyse le rapport indique que se manifestent déjà des signes de désaffection vis-à-vis du salaire à l'ancienneté. Par exemple, bien que la population entre 50 et 59 ans ait atteint le plus haut niveau de salaire au début des années soixante, les salaires avaient cessé de progresser entre 35 et 39 ans et avaient commencé à descendre réellement pour les salariés âgés de plus de 50 ans. En outre les différences de salaire suivant l'âge s'étaient considérablement restreintes.

"En l'an 2000, la force de travail comprise entre 45 et 64 ans dépassera celle comprise entre 25 et 44 ans. Il n'y a aucun doute qu'à la suite de cette mutation, l'équilibre actuel entre dirigeants et dirigés sera bouleversé. Et particulièrement il sera presque impossible d'absorber la plus grande partie des personnes entre 50 et 54 ans qui passeront de 4,4 millions à 8,2 millions en l'an 2000."

Il est donc clair, et encore plus en période de crise économique, que les institutions sociales ainsi enracinées au Japon sont destinées à recevoir des coups continuels qui pousseront les autorités à démanteler les "garanties" des couches aristocratiques toujours plus vaste du prolétariat. Il s'en suit que des troubles sociaux aigus et profonds ne manqueront pas de survenir; un des facteurs de cette évolution sera l'écroulement du mythe de "l'emploi à vie".

3. Autres problèmes sociaux.

Nous avons déjà parlé du bas niveau des salaires indirects japonais en comparaison avec les autres pays industrialisés. Voilà un indice clair de l'importance des problèmes relatifs à l'assistance sociale (maladie, vieillesse, chômage, etc).

Si la situation n'est pas particulièrement grave, toujours par rapport aux autres pays, en ce qui concerne l'assistance sanitaire où une grande partie de la population est couverte par les organismes publics (mais ne reçoit pas plus de 70% du remboursement des frais médicaux pour les travailleurs indépendants et la famille des travailleurs non indépendants qui seuls reçoivent le remboursement total, et sans parler des travailleurs irréguliers), Les choses sont pires pour les autres formes d'assistance: le mécanisme d'aide aux chômeurs est en pratique dérisoire , le système de retraite ne garantit pas dans les faits une vieillesse tranquille. Pour jouir de la retraite, il faut avoir travaillé ou versé des cotisations pendant 20 ans au moins. En plus, bien qu'au moment de la cessation du travail (la limite d'âge est de 60 ans, mais habituellement les femmes doivent arrêter le travail vers 30 ans et les hommes vers 55 ans) on verse au travailleur qui a eu la chance d'avoir un travail régulier un solde égal à une mensualité par année de travail (soit de 20 à 40 mois de salaire), l'inflation et le fait que la pension commence à être versée à 60-65 ans contraint beaucoup de vieux travailleurs à la recherche angoissante d'un nouveau travail. De plus les japonais sont obligés de faire beaucoup de sacrifices pour faire face à une partie de dépenses de santé, pour l'instruction des enfants, pour un logement digne de ce nom (dont les loyers sont supérieurs à ceux des pays industrialisés), pour la vieillesse et pour faire face à l'inflation qui ronge les économies et contraint à épargner toujours plus (23). Rien d'étonnant à ce que les parents comptent généralement sur leurs enfants pour les entretenir durant leur vieillesse et qu'une revendication qui a tendance à se propager est celle du **recul de l'âge de la retraite...**

Le taux d'épargne des japonais est très élevé par rapport aux autres pays capitalistes et la raison n'est pas difficile à trouver. Une de ses principales destinations est la réalisation du rêve d'un logement moins étroit et plus commode. Les destructions de la guerre, puis la forte urbanisation et la grande concentration métropolitaine (la population urbaine a augmenté de 15 millions de 1960 à 1970) jointes à l'étroitesse du territoire disponible, facteurs auxquels se superpose une spéculation effrénée, rendent l'acquisition d'un minuscule logement ou le paiement sans problème du loyer, particulièrement difficiles. Les appartements en plus sont peu solides, ont souvent cuisine et toilettes en commun; et en ville leur surface moyenne est de ... 17 m². Il semble incroyable que dans ces conditions les plus épouvantables mégalo-poles nippones soient les plus tranquilles du monde et qu'elles aient un taux de délinquance très faible. Mais les choses ne tarderont pas à changer!

Pour donner une idée de l'entassement des zones industrielles, voici un exemple suggestif: les trains de la métropole (dont la capacité maximum a été définie par le ministère des transports à 100 personnes par voiture) se remplissent aux heures de pointe à 250-300 personnes par wagon, grâce aux célèbres "pousseurs" destinés à compresser la force de travail dans ces véritables containers de chair humaine.

Nous ne parlerons pas de la ruine écologique et de la souillure de beaucoup de régions ou de zones maritimes, toutes choses pour lesquelles le Japon est proverbialement connu (rappelons qu'il existe à Tokyo des distributeurs d'oxygène à jetons).

Pour terminer sur la question des salaires, relevons une autre particularité du système salarial, très enviée par les concurrents du Japon, et qui risque de rendre la situation des travailleurs très difficile en temps de crise: une partie très importante du salaire (jusqu'à 40%) se trouve sous forme de primes semestrielles indexées sur les profits de la période précédente. On comprend facilement que lorsque les profits de l'entreprise se réduisent, comme actuellement, ou lorsqu'il y a des pertes, la rémunération de la force de travail tend à se dégrader rapidement.

C. LA DETERIORATION DES CONDITIONS DE VIE DU PROLETARIAT A PARTIR DES ANNEES 70

Dès le début des années 70, la classe ouvrière japonaise assiste à l'affaiblissement progressif du mythe de la société de "bien être" consécutif à la détérioration croissante des conditions de vie. C'est en 1969 en fait que commencèrent les premières mesures et pressions américaines contre l'invasion du "made in Japan". En octobre 1971, les manoeuvres américaines aboutissent à un résultat important en contraignant les japonais à accepter de très sévères restrictions à l'importations de produits textiles: on a estimé à environ 300 000 le nombre de chômeurs qui résultèrent de ce premier coup annonciateur de l'avenir, étant donné la complémentarité des marchés japonais et américains et le fait que ce dernier constitue depuis longtemps le meilleur débouché des marchandises japonaises, ce qui rend le Japon très vulnérable au protectionnisme américain.

Par la suite, les japonais sont contraints à une longue série de reculs en matière économique et commerciale qui atteignent leur sommet lors de la crise économique de 74-75 et qui, après le choc pétrolier de 73-74 ont contribué à recréer de pénibles conditions d'insécurité pour les prolétaires.

En effet après 73, l'économie japonaise a définitivement perdu les sensationnels taux de croissance de l'époque antérieure (15-20% par an dans l'industrie et 15% en moyenne pour le PNB), qui même après la "reprise" japonaise de 76 furent réduits de plus de la moitié. Et même si le taux de croissance dans cette période reste enviable par rapport aux capitalismes plus anciens, il est sûr que le pays du soleil levant a oublié le "modèle de développement à la japonaise" pour se contenter du rythme caractéristique des vieux impérialismes avec chute du taux de profit, chute des investissements, ralentissement des taux de croissance.

La reprise qui a suivi la crise de 74-75 avait péniblement rejoint l'indice de production de 1973, point le plus haut du cycle précédent lorsqu'à éclaté la crise de 81-82. Si l'on s'en tient aux statistiques officielles, le taux de chômage reste cependant à un niveau très bas par rapport aux capitalismes concurrents (le "report on the Special Labour Force Survey", cabinet du Premier ministre, donne des taux de chômage de 2,2; 2,5 et 2,6% pour respectivement 1980, 81 et 82). Mais les statistiques du chômage au Japon ont peu de rapports avec celles des autres pays, en raison principalement de leur négligence de la situation dans les petites entreprises et selon les experts occidentaux, il faudrait les multiplier par deux pour avoir une image se rapprochant de la réalité. Si on se limite aux grandes entreprises, la Banque du Japon indique que 20% de celle-ci estiment que le nombre de leurs employés est trop élevé, c'est-à-dire le même nombre qu'en 1975, après le choc pétrolier (OCDE, Perspectives du marché du travail au Japon, juillet 1983). Si on se reporte aux chiffres de cette époque, on voit que la réduction de la main d'oeuvre s'est étalée sur 5 ans pour les grandes entreprises: l'emploi y a chuté de 6,5% entre 74 et 79.

La productivité a continué à croître alors que le taux d'utilisation des installations chutait de façon sensible (20% en moyenne et plus encore dans certains secteurs). En clair cela signifie que l'introduction de machines plus modernes s'est accompagnée d'une augmentation du taux d'exploitation de la main d'oeuvre et d'une augmentation du chômage.

Et cela est si vrai qu'on a commencé alors à parler pour certains secteurs (métallurgie, construction, etc.) de la nécessité de se débarrasser avec l'accord du gouvernement et des syndicats, de la main d'oeuvre excédentaire tandis que les milieux industriels devenaient de plus en plus partisans d'une modification du système d'emploi à vie, ou en tout cas de l'introduction de dispositions spéciales permettant à l'entreprise en difficulté d'éliminer les bras en surnombre.

Ainsi, en 1977, lors d'un ralentissement de la reprise, Fukuda lança, avec une série de mesures économiques contre la stagnation, la baisse du dollar par rapport au yen et la pression commerciale de

la concurrence, une mesure d'assistance financière aux entreprises contraintes de suspendre le personnel en "surnombre" et un système de primes à la "mobilité du travail".

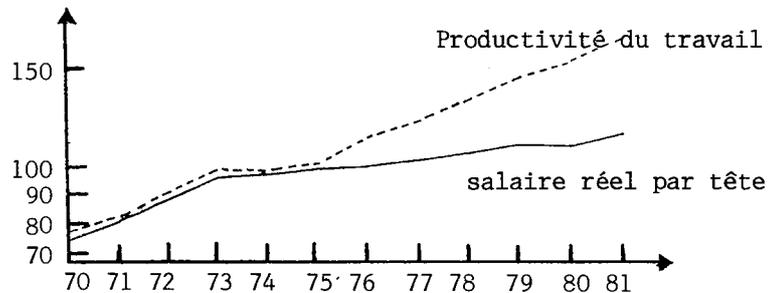
Les chiffres sont d'ailleurs impressionnants; l'industrie manufacturière avait perdu 900 000 postes de travail. Le secteur des chantiers navals, autrefois un des piliers de l'économie, licencia des milliers de travailleurs et démantela une grosse partie des installations; il n'a jamais retrouvé des niveaux de production similaires à ceux d'avant la crise et il a définitivement perdu sa suprématie sur le marché mondial ces dernières années. Le secteur de l'acier, orgueil du Japon, avait du fermer le tiers de ses 68 hauts-fourneaux et licencier des dizaines de milliers de travailleurs. La situation était pire encore dans les secteurs textiles et pétro-chimiques; même l'industrie automobile avait ressenti le poids de la crise (24 000 emplois en moins en 4 ans).

Pour ce qui est des salaires, ils avaient connu des augmentations considérables en termes monétaires (mais beaucoup moins en termes réels) dans la deuxième moitié des années 60 et en particulier fin 74 au moment où "l'offensive de printemps" s'était traduite par une hausse record de 32 %. Mais grâce aux bons soins des syndicats, ils commencèrent à se réduire : en 75 et 76 les syndicats acceptèrent une conduite "responsable" des "offensives de printemps" et pour la première fois les augmentations de salaires furent inférieures à 10%, inférieures en fait à l'augmentation des prix.

Du reste la SOHYO ne fit pas preuve seulement de "responsabilité" sur le plan salarial, elle démontra aussi son respect pour les exigences du capital national et sa répugnance à défendre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Les années 75 et 76, en pleine crise, furent exceptionnellement pauvres en grèves et en luttes (c'est dire !). La SOHYO porte ainsi la responsabilité de la défaite de la lutte de 75 dans le secteur des transports pour le droit de grève, qui fut finalement interdit par la loi.

La reprise économique n'a guère amélioré la situation de la classe ouvrière, même si elle a permis d'éviter une dégradation brutale de son niveau de vie. Les économistes estimaient qu'en 1981 le Japon avait récupéré les effets de la crise de 74-75; le nombre d'emplois dans l'industrie était redevenu égal à celui de 1973 (tandis que la production, en volume, avait rejoint le niveau de 1973 dès 1979).

EVOLUTION DU SALAIRE REEL ET DE LA PRODUCTIVITE DES ENTREPRISES MANUFACTURIERES ENTRE 1970 et 1981 (base 100 en 1975)



Source: Economic Planning Agency.

Tableau 1. (D'après: "Le Japon: transformation industrielles, croissance et internationalisation", in "Economie Prospective Internationale" No 15, 3ème trimestre 83).

Les chiffres officiels indiquent une augmentation du salaire réel par tête dans l'industrie de 1,9 % en moyenne de 75 à 81, en contraste marqué, il est vrai, avec la période précédente. De plus, ces faibles augmentations du salaire réel s'accompagnent d'une forte augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire du taux d'exploitation des travailleurs (voir tableau 1, ci-dessus).

Le maintien de l'emploi global cache de profondes évolutions. Un fait marquant est l'augmentation de la main d'oeuvre féminine: le nombre de femmes de 35 à 50 ans pourvues d'un emploi est passé de 16% en 1960 à 36% en 1980. Ces chiffres, qui sont des moyennes, ne signifient pas que la main d'oeuvre féminine a perdu toute spécificité par rapport à la main d'oeuvre masculine, bien au contraire. Le taux d'ac-

tivité des femmes reste très variable suivant l'âge. Les statistiques de 1981 montrent qu'à 23 ans 70% des femmes sont au travail (dont 63% en entreprise); à 28 ans, elles ne sont déjà plus que 44%. Après être tombé à un niveau très bas, le chiffre remonte à 64% après la quarantaine. Cela permet déjà de comprendre qu'en vertu des règles de l'ancienneté, les femmes ne pourront espérer atteindre des niveaux de salaire équivalents à ceux des hommes: les jeunes femmes ne travaillent que quelques années avant de quitter leur emploi au moment du mariage; quand elles reviennent sur le marché du travail au moment où leurs enfants terminent leur scolarité, c'est sans espoir d'occuper des emplois bien payés. Pour un même poste de travail, les salaires des femmes de plus de 40 ans sont inférieurs de 30% en moyenne aux salaires de leurs homologues masculins. Enfin une proportion importante de femmes ne trouve d'emploi que dans le secteur tertiaire, moins bien payé, et surtout d'emplois à temps partiel: c'est le cas pour 40,6% de la population active féminine de plus de 40 ans (cf "Japan Quaterly vol.XXIX, juillet 82).

L'OCDE écrit en 83: "La sensibilité conjoncturelle du taux d'activité des femmes semble plus élevée au Japon qu'ailleurs. D'après des estimations de l'OCDE, les sorties du marché du travail pendant les périodes de récession ont été plus marquées au Japon que dans la plupart des autres grands pays de l'OCDE . (...) La faiblesse du marché du travail a été souvent compensée par la variation de l'offre de main d'oeuvre, ce qui a permis au chômage de se maintenir à un niveau assez stable. Il est possible toutefois que l'augmentation du taux d'activité des femmes ait pour effet de modifier cette situation à l'avenir. Dès le début de 1983, le nombre des femmes dans la population active s'est accru malgré la dégradation du marché du travail.

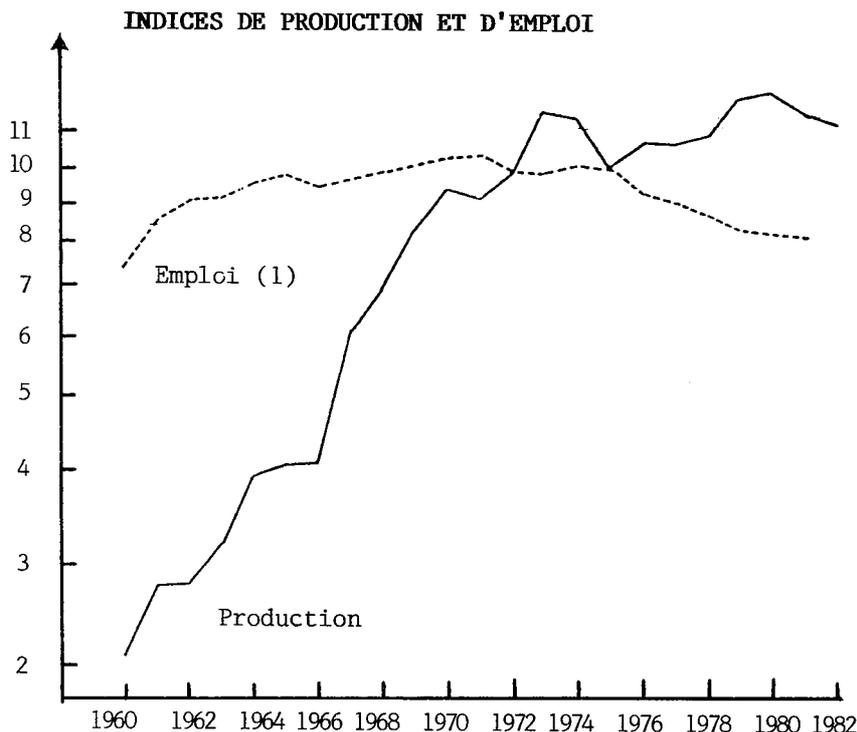
Cette augmentation du taux d'activité des femmes remonte à 1975. (...) L'emploi féminin a progressé au taux annuel de 1,7% pendant la période 1975-1982. L'emploi des femmes à temps partiel s'est particulièrement développé, augmentant de 2,8% par an." (cf "Problèmes et perspectives du marché du travail au Japon", in "Japon", OCDE juillet 83)

L'augmentation du travail à temps partiel est générale dans l'industrie; entre 1975 et 1978 les travailleurs réguliers diminuent de 5,2% alors que les travailleurs à temps partiel augmentent de 22,6% (cf Schawb, op.cit.); le tableau 2 montre la diminution du nombre de travailleurs réguliers dans l'industrie.

Tableau 2.

Evolution comparée du nombre d'employés réguliers et de la production dans l'industrie (In "Economie Prospective Internationale", op. cit.).
(1) Emplois réguliers 1982: estimation.

Baisse du nombre d'employés entre 73 et 80:
Nippon Steel: -12,5%;
Nippon Kokan KK: -18,4%;
Sumitomo Metal Industries: -3,3%;
Kawasaki Steel Corporation: -22,1%;
Kobe Steel: -12,6%
(référence: Diamond's Japan Business Directory).



Ce sont les entreprises les plus grosses qui ont le plus recours au temps partiel, puisque 75% des entreprises de plus de 1000 employés, contre 53,7% des entreprises de moins de 100 salariés emploient des travailleurs temporaires.

La période d'expansion économique, comme nous l'avons déjà indiqué avait vu se restreindre le fossé qui sépare les salaires dans les grandes entreprises et les salaires dans les petites entreprises. Depuis l'éclatement de la crise de 74-75 le fossé a recommencé à se creuser. Le salaire annuel moyen, toutes primes incluses, est inférieur d'un tiers dans les entreprises de moins de 30 salariés à ce qu'il est dans les entreprises de plus de 500 salariés; or, 56,3% des salariés sont justement employés dans des entreprises de moins de 30 salariés. La différence des salaires est encore plus grande si on tient compte que la durée du travail dans ces petites entreprises y est supérieure d'une dizaine d'heures par mois. 60% d'entre elles ignorent la semaine de 5 jours (et une bonne partie des autres ne la pratique qu'irrégulièrement) alors que 90% des grandes entreprises l'ont instituée. Des horaires de travail de 60 heures par semaine n'y sont pas rares (26).

Pression accrue sur les salaires dans les petites entreprises, recours généralisé au travail à temps partiel dans les grandes, utilisation grandissante d'une main d'oeuvre féminine moins payée, tels sont les traits saillants de la situation actuelle de la main d'oeuvre japonaise, quelques années après l'éclatement de la crise économique, alors que le capitalisme nippon vole de record en record. Il faut ajouter aussi que la question des travailleurs immigrés risquera de se poser à l'avenir avec une acuité plus grande. Jusqu'à présent le nombre de travailleurs immigrés est au Japon beaucoup plus faible que dans les autres grands pays. Ces travailleurs sont principalement des Coréens, souvent "immigrés" depuis des décennies qui constituent une catégorie particulièrement exploitée et méprisée, mais numériquement restreinte, de la classe ouvrière du Japon. Mais récemment un courant d'immigration de travailleurs clandestins commence à apparaître et différentes déclarations patronales et gouvernementales indiquent que l'on commence à réfléchir sérieusement à cette solution pour obtenir du travail sous-payé.

Parallèlement à ce qui se passe dans les autres pays industriels, des coupes sombres commencent à être appliquées dans le système de sécurité sociale, pourtant plus faible qu'ailleurs; d'ores et déjà la "gratuité" des soins médicaux pour les personnes âgées a été supprimée et le pouvoir d'achat des pensions de retraite est en baisse.

Les attaques contre le système du "travail à vie" et de l'ancienneté se poursuivront inexorablement, en dépit du fait que la bourgeoisie est consciente du risque de "destabiliser" une partie importante de la main d'oeuvre. Sous les coups de la concurrence internationale, le capitalisme est contraint à développer et à accentuer son offensive anti-prolétarienne.

D. LE JAPON A L' HEURE DE "L'ENDAKA"

Nous avons vu quelques unes des conséquences les plus notables pour la classe ouvrière de la crise de 74-75. Au prix d'une détérioration de la situation des travailleurs, d'une aggravation de l'exploitation de la force de travail (qui se lit aussi dans l'augmentation des accidents du travail: 318 000 en 75, 334 000 en 78) le capitalisme du soleil levant réussit à surmonter la crise mieux que ses concurrents. La récession de 81-82 fut beaucoup moins sensible et en tout cas moins marquée qu'en Europe et aux USA, ce qui semble justifier la vantardise des bourgeois nippons, pour qui le Japon est un "mangeur de crises". Cependant en dépit ou à cause de ces succès, le capitalisme japonais est conscient des menaces qui le guettent à l'approche d'une troisième récession mondiale depuis 74, à l'heure de "l'endaka", la hausse du yen.

En septembre 85, le dollar, alors à son niveau le plus élevé , a amorcé sa baisse , avec l'objectif d'améliorer la compétitivité des marchandises américaines, ou, comme on dit de "réduire le déficit com-

mercial" (accords "du Plaza" entre les 5 grands de l'OCDE). Le dollar valait à ce moment 245 yens; il semble que les japonais aient accepté d'aller vers une parité de 200 yens pour 1 dollar. Mais cette parité n'a pas tardé à être enfoncée et on en est en août 88 à 145 yens (après avoir atteint 120 yens pour 1 dollar en décembre): 170% de hausse de la valeur du yen en 3 ans !

Cette modification du taux de change est l'arme principale dans la guerre commerciale entre le Japon et les USA. Elle s'accompagne cependant d'une série de mesures administratives, tarifaires et législatives prises tant par l'Amérique que par l'Europe pour freiner les exportations japonaises. Nous n'en sommes cependant pas encore à une guerre commerciale à outrance débouchant sur un retour au protectionnisme. Il s'agit surtout de **faire pression** sur le Japon pour qu'il se restreigne "volontairement", pour qu'il ouvre son marché aux marchandises étrangères, pour qu'il relance son économie intérieure afin de limiter la pression exportatrice et d'accélérer les importations de biens de consommation. Un représentant du KEIDANREN, la fédération patronale japonaise expliquait: "Pour sauvegarder le système du libre-échange (sic!), il convient de freiner volontairement les exportations à commencer par celles de véhicules" (27).

La reprise économique américaine, basée sur un recours massif à l'endettement, a entraîné à partir de 83 surtout un déficit croissant de la balance commerciale U.S. au profit des capitalismes concurrents, et en première ligne du Japon. En milliards de dollars, on a les chiffres suivants pour les balances commerciales de ces 2 pays:

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
U.S.A.	11,3	-3,2	-40,0	-98,5	-105,2	-129,6	-150,7
JAPON	6,2	8,1	22,2	36,4	50,5	87,3	89,4

(source: FMI, "World economic outlook", avril 88)

Ces chiffres éloquentes, qu'on pourrait compléter par ceux parallèles de la balance des paiements, démontrent que le problème pour les américains reste entier; la reprise Reaganienne a durablement **affaibli** l'économie U.S. par rapport à ses concurrentes. De nouveaux épisodes de guerre commerciale sont donc à prévoir. Ils seront brutaux, car sous le règne du capital, les "ajustements" ne se font jamais en douceur et de façon harmonieuse, mais selon la règle du "chacun pour soi" et la loi du plus fort. Les U.S.A. utiliseront à plein leur supériorité encore indiscutable pour faire payer aux autres les prix de leur condescendance. Le seul frein dans cette voie, est le risque que le Japon, devenu depuis 85 le pays qui exporte le plus de capitaux, le "premier financier" du monde (alors que les U.S.A. sont devenus le premier emprunteur), retire ses capitaux, en grande partie utilisés pour souscrire aux emprunts américains, c'est-à-dire en définitive pour soutenir la croissance américaine. Il tient donc entre ses mains cette croissance. Mais c'est là une arme à double tranchant, qui ne pourrait être utilisée consciemment qu'en acceptant de se faire "hara-kiri", de se ruiner. Or le code d'honneur des samourais ne dicte pas plus les calculs économiques des capitalistes japonais que les règles de la chevalerie le font pour les opérations boursières des financiers de Wall-Street...

LA CLASSE OUVRIERE FAIT LES FRAIS DE LA CRISE

Le capitalisme japonais "mangeur de crises" digère pour l'instant la hausse du yen et la guerre commerciale, mais ce n'est pas sans mal. L'année 86 a été difficile: les exportations ont chuté, la production industrielle a baissé de même que les profits, la croissance du PNB a été la plus faible depuis 1974. En 1987 pourtant la croissance a repris et se poursuit cette année. Les raisons en sont multiples; d'abord le Japon utilise peu sa propre monnaie pour les échanges commerciaux (28), ce qui est une façon de se prémunir contre les variations

des taux de change. Ensuite beaucoup de grandes industries s'implantent à l'étranger, USA ou Europe, pour contourner les barrières commerciales, soit dans les pays sous-développés pour bénéficier des bas salaires. C'est le "hollowing up" (littéralement le "ravinement") de l'économie, dénoncé tant par les réactionnaires que par les réformistes japonais. Enfin il y a les tant vantées robotisations des usines japonaises (29). Le "livre blanc" du MITI (Ministre du Commerce et de l'Industrie) de 86 mettait en avant 4 facteurs pour surmonter les crises: 1. Le prix des exportations en dollars; 2. La réduction des coûts des fournisseurs locaux; 3. le renforcement de la compétitivité sur les plans autres que les prix; 4. La réduction des coûts de production.

Pour les bourgeois, "réduction des coûts de production" signifie avant tout, baisse des charges salariales, augmentation de l'exploitation. Et c'est en fait surtout le prolétariat japonais qui a fait les frais de la digestion de la crise.

* Au niveau des salaires; nous ne disposons pas de statistiques récentes et fiables des salaires. Les chiffres courants indiquent que les salaires des travailleurs japonais sont devenus, comparativement, les plus élevés du monde. Mais cette "hausse" relative traduit en fait la hausse du yen; elle ne doit pas cacher la durée globale du temps de travail, supérieure nettement aux durées américaine et européenne, et dont une partie n'est pas payée (30), ainsi que le fait que ces chiffres portent toujours sur les salaires des grandes entreprises, excluant ceux des petites entreprises, des travailleurs temporaires, etc.

Un autre indice peut nous laisser entrevoir la réalité, celui du "pouvoir d'achat des ménages".

" Entre 1965 et 1973, le taux de croissance réel annuel du revenu disponible était de 5,8% en moyenne. Mais entre 1973 et 1986 ce taux de croissance réel annuel a nettement diminué pour n'atteindre qu'une moyenne de 0,9%". Et en fait "le pouvoir d'achat a effectivement baissé deux années de suite" (31) ces derniers temps. Si on garde à l'esprit qu'il s'agit de **chiffres moyens**, qui incluent toutes les classes, on peut en conclure que les prolétaires japonais ont réellement du connaître des baisses du pouvoir d'achat de leurs salaires, et pendant plus de 2 années.

* Au niveau du chômage; les secteurs qui ont le plus licencié sont ceux qui ont été le plus durement touché par la guerre des taux de change: mines de charbon, sidérurgie, industries des métaux, du traitement de diverses matières premières, construction navale. La tonne de charbon importée revient à 8.620 yens, alors que la tonne extraite localement coûte 24.200 yens (chiffres de 1987) ! La production locale est passée de 50 millions de tonnes en 1960, avec 230 000 employés, à 16 millions de tonnes et 14000 employés en 1986. Remarquons au passage le bond énorme de productivité en 26 ans: 510% (217 tonnes extraites par employé en 1960, contre 1142 en 1986), qui a eu sa traduction concrète en épuisement et morts de mineurs. En 1981 une explosion avait fait 100 morts dans une mine de YUBARI (HOKKAIDO), une des principales régions minières du pays. Ces dernières années, d'importants investissements avaient fait des puits de YUBARI les plus modernes et les plus performants de l'archipel. Et pourtant, en dépit de la prolifération de l'électronique (notamment pour la sécurité) dans la mine, un nouveau coup de grisou en mai 85 y faisait 62 morts et une vingtaine de blessés. La presse japonaise a dénoncé le mauvais état des systèmes de sécurité... Investissements, productivité, en régime capitaliste ne riment pas avec sécurité, mais avec **insécurité**. En 5 ans il y a eu dans les mines japonaises 266 morts et 66 blessés. Mais pour les habitants de ces régions, où les chômeurs sont "aussi nombreux qu'en Europe", être mineur est une chance (32).

Dans la sidérurgie, on prévoyait en 86 le licenciement de 40 000 travailleurs (sur 180 000); la détérioration de la situation fait que le MITI parle maintenant de supprimer 90 000 emplois d'ici 1990.

Dans la construction navale, 2 programmes de "rationalisation"

ont déjà été rendus publics, prévoyant une diminution de plus 20 000 emplois.

Ce sont là des secteurs dits "traditionnels" qui avaient déjà licencié après la crise de 74-75 et qui sont en difficulté dans la plupart des grands pays industriels. Mais la réduction de l'emploi touche aussi des secteurs et des entreprises de pointe, qui symbolisent le Japon performant. SONY, prévoit officiellement une réduction de 20% de son personnel japonais (et sans doute davantage en réalité) à la suite de ses implantations à l'étranger. Même l'automobile a réduit ses objectifs, même si là comme ailleurs ce sont les sous-traitants qui ont le plus souffert. TOYOTA a licencié, NISSAN a réduit les horaires de travail (en 88, la demande ayant repris, NISSAN supprimera les congés, dans les 2 cas avec l'accord du syndicat !).

En tout on estime que de 1986 à 1987 400 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie. Le taux de chômage officiel a atteint le niveau record de 3,2% (rappelons qu'il faut le multiplier par 2 à 3 pour donner une image plus exacte de la réalité.cf note 24).

Un autre moment important de cette offensive contre l'emploi porte sur les **salariés de la fonction publique**.

Le programme des privatisations en cours comporte ouvertement un volet anti-ouvrier, particulièrement marqué dans le cas des Japan National Railways (chemins de fer japonais). La J.N.R. estimait à 93 000 sur 276 000 le nombre de travailleurs "en surnombre"; la privatisation doit aboutir rapidement à supprimer 50 000 emplois: 20 000 départs à la retraite "volontaires", 30 000 travailleurs recasés dans diverses sociétés, "fast-food" et autres petits-boulots, les travailleurs en surnombre restant, étant encore pour un temps à la charge de la J.N.R.

La privatisation de la J.N.R. a été en fait marquée par les seules réactions d'ampleur des travailleurs contre l'offensive capitaliste, avec y compris des actes de sabotage. Le syndicat SOHYO, "de gauche", soi-disant "combatif", soi-disant "cible" du gouvernement, a en pratique vendu le mouvement de grèves contre des clopinettes, après avoir entraîné les travailleurs dans l'ornière corporatiste de la défense de l'entreprise et du "service public".

* Le troisième volet de l'offensive anti-ouvrière est l'intensification de l'exploitation.

Les noms de certaines des méthodes du capitalisme japonais sont hélas connues maintenant par les prolétaires occidentaux: "cercles de qualité", "zéro défaut", "salaire au mérite". Elles visent à renforcer le lien entre le travailleur et l'entreprise, en le faisant "participer" à sa propre exploitation, en lui donnant l'illusion que l'entreprise est une collectivité dont il doit défendre les intérêts avant même les siens propres.

Les "cercles de qualité" (c.q.), comme le "zéro défaut" sont en fait d'origine américaine (33), mais c'est le capitalisme japonais qui les a généralisé. Dès 1976 plus de 71% des entreprises avaient des c.q. Un des promoteurs des c.q. les décrivaient ainsi: "La solution est de créer un système qui lie les travailleurs par le coeur et l'âme, en tant qu'être humains, et les aide à manifester pleinement leurs capacités et leurs créativité respectives". Dans cet effort pour arriver à un contrôle totalitaire sur les prolétaires, certaines entreprises, à la suite de la sidérurgie, ont même baptisé "campagnes d'autogestion" le mouvement d'implantation des c.q. Ce qui faisait dire à un bonze "de gauche": "aujourd'hui les jeunes travailleurs savent parler en public parce qu'ils ont assisté à de nombreuses séances de c.q. et fait des rapports sur leurs activités. Avant, les travailleurs devenaient de bons orateurs par l'activité syndicale. Les c.q. ont usurpé le rôle de la militance ouvrière dans le syndicat" (34). Voilà qui en dit long sur le rôle de... cette militance et de ces bonzes!

Avec les c.q., les campagnes "zéro défaut", un troisième aspect s'est généralisé pour intensifier l'exploitation, qu'on retrouve maintenant aussi en Europe le "**salaire au mérite**". Le cas extrême est sans doute celui de NISSAN, entreprise dont nous avons déjà parlé. Le "salaire régulier", hors donc heures supplémentaires, primes de

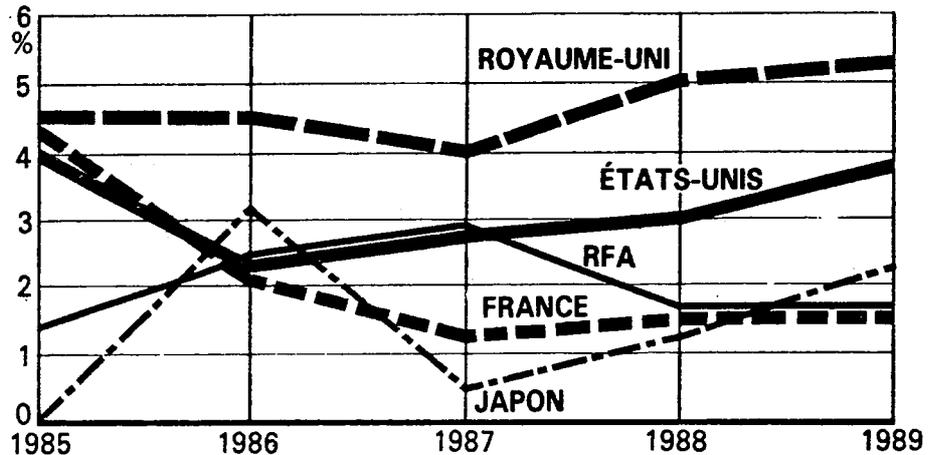
rendement, etc., se décompose ainsi: "salaire de base" 13,5%, allocation de qualification 2,4%, allocation familiale 4,5%, allocation "spéciale" 72,9% (chiffres de 1978). Cette allocation spéciale est attribuée au mérite. On voit donc la fraction extraordinairement importante du salaire qui est "au mérite", donc dépendante du bon vouloir de la direction et de l'encadrement, gage de la docilité du travailleur.

RAPPORT MAYEKAWA, "UKEIKA" ET RECOMPOSITION SYNDICALE

La vigoureuse offensive bourgeoise a été couronnée de succès. Les "coûts salariaux" (voir tableau 3) après avoir cru parallèlement à la montée du yen, sont redescendus à des niveaux comparables ou inférieurs à ceux des autres grands pays capitalistes.

Tableau 3.
(Source: "Le Monde", 6 juillet 1988).

ÉVOLUTION DES COÛTS UNITAIRES DE MAIN-D'ŒUVRE



Les bénéfiques en baisse de 8,3% en 86-87 devraient augmenter de 19% en 88 (35). En dépit de la baisse en volume des exportations, l'excédent commercial a battu en 1987 tous les records. La production industrielle, le PNB, ont augmenté à la suite du vigoureux plan de relance économique élaboré en 86, principalement axé sur les grands travaux. Une orgie de spéculation sur les terrains à bâtir accompagne l'orgie de spéculation à la bourse de Tokyo, le fameux Kabuto Cho dont les niveaux donnent le vertige aux financiers occidentaux échaudés par le Krach d'octobre, mais sont l'orgueil des japonais: Kabuto Cho n'a-t-il pas dépassé, en valeur, Wall Street ?

Mais par ailleurs les menaces d'aggravation de la guerre commerciale se font toujours plus précises, amenant à poser la question: où va le Japon ?

La réponse officielle a été donnée en 86 par un rapport au Premier Ministre, le "rapport Mayekawa". Pour le "grand spécialiste" bourgeois du Japon, Ch. Sautter, ce rapport "crucial" décrit le très souhaitable "scénario de l'harmonie pacifique" (36) qui répondrait de façon positive, aux critiques des capitalismes occidentaux. Les points importants sont l'ouverture du marché nippon, la croissance par le marché interne et pas par les exportations, la coopération internationale. Au plan social, on y trouve la réduction du temps de travail, des hausses de salaires, une amélioration du cadre de vie, etc., etc.

Ce rapport a fait le tour du monde, mais a rencontré en général le scepticisme. A titre d'exemple, voici comment un économiste japonais conclut une analyse de ce rapport: "devant tant d'incertitudes, l'ensemble des suggestions contenues dans le rapport semblent surtout destinées à apaiser temporairement le courroux du partenaire américain, plutôt qu'à servir une réforme assurément suicidaire" (37).

En réalité au Japon comme ailleurs le capitalisme n'est plus dans une période de croissance apparemment illimitée et harmonieuse, suffisante pour promettre l'abondance et assurer une croissance lente, mais indéniable du niveau de vie. Nous ne sommes plus dans la période du

"progrès social" et de "l'Etat-providence". C'est l'heure de l'**UKEIKA**, le "virage à droite", aile sociale et politique de l'offensive bourgeoise anti-ouvrière. Dans une interview à un journal américain, Inayama, président du KEIDANREN, ancien président de la Nippon Steel, réduit en cendres les phrases du rapport Mayekawa par ces deux formules: "si nous ne pouvons pas être compétitifs vis-à-vis de la Corée à cause de hauts salaires, et bien nous réduirons les salaires" et "nos horaires de travail ne vous regardent pas" (38).

Cette offensive bourgeoise a une importante traduction sur le plan de l'**organisation syndicale**, avec l'objectif d'une centrale unique. Le mouvement pour l'unification a été lancé en 1981, sur la base des positions de la "Fédération Internationale des Métallurgistes - comité Japon" (IMF-JC). L'IMF-JC insiste sur le soutien aux plans anti-ouvriers de "rationalisation" et défend clairement les intérêts des secteurs industriels de l'exportation. Un des syndicats importants adhérents à l'IMF-JC est le syndicat de NISSAN, né comme briseur de grèves, qui n'appartient à aucune des grandes Confédérations. D'autres syndicats de IMF-JC sont affiliés à SOHYO ou à la DOMEI. Mais c'est la DOMEI qui doit constituer l'axe de la nouvelle centrale. En effet un des points explicites de la fusion est la rupture des liens de SOHYO avec le parti socialiste, l'exclusion de tout syndicat gardant des liens avec celui-ci ou avec le PC, ou étant sur des positions "de gauche". Parmi les autres points on trouve: fin de l'opposition aux mesures de "rationalisation" et de "transformation structurelle de l'industrie" (implantations à l'étranger); rénovation des JNR et des autres entreprises d'Etat par la "réforme administrative" (privatisations et licenciements).

Ce projet de fusion a été combattu par les bonzes proches du PS qui y dénoncent une "attaque contre l'esprit militant de SOHYO" (!) alors que les plus importants secteurs de SOHYO en sont promoteurs, par les syndicats liés au PC qui ont annoncé qu'ils créeraient leur fédération nationale après l'unification.

La première étape de l'unification concerne le secteur privé; elle a eu lieu en novembre 87 par la création de la nouvelle centrale RENGO, regroupant la DOMEI, la Fédération des syndicats indépendants (CHURITSU ROREN), les syndicats du privé de SOHYO et les syndicats autonomes, soit en tout 5,5 millions d'adhérents. La deuxième étape, la fusion avec le gros de SOHYO, c'est-à-dire les syndicats du secteur public (4 millions d'adhérents) doit avoir lieu en 89, une fois que le "ménage" aura été fait dans ses rangs.

Le président de l'organisation patronale chargée des "problèmes du travail" fait ce commentaire satisfait sur RENGO: "c'est une organisation précieuse, car elle ne se situe pas sur le terrain idéologique, mais tient compte de la situation économique" (40). Déclaration vérifiée par les résultats de "l'offensive de printemps" de 1988, organisée par RENGO, où "le patronat a mené la jeu de bout en bout" (41). Selon RENGO les revendications de salaire doivent passer au second plan...

* * * *

On ne peut manquer de faire une comparaison entre l'évolution actuelle et la période d'avant-guerre. Comme dans les années 30, la bourgeoisie réorganise l'encadrement syndical dans le sens d'une diminution toujours plus grande de l'autonomie des organisations syndicales afin de mobiliser la force de travail pour la guerre - commerciale, cette fois-ci. Même la SOHYO et les bonzes social-démocrates lui paraissent non pas "combatifs" - ils ne se sont jamais opposés aux intérêts bourgeois - mais trop faibles par rapport aux revendications ouvrières, trop enclins à jouer la comédie de la lutte. Trahir une lutte, c'est bien, mais faire en sorte que la lutte n'éclate pas et mobiliser la travailleurs pour la production, c'est bien mieux. Le capitalisme japonais moderne, démocratique et civilisé, reprend les méthodes des camarillas fascistes du Japon impérial d'avant-guerre, "arriéré" et "semi-

féodal". Mais grâce à la démocratie, il les reprend en douceur, sans avoir à briser par la répression un mouvement ouvrier faible et jeune, mais néanmoins combatif, comme celui des années 20.

Le gigantesque prolétariat japonais d'aujourd'hui a entre ses mains une force potentielle immense, capable de briser tous les plans et toutes les tentatives bourgeoises de le maintenir éternellement soumis. Il pourra utiliser cette force et la faire jouer en faveur de la révolution mondiale, en retrouvant dans le passé de la classe ouvrière, non pas japonaise, mais internationale, les méthodes, les moyens et les buts anti-démocratiques et anti-capitalistes de la lutte de classe. C'est là un processus qui ne sera ni simple, ni rapide. Il nécessite la maturation des conditions objectives de crise économique ruinant les avantages matériels acquis depuis la fin de la guerre.

Mais en silence, dans le sous-sol économique et social du capitalisme mondial, la vieille taupe creuse, préparant le grand tremblement de terre prolétarien annonciateur de la submersion du capitalisme japonais, dans un scénario plus crédible que ceux des films-catastrophe produits à la chaîne par les studios de Tokyo, ou que celui, encore plus fantastique de l'impossible "harmonie pacifique" bourgeoise.

(1) cf Saburo Ienaga, "La situation des études japonaises sur la résistance au Japon durant la 2ème guerre mondiale", "Rivista Storica Italiana", juin 1977

(2) cf Sung-beh chung, "les relations du Japon et des Etats-unis depuis 1945", Notes et Etudes documentaires No25, juin 75. Sur la "démocratisation" au Japon, cf aussi "Prometeo" No3/oct, 1946, où on prévoyait notamment: "le Japon ne peut plus désormais vivre que comme province des USA. C'est sa condamnation en même temps que son unique possibilité de renaissance; renaissance s'entend en vue de la guerre".

(3) Iwao F. Ayusawa, "A history of labor in modern Japan", Honolulu, 1966.

(4) Sung-beh Chung, op. cit., p.12.

(5) J.Halliday, "A political history of japanese capitalism", New-York 1975,pp.217,8

(6) cf Sung-beh Chung, op. cit. et P. Fistié, "La rentrée en scène du Japon", 1969.

(7) Le traité de paix avec les alliés occidentaux (l'URSS ayant refusé) et le traité de sécurité (en fait une alliance militaire déguisée avec les USA) datent de 1951.

(8) Le PC n'adopta une ligne anti-américaine qu'**après** que le SCAP et les libéraux se soient lancés dans de vastes épurations de ses cadres dans les usines (et donc dans les syndicats); auparavant le PC considérait l'armée US comme une "armée de libération" et il s'était bien gardé de s'opposer au SCAP.

(9) organisation née en opposition à la guerre du Vietnam au milieu des années 60 qui, quoique en n'ayant pas une composition strictement prolétarienne, avait une certaine influence sur les ouvriers les plus combatifs et avait reçu une forte impulsion du rejet par des couches, ouvrières ou non, de la bureaucratie syndicale. Le HANSEN SEINEN IINKAI ("Comités de jeunes contre la guerre") est à l'origine de nombreuses grèves "sauvages" dans l'industrie ou dans les services publics et de nombreuses manifestations d'opposition à l'impérialisme japonais. Ce n'était pas une organisation bien définie, mais un mouvement qui soutenait ou impulsait des formes d'organisation spontanées des ouvriers: comités de défense, de lutte, etc. cf S, Belleni, "Zengakuren zenkyoto", Milan 1969. et J. Halliday et Mac Cormack, "Imperialismo giapponese", Turin 1975.

(10) Taira, "Economic development and the labor market in Japan", New-York 1970.

(11) elles naquirent en 1955 à l'initiative d'un groupe de dirigeants de la SOHYO qui pensaient organiser une action conjointe au lieu de créer une fédération avec des liens étroits entre les différents syndicats d'entreprise. Elles font partie depuis cette date de la tradition syndicale et elles se répètent chaque année. Les

dirigeants syndicaux choisissent une catégorie "forte" pour commencer la "lutte". Les revendications et les résultats obtenus servent ensuite de modèle aux catégories qui se mettent successivement en mouvement. Le but pour les syndicats est de suppléer à la faiblesse du système d'entreprise et de participer à la politique d'élaboration de la politique nationale du travail.

(12) "Le syndicalisme japonais est dans un stade de transition. Les syndicats d'entreprise sont encore la forme dominante d'organisation; mais en même temps le shunto (offensive de printemps) fournit une solide base de coalition multi-syndicale qui peut être mobilisée chaque année, même s'il ne s'agit pas d'une institution permanente comme le syndicat confédéral dans les pays occidentaux. Sous certains aspects le shunto est plus fort que beaucoup de confédérations syndicales." cf J. Halliday, "A political history...", op. cit.

(13) pour une analyse plus détaillée, il faut considérer que les travailleurs syndiqués sont en nombre moins grand que dans la plupart des pays industrialisés. Les travailleurs syndiqués sont plus nombreux dans les grandes entreprises que dans les petites. cf L. Schawb, "Le Japon, réussites et incertitudes économiques", Paris 1984.

(14) Une confirmation indirecte du caractère ultra-collaborateur de la SOHYO est donnée par les formes de lutte adoptées et le nombre de grèves. Si de temps à autres elle recourt à la grève générale, elle apparaît néanmoins comme nettement moins "combative" que les syndicats occidentaux, américains y compris. Les "offensives de printemps" se déroulent dans beaucoup de secteurs sans la moindre grève (mais les syndiqués se mettent un brassard rouge au bras !) et la longueur moyenne des grèves tourne entre 2 ou 3 jours.

(15) cf "Le Japon aujourd'hui", Ministère des Affaires étrangères, 1976, pp. 55-72.

(16) Ces dernières années le PC japonais a suivi une évolution de type "eurocommuniste" accentuant son indépendance par rapport à Moscou.

(17) cf "Recession, revolution and metropolis-periphery in East Asia, with special reference to Japan" in "Journal of Contemporary Asia" No 3, 1977.

(18) en particulier parce qu'après 1945 le Japon n'a guère fait appel à une main d'oeuvre immigrée sous-payée et que le capital a pu facilement transférer une partie de son industrie dans d'autres pays asiatiques "la classe ouvrière japonaise a subi des coups relativement plus durs que ses homologues européens où beaucoup de l'impact a été supporté par les travailleurs étrangers qui ont été expulsés", J. Halliday, op. cit.

(19) Ch, Sautter, "Japon, le prix de la croissance", Paris 1973, p.359.

(20) "A l'intérieur des entreprises NISSAN existe une structure hiérarchique élaborée qui lie la direction au personnel de contrôle de la main d'oeuvre. Les 3 catégories du personnel de contrôle du niveau supérieur doivent être constituées de diplômés ou de travailleurs ayant au moins 15 ans d'ancienneté, ou un passage dans l'enseignement supérieur plus 4 ans d'ancienneté. Les ouvriers sont divisés en 4 catégories: dans l'ordre, de haut en bas, les ouvriers "réguliers", les ouvriers engagés à l'essai, les ouvriers temporaires, les ouvriers saisonniers (...). NISSAN maintient ces ouvriers rigoureusement séparés, les fait surveiller par du personnel régulier, les loge dans des baraques assez semblables à des casernes qui laissent à chacun un espace de 2 mètres carrés environ. Tout au long de l'année il y a une couche de travailleurs dont le statut est nettement inférieur à celui des travailleurs réguliers. (...) Pour rester plus de 3 ans chez NISSAN il faut devenir soit un membre du personnel de contrôle, quel qu'en soit le niveau, **soit un fonctionnaire syndical**", J. Halliday et Mc Cormack, op. cit., p.215. Pour une description des conditions de vie et de travail dans une autre grande entreprise de l'automobile, cf "Toyota, l'usine du désespoir", Ed. Ouvrières.

Dans l'industrie un grand nombre de ces parias sont des femmes vis-à-vis desquelles les discriminations sont plus grandes que dans les autres pays industriels. En 1972, elles constituaient 57,5% des ouvriers (46,5% de la population active): on comprend l'importance que revêt l'exploitation des femmes dans l'accumulation au Japon. cf J. Halliday, op. cit. pp 224-25 et kajii Etsuko, "The invisible proletariat: working women in Japan" in "Ampo", automne 1973.

Rien d'étonnant si le prolétariat féminin est plus combatif et plus enclin à la solidarité de classe et s'ils s'est fait promoteur de diverses luttes en dehors des syndicats officiels, en particulier contre les discriminations sexistes.

(21) Ch. Sautter, op. cit. p.153.

(22) *ibid.*, p. 120. Schab, op. cit. donne les indications suivantes: pour une base 100 dans les entreprises de plus de 500 salariés, on avait un salaire de 70,7 dans les entreprises de 100 à 500 salariés, un salaire de 58,9 pour les entreprises de 30 à 100 et un salaire de 46,3 pour les entreprises plus petites en 1960. Les écarts se resserrent ensuite et en 1975 on a les chiffres respectifs suivants: 100, 85,7; 75,8 et 70,3. En 1979, les écarts ont recommencé à augmenter: 100, 82,7, 71,3 et 68,1.

(23) Il y a quelques années a eu lieu une augmentation des dépenses étatiques pour les retraites et les dépenses de santé, dans le but de soulager les charges fiscales des entreprises et pour stimuler la consommation intérieure, très déprimée par l'inflation des années 70. Cependant cette augmentation n'a pas modifié la situation, comme en témoignent les tendances au **recul de l'âge de la retraite**.

(24) Le chômage n'est pas inconnu au Japon, surtout après 1971. Mais les indices officiels indiquent des chiffres toujours extraordinairement bas. Les rédacteurs de la revue bourgeoise "Economie Prospective Internationale" écrivent:

"La définition japonaise du chômeur conduit à une sous-estimation du chômage. En effet la comptabilisation du chômage par données d'enquête ne tient compte que des personnes n'ayant aucune activité rémunérée pendant la semaine de l'enquête et à la recherche d'un emploi par les canaux officiels. Ainsi sont exclus a priori de l'échantillon statistique (échantillon de 76 000 personnes pour une population active de 89 millions) les employés temporaires, les journaliers et les travailleurs familiaux non rémunérés. Les experts estiment ainsi qu'il faut doubler le taux de chômage "officiel" pour obtenir un taux homogène avec celui des autres pays industrialisés" "E.P.I.", No 15, 3ème trimestre 1983.

De son côté, la "Note de l'IRES" écrit: "Officiellement le taux de chômage au Japon est très faible: 2,7% de la population active en 1984. Mais ne sont pas comptabilisés comme chômeurs (...) beaucoup de monde. Un calcul tentant d'harmoniser les statistiques japonaises et les statistiques européennes du chômage ferait vraisemblablement tripler le taux officiel", cf "Ombres et lumières du modèle japonais" in "Note de l'IRES" No 4 / juin 85.

Ces différentes estimations aboutiraient à un taux de chômage pour 87 proche de 9%, supérieur au taux américain: voilà un des éléments du "miracle" japonais qui s'évanouit...

(25) une grande partie des sources statistiques d'origine officielle sur l'économie japonaise de 70 à 76 se trouve dans: Manfred Pohl, "Japan 1976-77, politik und wirtschaft", Hambourg 1977. Pour les années suivantes, se reporter aux différents No de "Perspectives de l'OCDE", "Economie Prospective Internationale" No 13 et 15.

(26) "De nombreux analystes économiques décrivent, non sans admiration, des réalités économiques nippones et vont même jusqu'à parler de "modèle japonais". Ils citent à l'appui de leur démonstration les chiffres officiels qui attestent un faible taux de chômage, une inflation mesurée, des excédents commerciaux considérables, une croissance soutenue. Leur diagnostic s'appuie en fait sur une présentation statistique des réalités économiques qui est singulièrement optimiste. Non que les statistiques soient délibérément faussées ou trafiquées, acte inconcevable au Japon comme dans tout autre pays démocratique (sic! - NDLR), mais elles sont souvent établies sur des bases fort différentes de celles utilisées ailleurs, en particulier aux Etats Unis ou en Europe. (...) Tout se passe comme si, malgré une croissance économique relativement forte, la population japonaise ne recevait que les miettes de celle-ci". cf "Note de l'IRES", op. cit. L'article critique en détail différentes statistiques officielles, comme celles du salaire moyen, de l'inflation, etc.

Les femmes constituent une part importante des travailleurs temporaires ou à temps partiel; mais elles travaillent souvent en fait jusqu'à 48 heures par semaine dans les services, pour un salaire de 2,4 dollars de l'heure. Une étude du Ministère du travail de fin 82 recensait 1,2 million de femmes travaillant à domicile pour un salaire moyen de 302 yens (moins de 10 FF). En général le salaire des femmes reste toujours inférieur à celui des hommes et cet écart a même tendance à **s'accroître**. Le salaire féminin ne représente plus en moyenne que 52% de celui des hommes, contre 56% en 1978. cf "Business Week International", 4/3/85.

(27) cf "La Tribune de l'Expansion", 1/2/86. On a eu des accords "d'auto-limitation" vis-à-vis des USA des exportations d'acier en 69 et 72; des textiles en 71 (contre la restitution au Japon d'Okinawa); des téléviseurs en 77, des automobiles à partir de 81, etc. cf "Le Monde Diplomatique", nov. 86.

(28) Seules 36% des exportations japonaises sont facturées en monnaie nationale et 7,3% des importations (chiffres de 85), alors que les proportions respectives sont de 98% et 85% pour les USA, 82% et 43% pour la RFA, 62% et 36% pour la France. cf "Le Monde Diplomatique", fév. 88.

(29) cf "The Hollowing, a new threat to Japan's super economy" in "Ampo" No1/1987.

La robotisation dont on nous rebat les oreilles n'est pas un mythe. Si elle signifie réduction du nombre des travailleurs, elle ne signifie pas **disparition** de ceux-ci. FANUC, une des premières entreprises mondiales de machines-outils, a construit une "usine sans ouvriers" qui fait la stupeur des gogos. Mais cette usine est alimentée par le travail à domicile, sous-payé, de milliers d'ouvrières, notamment coréennes. Le modernisme technologique se marie aux formes les plus "vieilles" et les plus brutales de l'exploitation.

(30) cf "Consommation de masse: la fin d'une ère" in "Japon Economie", 30/7/87. Si, selon certains sondages près de 90% des japonais disent faire partie de la "classe moyenne", les dernières années ont vu l'apparition des "nyu pua", les "nouveaux pauvres", constitués de salariés dont le niveau de vie a fortement baissé. cf "Business Week International", 29/8/88.

(32) cf "Libération", 20/5/85.

(33) nous reprenons les données qui suivent de Muto Ichiyo, "Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945" in "Cahiers d'Etude et de Recherche" No5, 1987.

(35) cf "Le Monde", 18/12/87.

(35) ibid.

(36) cf Ch. Sautter, "Les dents du géant" , Paris, 1987. Le rapport est décrit pp 240-250.

(37) cf Hiroko Yamane "Les japonais ne peuvent si facilement céder aux pressions de Washington" in "Le Monde Diplomatique", nov.86.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

Manifeste
du Parti Communiste
International. 1981.

COMMANDE A
Editions Programme

le prolétaire
bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Auschwitz ou le grand alibi

11

5F

PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des numéros précédents

- No. 69-70 - Mai 1976**
(108 pages - 15FF)
- 1926-1927: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
 - La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (II). Le VIème Exécutif élargi de l'I.C. Introduction. Intervention d'A. Bordiga au VIème Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926).
 - En marge du Xème plan quinquennal: le mythe de la "planification socialiste" en Russie.
- No. 71 - Septembre 1976**
(80 pages - 10FF)
- Après les élections italiennes: polarisation ou convergence ?
 - La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (I).
 - Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.
- No. 72 - Décembre 1976**
(104 pages - 15FF)
- Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
 - Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (II).
 - **Cours de l'impérialisme mondial.**
- No. 73 - Avril 1977**
(104 pages - 15FF)
- Changhai, avril 1927 - Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.
 - Le tournant des Fronts populaires (II).
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).
 - Idole de la "compétitivité", religion du taux de profit.
- No. 74 - Septembre 1977**
(92 pages - 10FF)
- La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (III) (Textes annexes: A. Gramsci, La révolution contre "le Capital"; articles de "Il Soviet" et de l'"Avanti", 1918-1920; Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I., 1920).
 - Parti révolutionnaire, ou cénacle de "marxologues" ?
- No. 75 - Décembre 1977**
(72 pages - 10FF)
- L'Internationale des flics au travail.
 - Sur le fil du temps: Espace contre ciment
 - Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine.
 - En mémoire d'Ernesto "Che" Guevara.
 - Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No. 76 - Mars 1978
(96 pages - 10FF)

- Sur la voie du parti "compact et puissant" de demain.
- **L'Afrique proie des impérialismes.** Introduction: la trajectoire tourmentée de l'Afrique - I. Lutte pour les marchés africains.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (V).
- Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie - l'Irlande.
- Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. Les contorsionnistes du P.C.F. Circus.

No. 77 - Juillet 1978
(88 pages - 10FF)

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (I).
- **L'Afrique, proie des impérialismes.** II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VI).
- Sur la révolution en Amérique latine.

No. 78 - Décembre 1978
(88 pages - 10FF)

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II).
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VII).
- **Cours de l'impérialisme mondial** - L'offensive du capital contre la classe ouvrière.
- Parabole du trotskisme dégénéré: La IVème Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No. 79 - Avril 1978
(88 pages - 10FF)

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte de l'émancipation du prolétariat.
- **Sur le fil du temps - Le prolétariat et la guerre:** Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VIII) - Une première conclusion.
- **L'Afrique proie des impérialismes.** III. Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No. 80 - Juillet 1979
(88 pages - 10FF)

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
- La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste.
- **Sur le fil du temps - Le prolétariat et la guerre:** La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte - Etat prolétarien et guerre.

No. 81 - Décembre 1979
(80 pages - 10FF)

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes!
- Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste (II).
- **L'Afrique proie des impérialismes.** IV. La mainmise sur les matières premières.
- Le programme des "Fedayin" iraniens, ou les limites du démocratisme.
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

- No. 82 - Avril 1980**
(88 pages - 10FF)
- L'ère des guerres et des révolutions.
 - Le rôle de la Nation dans l'histoire.
 - **L'Afrique proie des impérialismes.** IV. La mainmise sur les matières premières (suite et fin).
 - L'Ulster, dernière colonie anglaise.
- No. 83 - Juillet 1980**
(76 pages - 10FF)
- La lutte de classe est plus vivante que jamais!
 - La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au Vème Congrès de l'I.C.).
 - La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le "Tiers Monde".
 - Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine.
 - Note de lecture - Léon Trotsky: Terrorisme et Communisme; Pierre Frank manipule l'histoire.
- No. 84-85 - Mars 1981**
(76 pages - 10FF)
- La Pologne confirme: Besoin de l'organisation - Besoin du parti.
 - Les perspectives de l'après-guerre.
 - Les communistes et les luttes ouvrières ("Que faire?" hier et aujourd'hui).
 - Trotsky, la fraction de gauche du P.C. d'Italie et les "mots d'ordre démocratiques".
 - L'extrême gauche "anti-sioniste" et la question palestinienne.
 - Un mythe usé: le "socialisme" de l'Est.
- No. 86 - Août 1981**
(88 pages - 10FF)
- Mitterand Président.
 - La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial.
 - **Cours de l'impérialisme mondial.**
 - Les bases du militantisme communiste.
 - Le processus de formation des sections nationales de l'I.C.
 - Les "trotskistes" contre Trotsky.
- No. 87 - Décembre 1981**
(72 pages - 10FF)
- La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe.
 - Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
 - Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2ème partie: le P.C.F.).
 - Après l'assassinat de Sadate.
 - A propos de la révolution sandiniste.
 - Dernière minute: l'état de siège en Pologne.
- No. 88 - Mai 1982**
(80 pages - 12FF)
- Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale.
 - La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne.
 - Cronstadt: une tragique nécessité.
 - Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908.
 - Aperçus de la situation au Brésil.
- No. 89 - Mai 1987**
(112 pages - 20FF)
- Programme Communiste reprend sa publication.
 - Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer.
 - Rapport du centre international à la Réunion Générale (Juillet 1982).
 - La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? Considérations à propos de la "théologie de la libération" - Prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des Evêques.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

En langue française

Série "les textes du Parti Communiste International"	
1. Communisme et fascisme	25FF
2. Parti et classe	15FF
4. Eléments d'orientation marxiste	15FF
5. La "Maladie Infantile", condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme")	10FF
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	(épuisé)
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50FF
8. Dialogue avec Staline (la réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	(en préparation)
- Mouvements revendicatifs et socialisme	5FF
Brochures "le prolétaire"	
5. Question féminine et lutte de classe	4FF
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	5FF
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	4FF
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	4FF
10. Postiers en lutte (La grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	5FF
11. Auschwitz ou le grand alibi	5FF
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	5FF
13. Le marxisme et l'Iran	5FF
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	4FF
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	4FF
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (manifeste du Parti Communiste Internationale -1981)	6FF
18. Vive la lutte des ouvriers Polonais	6FF
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	5FF
Suppléments à "le prolétaire"	
- Palestine vaincra !	5FF
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	3FF
- Pour un anti-racisme prolétarien	5FF
- Révolution et contre-révolution en Russie	5FF
Série "les cahiers d'El-Oumami"	
1. Le syndicalisme en Algérie	5FF
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	5FF
3. Critique de la théorie de la "Révolution nationale-démocratique de type nouveau"	6FF
Revue "PROGRAMME COMMUNISTE"	
Numéros 1 à 57	10FF
Numéro 58 (112 pages)	25FF
Numéros 59 à 87 (sauf les numéros 69-70, 72, 73)	10FF
Numéros 69-70, 72, 73	15FF
Numéro 88	12FF

En langue italienne

- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. I, (1912-1919)	60FF
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. II, (1919-1920)	120FF
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. III, (1920-1921)	120FF
- STRUTTURA ECONOMICA E SOCIALE DELLA RUSSIA D'OGGI	100FF
- Tracciato d'impostazione. (I fondamenti del comunismo rivoluzionario)	12FF
- Partito e classe	12FF
- "L'estremismo, malattia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati	15FF
- Lezioni delle controrivoluzioni	15FF
- Classe, partito, Stato nella teoria marxista	10FF
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10FF
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10FF

	- Il marxismo e l'Iran (1980)	10FF
	- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del Partito comunista internazionale, 1981)	10FF
	- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10FF
	- Non pacifismo, Antimilitarismo di classe ! (1982)	10FF
	- Il mito della "pianificazione socialista" in Russia	10FF
	- Il "rilancio dei consumi sociali", ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo, Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10FF
	- Il proletariato e la guerra	10FF
	- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10FF
	- Marxismo e scienza borghese	15FF
	- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10FF
En langue allemande	1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages	8FF
	2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages	12FF
	3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus 76 pages	12FF
	4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages	16FF
	5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages	20FF
	6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages	16FF
En langue anglaise	- The fundamentals of Revolutionary Communism	
	- Party and Class	10FF
	- Communist Programm, Numéros 1 à 7	10FF
En langue espagnole	1. Los fundamentos del partido comunista Internacional	10FF
	2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	6FF
	3. Partido y clase	10FF
	- Manifiesto del Partido Comunista Internacional De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial	15FF
	- El Programa Comunista (jusqu'au no 38)	15FF
	- Cuadernos de El proletario: La epopeya del proletariado boliviano (La lucha de clases en Bolivia hasta 1981)	10FF
En langue portugaise	- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	8FF
	1. Teses características do partido : bases de adesão	5FF
	2. Lições das contra-revoluções	5FF
	3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	8FF
En langue grecque	-Parti et classe	20FF
En langue arabe	- Pour le parti ouvrier indépendant	5FF
	- Thèses caractéristiques du parti	10FF
	- Les communistes et la question de la liberté politique	10FF
	- Manifeste du Parti Communiste International De la crise de la société bourgeoise à révolution communiste mondiale	15FF
	- Ce qui distingue le parti	3FF
En langue persane	- Retour au programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine	10FF
	- Les fedayins et la question de l'Etat	3FF
En langue turque	- Journal "Enternasyonalist Proleter"	2,50FF
	- Komünist partisi manifestosu, Karl Marx, Friedrich Engels	8FF
	- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5FF
En langue hollandaise	- Het democratisch principe	5FF
En langue polonaise	- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	8FF

